

**UNIVERSITE GALATASARAY  
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES  
DEPARTEMENT DE RELATIONS INTERNATIONALES**

**CONJONCTURE ECONOMIQUE EXTERIEURE DE LA  
GEORGIE DANS LE CONTEXTE DE L'INTEGRATION  
A L'ECONOMIE MONDIALE**

**THESE DE MASTER RECHERCHE**

**Elkhan ALIYEV**

**Directeur de Recherche : Prof. Dr. Mehmet Emin ARDA**

**OCTOBRE 2010**

## TABLE DES MATIERES

<b>ABREVIATIONS.....</b>	<b>iv</b>
<b>RESUME.....</b>	<b>v</b>
<b>ABSTRACT.....</b>	<b>viii</b>
<b>ÖZET.....</b>	<b>xi</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>1</b>
<b>PREMIERE PARTIE.....</b>	<b>4</b>
<b>CHAPITRE I : INTEGRATION DANS L'ECONOMIE MONDIALE.....</b>	<b>4</b>
A. ESSENCE ECONOMIQUE DE L'INTEGRATION : DEFINITION DE LA NOTION.....	4
B. MECANISMES DE L'INTEGRATION ECONOMIQUE.....	8
C. ECONOMIE MONDIALE ET LA MONDIALISATION DE L'ECONOMIE.....	11
D. ECONOMIE POSTCOMMUNISTE DANS UNE PHASE DE TRANSFORMATION.....	14
E. ETAT INITIAL DE LA TRANSITION A UNE ECONOMIE DICTEE PAR LE MARCHE.....	18
F. VOIES DE L'ADAPTATION AUX NOUVELLES VALEURS ECONOMIQUES.....	20
 <b>CHAPITRE II : (DES)INTEGRATION ECONOMIQUE DE LA GEORGIE A LA PERIODE DE TRANSITION POSTCOMMUNISTE.....</b>	 <b>24</b>
A. EPOQUE POSTCOMMUNISTE DANS L'ECONOMIE DE LA GEORGIE.....	25
B. AU DEBUT DU PASSAGE DE L'ECONOMIE PLANIFIEE AU MARCHE : 1991-1995.....	30
C. ANNEES DE STAGNATION EN GEORGIE : 1995-2003.....	35
D. CHARGES ECONOMIQUES DE LA «REVOLUTION DE ROSE» : APRES 2003.....	39
E. APERÇU SUR L'EVOLUTION POSTCOMMUNISTE DE LA GEORGIE.....	45

<b>DEUXIEME PARTIE.....</b>	<b>47</b>
<b>CHAPITRE I : GEOPOLITIQUE ET QUESTION D'OUVERTURE DE L'ECONOMIE GEORGIENNE SUR L'EXTERIEUR .....</b>	<b>47</b>
A. MOUVEMENT D'INSERTION DE LA GEORGIE AUX RAPPORTS MARCHANDS...	48
B. ATTRAIT ECONOMIQUE ET POSSIBILITES DU PAYS DANS L'ECONOMIE MONDIALE.....	50
C. PIVOT DE CAUCASE DU SUD DANS L'ECONOMIE DE LA GEORGIE.....	52
1. AZERBAÏDJAN-GEORGIE-TURQUIE.....	52
2. ETATS-UNIS.....	55
3. UNION EUROPEENNE.....	58
4. RUSSIE.....	61
D. ORGANISATIONS INTERNATIONALES DANS LE PROCESSUS D'INTEGRATION ECONOMIQUE DE LA GEORGIE.....	63
1. ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE.....	63
2. ORGANISATION DE COOPERATION ECONOMIQUE DE LA MER NOIRE.....	64
3. COMMUNAUTE DES ETATS INDEPENDANTS.....	65
4. GUAM.....	66
 <b>CHAPITRE II : FACTEURS EXTERIEURS DANS L'OUVERTURE INTERNATIONALE DE LA GEORGIE.....</b>	 <b>68</b>
A. PARTENAIRES COMMERCIAUX DE LA GEORGIE ET DEVELOPPEMENT DU MARCHE DES BIENS DU PAYS.....	68
B. ATTRACTION DE FINANCEMENTS ET DES INVESTISSEURS ETRANGERS.....	73
C. CRISE FINANCIERE MONDIALE ET CONFLIT RUSSO-GEORGIEN D'AOUT 2008: QUEL IMPACT ECONOMIQUE POUR LA GEORGIE ?.....	77
D. POTENTIEL DE LA FONCTION DU SERVICE DE TRANSIT DE LA GEORGIE.....	80

1. COULOIR DE TRANSPORT EUROPE-CAUCASE-ASIE.....	82
2. OLEODUC BAKOU-TBILISSI-SOUPSA.....	86
3. OLEODUC BAKOU-TBILISSI-CEYHAN.....	86
4. GAZODUC BAKOU-TBILISSI-ERZEROUM.....	87
5. CHEMIN DE FER BAKOU-TBILISSI-KARS.....	88
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>90</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>93</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX.....</b>	<b>109</b>
<b>ANNEXE.....</b>	<b>111</b>

**ABREVIATIONS**

<b>ACP</b>	: Accord de Partenariat et de Coopération
<b>BAD</b>	: Banque Asiatique de Développement
<b>BCDMN</b>	: Banque pour le Commerce et le Développement de la mer Noire
<b>BEI</b>	: Banque Européenne d'Investissement
<b>BERD</b>	: Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement
<b>BM</b>	: Banque Mondiale
<b>BP</b>	: British Petroleum
<b>BTC</b>	: Bakou-Tbilissi-Ceyhan
<b>BTE</b>	: Bakou-Tbilissi-Erzurum
<b>CEI</b>	: Communauté des Etats Indépendants
<b>SFI</b>	: Société Financière Internationale
<b>CNUCED</b>	: Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement
<b>FMI</b>	: Fonds Monétaire International
<b>GUAM</b>	: la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie
<b>IDE</b>	: Investissements Directs Etrangers
<b>IFI</b>	: Institutions Financières Internationales
<b>INOGATE</b>	: Interstate Oil and Gas Transport to Europe
<b>OCEMN</b>	: Organisation de Coopération Economique de la mer Noire
<b>OMC</b>	: Organisation Mondiale du Commerce
<b>OTAN</b>	: Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
<b>PEV</b>	: Politique Européenne de Voisinage
<b>PIB</b>	: Produit Intérieur Brut
<b>PME</b>	: Petites et Moyennes Entreprises
<b>PNUD</b>	: Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>STN</b>	: Sociétés Transnationales
<b>TACIS</b>	: Technical Assistance to the Commonwealth of Independent States
<b>TRACECA</b>	: Transport Corridor Europe-Caucasus-Asia
<b>URSS</b>	: Union des Républiques Socialistes Soviétiques
<b>USAID</b>	: United States Agency for International Development

## RESUME

La Géorgie qui a obtenu son indépendance en 1991 lorsque l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques a pris fin, a commencé à prendre place dans la période de transition de l'économie planifiée vers l'économie libérale de marché à la suite d'une époque de 70 ans de fermeture au système global. La politique de transformation prévoyait le développement d'une nouvelle doctrine qui déterminait la modification stratégique structurelle et tenait compte du changement des fonctions régulatrices de l'Etat. De plus, la reconstruction de l'économie nécessitait la prise comme base, de la formation structurelle basée sur les principes de l'économie mondiale. Mais ceci n'a pas pu être réalisé. A cause des gestions erronées qui ont été mises en œuvre et aussi, sous l'influence de sa politique économique, la Géorgie s'est trouvée au beau milieu d'une dépression économique.

Ainsi, les ennuis économiques dans la période de transformation jusqu'à la «Révolution des Roses» qui a eu lieu en Novembre 2003, se faisaient sentir avec un fort niveau d'inflation, une corruption de grande dimension, des problèmes de l'économie souterraine (clandestine), la faible administration fiscale et la structure de l'Etat pas encore bien formée. Après la fin du système soviétique, les nécessités du nouveau monde ont vu le jour mais elles n'ont pas été suffisamment prises en considération par l'administration géorgienne et la Géorgie s'est trouvée au beau milieu d'une crise de passage, sous l'effet des guerres civiles et ethniques, en même temps, et des problèmes structureux créés par le passage de l'économie planifiée à l'économie de marché. Mais la «Révolution des Roses» surgie en 2003 a ouvert une nouvelle ère dans la restructuration économique de l'Etat et ainsi tout de suite après le fiasco économique de 12 ans le pays s'est trouvé dans l'obligation de devoir faire face à de grands changements radicaux. On remarquera que dans ce processus, il y a eu de grandes reformes, que les bureaux administratifs et publics ont été restructurés et qu'une immense importance a été accordée au développement structurel du système économique. Pendant les six dernières années d'importants pas ont été accomplis dans ce sens là. Par conséquent, la «Révolution de Rose» a créé les fondements d'un nouveau processus de développement dans la vie économique de la Géorgie et l'on a obtenu des développements et des changements radicaux qui

laissent à espérer, surtout dans la formation des institutions d'Etat et dans le domaine du développement économique. Mais, malgré tout ce que l'on pourrait dire, la Géorgie, qui se trouve dans le processus de transformation de marché, est encore de nos jours, face à face à de gros problèmes internes. Et ceci est dû, en grande part, à la faible capacité, c'est-à-dire à la faiblesse structurelle de l'économie géorgienne (une économie basée sur l'agriculture, un secteur industriel peu développé, de faibles ressources naturelles et un faible marché des consommateurs). Donc, en raison du manque de sources d'accumulation du capital la position géographique avantageuse de la Géorgie dans la région du Caucase du Sud, procurent au pays une situation privilégiée.

A cet effet, le rôle dans la géopolitique du gaz naturel et du pétrole de la Géorgie postcommuniste, apporte un grand avantage au pays. C'est-à-dire que, dans la détermination de sa place au système international, la Géorgie, tenant compte de l'insuffisance de ses ressources naturelles, a surtout joué sur ses fonctions de transits, de transports, de communications qui ont mis en évidence sa part dans la formation structurelle de l'économie de marché. D'un autre point de vue, tout en étant un pays d'où passent les voies de communication est-ouest et nord-sud, la Géorgie a réussi à mettre nettement en évidence sa situation dans le monde globalisée, possédant une situation de transit dans l'acheminement des riches sources d'énergie de la région du Caucase et de l'Asie Centrale vers les marchés internationaux.

L'objectif de cette étude est de faire le point sur le processus de transformation de marché (dans la conjoncture qui se développe) de la Géorgie qui a une situation géostratégique et géopolitique tellement importante en raison de la région dans laquelle elle se trouve et de chercher à définir le rôle que les facteurs externes et l'effet géopolitique jouent dans ce contexte. Dans le cadre de ce qui vient d'être défini ci-dessus les sujets traités dans cette étude, comprennent les éléments suivants :

Le déficit commercial, parallèlement au potentiel d'exportation de la Géorgie qui se base sur les produits agricoles et les matières premières, fait que le rôle du facteur de commerce extérieur dans la transformation en économie nationale n'a plus d'effet.

Il a été constaté que la plus grande part des investissements étrangers dans l'économie du pays se base sur les crédits commerciaux, les aides reçues des pays étrangers et les financements des institutions financières internationales, tels que la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International, la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement. Nous avons toutefois étudié, en ce qui concerne les difficultés rencontrées lors de l'intégration de la Géorgie dans l'économie mondiale, en évaluant ce sujet selon l'analyse de l'ouverture de l'économie nationale sur l'extérieur. Selon le potentiel de conflit à l'intérieur du pays (l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud) et selon ses positions d'importateur – exportateur, en examinant la sensibilité de l'économie envers les effets externes on a constaté que c'était une des raisons pour lesquelles le pays n'était pas particulièrement attirant pour les investisseurs étrangers.

Dans cette recherche, nous avons aussi défini les traits principaux de la stratégie d'Etat de la Géorgie postcommuniste et nous avons surtout insisté sur l'importance géostratégique dans la structure de l'économie du marché du pays. La Géorgie est non seulement une sorte de pont entre la région de la mer Noire et de la région Caspienne, elle se trouve aussi dans une position clé sur la voie de transit la plus brève pour transporter le pétrole, le gaz naturel et les autres ressources entre l'Europe et l'Asie et elle tâche de devenir une pièce active de l'économie mondiale. C'est pourquoi, elle accompli de gros efforts pour protéger et développer sa situation de point transitaire. Dans le cadre de sa position au couloir de transport asiatique qui est devenu un point de grand intérêt à niveau international, la Géorgie vise à prendre sa part dans le monde international, à recevoir en même temps de l'aide des pays étrangers et des organisations internationales, et en fin de compte, à la lueur de tout ce que nous venons de citer, à surmonter toutes les difficultés sur la voie de la modernisation de l'économie nationale. A cet effet, les sources d'énergie de la mer Caspienne, l'écoulement des biens et leurs voies de transport, représentent les piliers principaux permettant au pays de rester sur pied et lui permettant en même temps, de s'intégrer dans l'économie mondiale.

**ABSTRACT**

Georgia, which has gained independence in 1991 with the collapse of the Union of Soviet Socialist Republics, has found itself in a transition period from a planned economy of 70 years closed to the global system to the liberal market economy. The transformation policy envisaged the development of a new doctrine that takes into account the change of the regulatory functions of the state and that defines the strategic direction of the structural change. On the other hand, the re-construction of the economy required a structural formation based on the principles of the global market economy. However, such a system could not be established. Georgia entered a period of economic crisis as a result of the faulty management and economy policy followed in connection to this.

In the restructuring period until the “Rose Revolution” in November 2003, economic troubles were manifested by the high inflation rate, large scale corruption, issues concerning the shadow economy, poor tax management and amorphous state structure. Within this context, the necessities of the new world order that emerged following the collapse of the Soviet socialist system were not duly considered by the Georgian government until 2003 and Georgia had found itself in a transition crisis effected by the ethnic and civil wars as well as the structural problems generated by the transition from a planned economy to the liberal market economy. The “Rose Revolution” that took place in 2003 opened a new era in the restructuring of the economical structure and, thus, Georgia started radical changes immediately after the 12-year economic fiasco. It is observed that great importance has been given to the structuring of the administrative and public state offices and the structural development of the economic system within this period. Within the past six years, significant progress has been made in this direction. Thus, the “Rose Revolution” has laid the foundations of a new development process that is reflected in the economic life of Georgia and radical changes and promising advances were made especially in economic growth and formation of state institutions. However, despite all these, Georgia, which in the market transformation process, is still confronted with important domestic problems today. This mostly stems from the narrow capacity, in other words, structural weakness, of the Georgian economy (with its underdeveloped

industrial sector, the economy based on agriculture has scarce natural resources or consumer market characteristics). Hence, in relation to the inadequacy of the accumulation of capital, the advantages of its geographical locality in the Southern Caucasus bestow a special privilege for the Georgia within this respect.

The role of the post-communist Georgia in the geopolitics of oil and natural gas bestows the country a great advantage in this sense. Georgia that considers the inadequacy of natural resources in identifying its development strategy and its place in the international system places more emphasis on transit, shipment and transportation functions, which manifests its share of influence in the structural formation of the market economy. In another respect, in line with its geopolitical strategy, Georgia, which has a transit position in transportation of rich energy sources of the Central Asia and the Caucasus to international markets being a country through which the east-west and north-south transportation roads, has been successful in determining clearly its place in the globalizing world.

The purpose of this study is to address the market transformation process of Georgia, which has such an important geopolitical and geostrategic location as of the region it is in, and to explicate what role the geopolitical influence and external factors play in this respect. Within the framework of the above, the issues maintained in the mentioned study cover the followings:

The trade deficit of Georgia, which in general depends on agricultural products and raw materials, render the role of the external trade factor in the market transformation of the national economy, in line with its exportation potential. It has been determined that the majority of the foreign investments in the national economy depend mostly on commercial loans, aids from foreign countries and the financing of international financial institutions such as the World Bank, the International Monetary Fund, the European Bank for Reconstruction and Development. However, the problems that Georgia confronts within the context of integration into the world economy were assessed based on the analysis of the opening of the Georgian economy to the outer world, and the main reason that it is not very attractive for foreign investors was identified as the existing conflict potential within the Georgian borders (Abkhazia

and South Ossetia) and its sensitivity of the economy to external impacts as a result of its importer-consumer position.

In addition, this study explains the main features of the state strategy of the post-communist Georgia and emphasizes the geostrategic importance of its economy in market structuring. Georgia, with its location as a bridge connecting the Black Sea and the Caspian Region, is positioned as a key connection of the shortest transit route between the Europe and the Asia for transportation of oil, natural gas and other resources and is trying to be active part of the global economy. Hence, it spends much effort in maintaining and developing its transit position. With the Eurasian transportation corridor being an international focal interest, Georgia aims to join the international community, at the same time to take aids from foreign states and international organizations, and as a result in the light of all these to overcome the difficulties in modernizing the national economy. Concerning this, the energy resources of Caspian Sea, flow of goods and their transportation routes are essential for the survival of Georgia and for its integration into the global economy.

## ÖZET

1991 yılında Sovyet Sosyalist Cumhuriyetleri Birliği'nin tarih sahnesinden silinmesiyle bağımsızlığına kavuşan Gürcistan 70 yıllık küresel sisteme kapalı bir sürecin ardından planlı ekonomiden liberal piyasa ekonomisine geçiş döneminin içinde yer aldı. Fakat dönüşüm politikası kendiliğinde devletin düzenleyici fonksiyonlarının değişmesini göz önünde bulunduran ve yapısal değişimin stratejik yönünü belirleyen yeni bir doktrin geliştirilmesini öngörmekteydi. Diğer bir yandan, ekonominin yeniden inşası, dünya piyasa ekonomisinin prensiplerine dayalı bir yapısal şekillenmenin temel alınmasını gerektiriyordu. Fakat bu düzen oturtulamadı. Buna bağlı olarak izlenen yanlış yönetim ve ekonomi politikasının da etkisiyle Gürcistan ekonomik bunalım sürecine girmiş oldu.

Şöyle ki, 2003 Kasımında vuku bulan “Gül Devrimi”ne kadarki yeniden yapılanma döneminde ekonomideki sıkıntılar yüksek enflasyon oranında, büyük çaplı yolsuzlukta, gölge ekonomisine ilişkin sorunlarında, zayıf vergi yönetimi ve şekillenmemiş devlet yapısında kendini göstermekteydi. Bu bağlamda, Sovyet sosyalist sisteminin yıkılmasının ardından ortaya çıkan yeni dünya düzeninin gereksinimleri 2003 senesine kadar gürcü yönetimince yeterince dikkate alınmamış ve Gürcistan kendini planlı ekonomiden liberal piyasa ekonomisine dönüşümünün yarattığı yapısal sorunların, aynı zamanda etnik ve iç savaşların da etkisiyle bir geçiş krizinin içinde buluvermişti. Zira 2003 yılında gerçekleşen “Gül Devrimi” ülkenin ekonomik yapısının yeniden inşası yolunda yeni dönem açmış ve böylece 12 senelik ekonomik fiyaskonun hemen ardından ülke köklü değişiklikler aşamasına koyulmuştur. Bu süreçte gerçekleştirilen reformlarla idari ve kamu dairelerin yapılanması ve ekonomik sistemin yapısal gelişim konusuna büyük önem verildiği görülmektedir. Geçen altı yıllık bir zaman zarfında bu doğrultuda önemli ilerlemeler kaydedilmiştir. Böylece, “Gül Devrimi” Gürcistan'ın ekonomik hayatına yansıyan yeni bir gelişim sürecinin temelini atmış, ülkede özellikle ekonomik büyüme alanında ve devlet kurumların oluşumunda kökten değişiklikler umut verici gelişmeler sağlamıştır. Fakat tüm söylenenlere rağmen, pazar dönüşümü sürecinde bulunan Gürcistan günümüzde hala önemli iç sorunlarla karşı karşıyadır. Bu da büyük ölçüde Gürcistan ekonomisinin dar kapasitesinden, başka bir deyişle yapısal

zayıflığından kaynaklanmaktadır (tarıma dayalı ekonomi az gelişmiş endüstri sektörüyle kıt doğal kaynak veya tükücü pazar niteliğini taşımaktadır). Dolayısıyla sermaye birikiminin yetersizliğine bağlı olarak, Gürcistan'ın Güney Kafkasya'daki coğrafi konumunun sağladığı avantajlar bu açıdan ülkeye özel bir ayrıcalık atfetmektedir.

Postkomünist Gürcistan'ın petrol ve doğal gaz jeopolitiğindeki rolü bu anlamda ülkeye büyük üstünlük sağlamaktadır. Şöyle ki, gelişim stratejisinin ve uluslararası sistemdeki yerinin belirlenmesinde doğal kaynaklarının yetersizliğini göz önünde bulunduran Gürcistan daha ziyade piyasa ekonomisinin yapısal oluşumundaki ağırlık payını ortaya koyan transit, nakliye ve ulaşım fonksiyonlarının üzerine oynamaktadır. Başka bir bakış açısıyla, doğu-batı ve kuzey-güney ulaşım yollarının geçtiği ülke olmakla beraber, Orta Asya ve Kafkasya coğrafyasında bulunan zengin enerji kaynaklarının uluslararası pazarlara taşınmasında transit konuma sahip Gürcistan jeopolitik stratejisi doğrultusunda küreselleşen dünyada kendi yerini net olarak ortaya koymayı başarmıştır.

Bu çalışmamızın amacı, bulunduğu bölge itibariyle böylesine önemli jeopolitik ve jeostratejik konuma sahip olan Gürcistan'ın, gelişen konjonktürde piyasa yapılanması sürecine değinmek, bu ilişikte jeopolitik etkinin ve dış faktörlerin nasıl rol oynadığını irdelemektir. Yukarıda anlatılanlar çerçevesinde, söz konusu çalışmada savunulan konular aşağıdakileri kapsamaktadır:

Genellikle tarım ürünleri ve ham maddeye dayanan Gürcistan'ın ihracat potansiyeline paralel ticari açığı, dış ticaret faktörünün ulusal ekonominin piyasa dönüşümündeki rolünü etkisiz kılmaktadır. Ülke ekonomisindeki yabancı yatırımların büyük kısmının ağırlıklı olarak ticari kredilere, yabancı ülkelere alınan yardımlara ve uluslararası mali kurumların – Dünya Bankası, Uluslararası Para Fonu, Avrupa Yeniden Yapılanma ve Kalkınma Bankası'nın finansmanlarına dayandığı tespit edilmiştir. Fakat Gürcistan'ının dünya ekonomisine entegrasyonu bağlamında karşılaştığı zorluklar ülke ekonomisinin dış dünyaya açılım analizi bazında değerlendirilmiş, ülke sınırları içinde mevcut çatışma potansiyeli (Abhazya ve Güney Osetya) ve ithalatçı-tüketici konumu gereği ekonominin dış etkilere

hassaslığı, yabancı yatırımcılar için çok da çekici olmayışının ana nedeni olarak görülmüştür.

Ayrıca, bu araştırmayla postkommunist Gürcistan'ın devlet stratejisinin ana hatları açıklanmış ve ülke ekonomisinin piyasa yapılanmasındaki jeostratejik önemi vurgulanmıştır. Ne var ki, Gürcistan, Karadeniz ve Hazar bölgesini birleştiren köprü olma özelliğiyle birlikte, petrol, doğal gaz ve diğer kaynakların nakli için Avrupa ve Asya arasında en kısa transit güzergahının kilit bağlantısı olarak konumlanmakta ve dünya ekonomisinin aktif bir parçası olmaya çalışmaktadır. Bu nedenle, tranzit konumunun korunmasına ve geliştirilmesine büyük çaba harcamaktadır. Avrasya taşımacılık koridorunun uluslararası düzeyde ilgi odağına çevrilmesiyle, Gürcistan uluslararası topluluğa katılmayı, aynı zamanda yabancı devletlerden ve uluslararası kuruluşlardan yardım almayı ve sonuç olarak tüm bunların ışığında ulusal ekonominin modernleşmesi yolundaki zorlukları aşmayı amaçlamaktadır. Bu hususda, Hazar Denizi'nin enerji kaynakları, mal akışı ve onların nakliye güzergahları ülkenin ayakta kalması ve aynı zamanda dünya ekonomisine entegrasyonu açısından esas teşkil etmektedir.

## INTRODUCTION

La formation de l'économie mondiale, détruisant les frontières des Etats-nations en les reliant par les relations solides politiques, commerciales et économiques, est un processus le plus considérable qui a défini le visage de la communauté mondiale aux confins des XXe et XXIe siècles. A la suite des changements complexes géopolitiques du monde, quand il y a eu l'effondrement du camp socialiste et le processus de transition au marché et d'intégration dans le système économique mondial a commencé, cette tendance est devenue encore plus remarquable.

A l'étape actuelle de l'internationalisation de la vie économique, appelé la mondialisation de l'économie, le degré de la participation de chaque Etat dans les processus économiques internationaux devient un facteur primordial, dont en grande partie dépend de sa place dans le système économique mondiale. Pour la Géorgie, l'entrée dans le marché mondial se passe au fond de la réformation et de la rénovation de toute la vie politique et économique. La Géorgie est entrée dans la voie de transformation de marché, sans avoir un modèle prêt pour les transformations économiques. Il était nécessaire non-seulement de moderniser l'économie de l'Etat, mais aussi de créer les nouvelles méthodes et mécanismes de son insertion à l'activité économique extérieure en tenant compte des particularités spécifiques du pays.

L'expérience internationale montre que les réformes économiques et la reconstruction de la structure de l'économie nationale à l'intérieur d'un pays, en premier lieu, sont dictées par les conditions nationales et les objectifs. Par ailleurs, le processus de transformation intérieur ne donnera pas des effets désirés sans entrée effective dans l'économie mondiale sur la base de la division internationale du travail. Ainsi, l'activité économique extérieure est une des directions les plus importantes de la politique d'Etat des pays à économie de transition. Les rapports économiques extérieurs sont un miroir sur lequel se reflète l'état de l'économie du pays et de son système politique, dont le développement dépend de leur efficacité et de l'intégration dans l'économie mondiale, puisqu'il s'agit de changements du trait fondamental. C'est pourquoi l'élaboration de la conjoncture extérieure et les méthodes de l'insertion effective de ces pays à l'économie mondialisée est nécessaire.

Cela se rapporte dans une grande mesure à la Géorgie, dont les rapports économiques extérieurs exercent une influence considérable sur le développement du pays et son rôle dans le système économique mondial. A présent, la Géorgie, comme tous les autres pays de l'ex-URSS, aspire à être ouverte au monde extérieur, à profiter autant que possible des avantages de la division internationale du travail. Cela se reflète, à son tour, sur les échanges commerciaux, sur sa balance et son structure géographique, d'une branche d'industrie et de marchandise des opérations d'importation et d'exportation. Une mission principale de l'activité économique extérieure de la Géorgie, à la souveraineté économique et à la transition vers le marché, est la participation active de l'économie du pays à la division internationale du travail afin d'améliorer la structure de l'économie nationale. C'est que le succès des réformes de marchés en Géorgie dépend pour beaucoup du degré d'implication de son économie dans l'économie mondiale. Mais cela, à son tour, dépend de ce que combien l'Etat lui-même participe à l'économie mondiale.

En tant qu'un pays clés du Caucase du Sud, la Géorgie se trouve au centre de l'entrelacement complexe des filières de transports et de communications dans le cadre du schéma «Nord-Sud» et «Est-Ouest». Elle tente à prendre la situation clé dans la région grâce à la formation du couloir de transit et de transport eurasien et se transforme graduellement en importante tracé de transit pour l'accès des ressources énergétiques Caspiennes et d'Asie centrale aux marchés mondiaux. Ce facteur influence considérablement l'orientation des échanges économiques internationaux. En substance, le climat d'investissement de la Géorgie est lié aussi à la géopolitique du couloir de transport eurasien. Parce que, le couloir de transport «Europe-Caucase-Asie» représente une «Chaîne» de l'économie géorgienne. Par conséquent, ce système est au-delà de la problématique de transport, parce qu'il couvre dans son ensemble toute l'économie nationale. Force est de constater que les projets de pipelines dans le Caucase du Sud, et «Grande Route de la Soie» représentent la pierre angulaire de l'économie géorgienne. C'est pourquoi leur analyse est importante dans l'élaboration de la conjoncture extérieure de la Géorgie.

Le but de cette thèse est la systématisation des processus d'intégrations de la Géorgie postcommuniste dans l'économie mondiale (transition de marché), l'analyse de la

conjoncture extérieure et l'évaluation de la fonction de transit en tant qu'une particularité évidente de l'ouverture internationale de la Géorgie.

Conformément au but mis, ce travail comporte des objectifs suivants :

Dans la première partie de ce travail, nous allons examiner l'économie mondiale comme un produit d'intégration de l'activité économique, focaliser l'attention sur l'évaluation du processus d'intégration-désintégration de l'économie postcommuniste et caractériser l'économie administrée comme l'état initial de l'économie de transition postcommuniste. Parmi cette évaluation nous allons identifier les tendances du développement de l'économie de transition en Géorgie du point de vue de la modification du système économique du pays, étudier les particularités du passage de la Géorgie d'une économie à planification centralisée vers une économie de marché et les aspects principaux du processus de formation et de développement de l'économie nationale;

La deuxième partie se concentrera sur l'analyse des problèmes d'intégration économique du pays dans le contexte de l'économie ouverte, la place de la Géorgie et l'état de l'intensification des relations économiques extérieures dans le cadre de transformation du pays à l'économie de marché mondiale qui ont pour but de constater les tendances actuelles de l'ouverture internationale de la Géorgie dans son ensemble.

## **PREMIERE PARTIE**

### **CHAPITRE I : INTEGRATION DANS L'ECONOMIE MONDIALE**

L'expérience du développement contemporain de l'économie mondiale manifeste son intégrité grandissante se fondant sur la spécialisation internationale et la coproduction ainsi que sur la consolidation des rapports économiques entre des Etats et des agents économiques. Les relations économiques internationales sont devenues l'un des facteurs déterminants du développement de l'économie nationale. Il est à prendre en compte aussi cette circonstance que la compétition entre les Etats économiquement intégrés et des autres agents du marché mondial, comme le marque notamment, Lester C. Thurow, est une nouvelle réalité de l'économie actuelle<sup>1</sup>. Les tendances de la mondialisation posent un dilemme devant eux : devenir soit la partie organique du marché mondial et de l'économie mondiale, soit la base de ressource pour son développement. Par ailleurs, l'intégration devient une régularité objective du développement des relations économiques internationales et se produit aujourd'hui comme la tendance mondiale.

Tout cela demande une grande attention aux processus d'intégrations dans l'économie mondiale. Ayant porté l'attention au problème du processus d'intégration dans l'économie mondiale et de la mondialisation économique, qui deviennent une préoccupation majeure pour un nombre croissant de chercheurs et de spécialistes en sciences sociales dans plusieurs pays du monde, nous tenterons d'examiner et d'analyser la période de transition en Géorgie postcommuniste.

#### **A. ESSENCE ECONOMIQUE DE L'INTEGRATION : DEFINITION DE LA NOTION**

Jusqu'à présent, la notion d'«intégration économique» n'a pas en soi une interprétation univoque. La notion a une histoire d'évolution relativement courte, bien que le terme d'«intégration» lui-même ait commencé à être utilisé il y a longtemps. Le dictionnaire d'Oxford définit la date de la première utilisation de la notion d'intégration dans les éditions imprimées en 1620 est au sens de «groupements

---

<sup>1</sup> Lester Carl Thurow, *The Future of Capitalism: How Today's Economic Forces Shape Tomorrow's World* / London : Nicholas Brealey, 1997, p. 158

des parties dans l'intégrité»<sup>2</sup>. En outre, l'intégration est définie comme processus ou comme condition des «formations de la communauté des parties» ou bien comme les créations de l'intégrité commune de certaines parties<sup>3</sup>. L'intégration représente essentiellement une des principales formes et stades du processus historique de l'internationalisation de la vie économique dans le domaine des relations économiques internationales et du point de vue de sa compréhension théorique doit être examinée seulement dans cet aspect-là. Cependant, il y avait tant de large interprétation en question de l'intégration dans les relations internationales que ce terme lui-même en réalité cesse d'être perçu comme un terme de la science.

La notion d'«intégration» a quelques significations dans les sciences économiques. Jusqu'ici il y a une vague parmi les chercheurs à propos de sa définition. Certains définissent l'intégration comme un processus de combinaison, les autres - comme un état final et une conjoncture. Par exemple, Robert C. Hine écrit que l'intégration économique sous-entend une conjoncture, ainsi qu'un processus. En tant que conjoncture, l'intégration se rapporte en premier lieu au niveau de la concentration de certaines économies, mais comme processus elle signifie l'abolition graduelle des barrières entre les pays<sup>4</sup>. Pour David Henderson, il y a lieu de distinguer le terme d'«intégration économique» à deux sens. Premièrement, il peut se référer au processus, par lequel les économies deviennent plus étroitement intégrées, à la tendance de la diminution des barrières politiques. Deuxièmement, il peut aussi signifier le résultat final, la culmination du processus, c'est-à-dire la situation, quand l'intégration est terminée et que les frontières politiques n'ont pas plus d'importance économique. Henderson appelle le résultat final comme l'«intégration économique complète»<sup>5</sup>. En tant que processus, il est nécessaire de distinguer deux aspects de l'intégration économique – «formelle» (ou «institutionnelle») et l'intégration

---

<sup>2</sup> Томас Онгоро, «Международная экономическая интеграция: эволюция и границы понятия» (Tomas Ongoro, *Intégration économique internationale : l'évolution et les limites de la notion*, La Revue de l'Université de Saint-Pétersbourg), *Evroazijskiy Mejdunarodniy Nauchno-Analitcheskiy Jurnal*, N 3 (27), 2008, <http://www.m-economy.ru/art.php3?artid=24581> consulté le 16 octobre 2009

<sup>3</sup> Phedon Nicolaidis, «Economic integration», Barry Jones (Ed), *Routledge Encyclopedia of International Political economy*, Vol. I. Great Britain, 2001, p. 401

<sup>4</sup> Robert Charles Hine, «International Economic Integration» in: David Greenway and Alan Winters, (Eds), *Surveys in International Trade*, Oxford, Blackwell, 1994, p. 235-276

<sup>5</sup> David Henderson, «International Economic Integration: Progress, Prospects and Implications», *International Affairs* (Royal Institute of International Affairs), Vol. 68, No 4, 1992, p. 634

«réelle»<sup>6</sup>. L'intégration «formelle» ou «institutionnelle» sous-entend l'utilisation des mesures administratives au niveau de la politique macroéconomique internationale. L'intégration «institutionnelle» ou bien «de jure» renvoie à l'organisation législative du processus au niveau des gouvernements des pays participants aux processus d'intégrations qui insère la réduction ou la destruction des barrières des voies de flux de marchandises et des facteurs de production, l'harmonisation des politiques macroéconomiques et au degré déterminé du développement, abouti à la création des institutions supranationales pour la gestion des nouvelles formations. Par conséquent, il se passe une liquidation en matière de discrimination et des restrictions du mouvement de personnes, des ressources financières et des marchandises (c'est-à-dire de la mobilité des biens et services, des facteurs de production) au cours de l'intégration. Ce résultat est obtenu, premièrement, grâce au développement des processus de la libéralisation commerciale, la liquidation ancienne politique d'Etat et des institutions qui empêchent l'intégration (Jan Tinbergen définit cela comme «intégration négative»<sup>7</sup>), et deuxièmement, grâce à la modification des outils et des institutions existants (ainsi que la création de nouvelles formes)<sup>8</sup>, qui doivent faciliter le développement du processus qui se qualifie comme «intégration positive»<sup>9</sup>.

Néanmoins, il y a une série de questions en matière de la définition de l'intégration en tant que processus<sup>10</sup>. Premièrement, ce n'est pas encore très clair de ce qu'il faut comprendre par l'état de l'intégration «complète». Deuxièmement, il manque de la mesure de balance optimale de l'intégration, c'est-à-dire, c'est obscur que quel niveau de l'intégration puisse être bien pour des pays. Troisièmement, tel qu'il est impossible de définir la balance optimale de l'intégration, il est aussi difficile d'en juger, où est la frontière de la transmission optimale des pouvoirs délibérants aux institutions communes créées par les pays intégrés. Et enfin, il manque aussi la compréhension précise du processus et des outils pour l'acquisition de l'état de l'intégration «complète».

---

<sup>6</sup> Richard Palmer, *Historical patterns of Globalization. The growth of outward Linkages of Swedish Long-standing Transnational corporations, 1890s-1990s*, Almqvist & Wiksell International Stockholm, 2001, p. 17-18

<sup>7</sup> Jan Tinbergen, *International Economic Integration*, 2nd edition, Amsterdam: Elsevier, 1965 cité par Federico Ortino, *Basic legal instruments for the liberalisation of trade: a comparative analysis of EC and WTO law*, Hart Publishing, Portland, Oregon, 2004, p. 17

<sup>8</sup> Peter Robson, *The Economics of International Integration*, Routledge, London, 1998, p. 1

<sup>9</sup> Jan Tinbergen, op.cit.

<sup>10</sup> Phedon Nicolaidis, op.cit. p. 401

La définition de l'intégration comme un processus signifie que la fin de ce processus est un tel stade sur lequel tous les obstacles entre les pays-partenaires sont supprimés. Mais, en considération de toutes les imperfections disponibles presque dans chaque économie nationale, un tel stade ne peut être ni défini, ni accessible<sup>11</sup>.

Comme nous avons déjà fait remarquer, en dehors des composants institutionnels de l'intégration, Richard Palmer met l'accent sur l'«intégration réelle» ou l'intégration économique internationale «de facto»<sup>12</sup>. Cela signifie l'augmentation réelle des flux commerciaux entre Etats, le mouvement des capitaux, des technologies, des services. Elle peut se produire même sans accords complexes intergouvernementaux, parfois en prédominant notablement l'intégration «institutionnelle» ou «formelle» entre Etats<sup>13</sup>.

D'après le Fonds monétaire international (FMI), il n'y a pas une différence entre l'intégration superficielle et profonde<sup>14</sup>. Il semble que la plupart des définitions se réfère à l'intégration superficielle, c'est-à-dire à l'intégration dans la sphère de marché (essentiellement en ce qui concerne l'élargissement et la croissance des relations commerciales)<sup>15</sup>. L'intégration profonde est liée à la sphère de production (essentiellement provoquée par l'élargissement et l'approfondissement dans les rapports industriels grâce aux investissements étrangers). Ainsi, Horst Siebert et Henning Klodt estiment que le processus d'intégration peut s'opérer par quelques moyens :

- 1) par le commerce international qui jusqu'à présent est le lien relais le plus important entre les économies nationales;
- 2) par le mouvement international des facteurs de production qui s'exprime essentiellement dans le mouvement des capitaux, puisque le mouvement de la main-d'œuvre dans le monde actuel reste encore peu considérable;

---

<sup>11</sup> Ibid. p. 402

<sup>12</sup> Richard Palmer, op. cit. p. 18

<sup>13</sup> UNCTAD - DTCL, World Investment Report, 1993, p. 161

<sup>14</sup> International Monetary Fund, World Economic Outlook, Washington D. C., May 1997, p. 3, 45

<sup>15</sup> Le terme «intégration de marché» a été lancé par Imre Vajda. Voir : Imre Vajda, "Integration, Economic Union and the Nation State", Imre Vajda and Mihály Simai, (Eds), *Foreign Trade in a Planned Economy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1971, p.33 ; Miroslav Jovanovic (Ed), *International economic integration: critical perspectives on the world economy*, Routledge, New York, 1998, p. 128

- 3) par la diffusion internationale des technologies qu'en partie est liée au mouvement des marchandises et des capitaux, mais acquiert une très grande importance indépendante fondée sur le mouvement international des capitaux<sup>16</sup>.

En ce qui concerne l'intégration, la plus grande attention est accordée au changement des structures institutionnelles de l'économie, à la création des climats plus favorables au développement du commerce international et de la production qui se manifeste le plus souvent par l'élargissement des processus de libéralisation dans les relations entre Etats et dans la création des bases formelles de l'intégration. En même temps, l'intégration est souvent initiée comme un processus politique. Mais sans intérêt notable des agents économiques, ce processus ne peut pas être fructueux, et on ne peut pas sous-estimer ce facteur-là.

## **B. MECANISMES DE L'INTEGRATION ECONOMIQUE**

Il y avait deux diverses approches diverses de l'étude du processus d'intégration économique dans les études économiques actuelles. Au fond de celles-ci se trouve l'interprétation étroite et vaste sur l'intégration. Le traitement vaste de l'intégration économique est inséparable du processus de l'élargissement de l'espace des relations économiques. Il est nécessaire de marquer, d'autre part, qu'une vaste approche de l'intégration économique est appropriée au processus global de l'entrelacement et de la jonction des formes de l'internationalisation des économies nationales. Au sens étroit du mot de l'intégration économique on comprend généralement une forme spéciale de l'internationalisation de la vie économique, qui est apparue après la deuxième guerre mondiale et selon son contenu représente le processus objectif de l'entrelacement des économies nationales<sup>17</sup>. On ne manque pas de constater que c'est justement les Etats souverains qui se produisent comme les acteurs de l'intégration économique dans son interprétation étroite. Pourtant, le processus donné se positionne dans l'espace économique intergouvernemental, tandis que pour la base se prend le principe de l'acquisition du profit comparatif formulé déjà par David

<sup>16</sup> Katrin Springer, *Climate Policy in a Globalizing World*, Kieler Studien - Kiel Studies , Vol. 320 Berlin, 2003, p. 30

<sup>17</sup> Immanuel Maurice Wallerstein, *World-systems Analysis. An Introduction*, Duke University Press, 2005, p. 42-66

Ricardo<sup>18</sup>. Pour n'élargir que le cercle des participants de l'intégration économique jusqu'à la totalité des acteurs économiques et l'espace du déroulement du processus donné jusqu'à l'espace global de marché, nous recevrons une large interprétation de l'intégration économique, dont le contenu peut se définir comme suit : Le processus objectif du rapprochement, de l'entrelacement fonctionnel et du fusionnement structural des acteurs économiques à l'intégrité systémique. Une telle compréhension de l'intégration économique a connu une extension dans les dernières années du XXe siècle et au début de celles du XXIe<sup>19</sup>.

Du point de vue formel, les traitements tant larges qu'étroits de l'intégration économique sont tout à fait égaux et ont les possibilités identiques de se manifester dans l'étude scientifique où on distingue ses trois niveaux :

- nationale, qui se réfère à l'intégration régionale dans le cadre des frontières nationales;
- internationale, par laquelle se réalise l'intégration des Etats divers aux blocs régionaux;
- mondiale, qui se réfère au même phénomène dans l'échelle globale qui nous laisse parler celle de l'«intégration mondiale»<sup>20</sup>.

L'expérience prouve qu'on met deux principes dans la base des étapes de l'intégration économique des pays. Premièrement, c'est l'initiative des Etats d'eux-mêmes. Deuxièmement, c'est le rôle grandissant de l'initiative privée qui force des Etats à s'engager dans la voie de l'intégration sans exception. Au total, le processus d'intégration économique a le caractère plutôt mélangé. Parce que les pays développés et leurs gouvernements, les Sociétés transnationales (STN) puissantes et les unions et les organisations financières et économiques influentes internationales, y compris l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque mondiale (BM) et le FMI<sup>21</sup>, ont de l'impact sur le processus d'intégration.

---

<sup>18</sup> Piero Sraffa (Ed) and with the collaboration of M.H. Dobb, *The Works and Correspondence of David Ricardo*, Liberty Fund, Inc., Vol. 2, USA, 2004, p. 251-252

<sup>19</sup> Immanuel Maurice Wallerstein, op. cit. p. 23

<sup>20</sup> Peter Robson, op. cit. p. 2

<sup>21</sup> Grzegorz Witold Kolodko, *Globalization and catching-up in transition economics*, Vol. 2 of Rochester studies in Central Europe, Boydell & Brewer, 2002, p. 4-5; Lucjan Orłowski (Ed),

La structure de l'économie nationale change au fur et à mesure de la transformation des buts, des stratégies et des conditions du fonctionnement. Les conditions modernes de la tendance du développement de l'économie nationale sont définies par les niveaux du développement social et économique des systèmes économiques nationaux. La manifestation de ces tendances se passe à la suite de l'ouverture grandissante de l'économie nationale, qui est à son tour une conséquence de l'augmentation de l'ouverture des économies à l'échelle mondiale. Les réformes économiques et la politique de l'ouverture ouvrent les possibilités pour l'entraînement des économies aux processus d'intégrations, puisqu'aucun pays dans les conditions modernes ne puisse se replier sur les cadres étroits nationaux de gestion. Dans le système économique ouvert, les manifestations et les conséquences des interrelations établies éclatent au grand jour. L'économie mondiale moderne se développe en direction de l'économie globalement orientée, «dans laquelle les marchandises, les services, le capital et l'acquis circulent précipitamment en levant toutes les barrières». Le moteur de la mondialisation est les processus d'intégrations, dont la fonction est observée seulement à la coopération des systèmes économiques ouverts quand se font tomber les barrières déterminées empêchant la coopération inter-systémique (au mouvement libre du travail et du capital). Les systèmes ouverts interagissent sans arrêt et d'une manière intense avec l'environnement et sont sensibles aux changements qui s'y passent. Apparemment, les processus d'intégrations peuvent se manifester au niveau mondial ainsi que national. A la suite de la réalisation des processus d'intégrations sont établies les interrelations entre les systèmes intégrés en vue de l'acquisition de l'effet d'échelle (de synergie) de la coopération de ces systèmes. Par ailleurs, l'effet de synergie peut avoir lieu seulement à l'établissement des relations mutuellement avantageuses<sup>22</sup>.

Ainsi, les économies nationales et mondiales sont liées par les flux matériels, financiers. Par ailleurs, les relations établies doivent contribuer à leur redistribution optimale et à l'amélioration des niveaux du développement social et économique des systèmes ouverts. Le degré de l'ouverture des systèmes économiques et leur potentiel

---

Transition and Growth in Post Communist Countries: The Ten-year Experience, Edward Elgar Publishing Limited, 2001, p. 26

<sup>22</sup> Jacques Fontanel, *La Globalisation en "Analyse" : Géoeconomie et Stratégie des Acteurs*, Côté cours La Librairie des humanités, Harmattan, 2005, p. 2-3

social et économique forment la structure et l'intensité des flux indiqués ci-dessus qui définissent à son tour le niveau de l'interdépendance des systèmes intégrés. En outre, les résultats de coopérations d'intégrations dépendent toujours des principes et des objectifs des groupements d'intérêts économiques et politiques. L'effet de synergie de l'intégration peut être atteint seulement par la coopération mutuellement avantageuse des systèmes économiques<sup>23</sup>. Et de plus, on peut affirmer qu'aujourd'hui il n'y a certainement pas un seul pays de la communauté internationale étant le système social et économique absolument fermés, et sur lesquels n'influencent pas les tendances mondiales du développement économique.

### C. ECONOMIE MONDIALE ET LA MONDIALISATION DE L'ECONOMIE

L'approfondissement des liens de coopérations et d'intégrations économiques (le changement de ses formes, le système de gestion) est provoqué par le développement de l'économie mondiale au cours de l'internationalisation de la vie économique. A ce propos, lors du traitement et de la définition des étapes du développement de l'internationalisation de la vie économique, il est nécessaire de déterminer la position nette de la notion «économie mondiale» en science économique.

L'économie mondiale est formée par les économies nationales de tous les pays du monde<sup>24</sup>. Chaque économie nationale est une partie intégrante de l'économie mondiale, un élément de l'ensemble des complexes des forces productives mondiales et des rapports de production internationaux. Il serait erroné de ne considérer l'économie mondiale comme quelque chose extérieur à l'égard national. L'économie mondiale apparaît au stade défini de l'internationalisation de la vie économique, mais, ayant apparu dès le début, cela n'est rien d'autres que l'ensemble des économies nationales unifiées se compliquant par les relations mutuelles économiques<sup>25</sup>. L'économie nationale peut être insérée, à un certain point, dans ces relations, avant tout dans l'échange de marchandise. Mais en toute hypothèse, elle est une partie de l'économie mondiale. L'internationalisation de la vie économique à ce propos est le

---

<sup>23</sup> Екатерина Ермакова, «Механизмы интеграции экономики в систему мирохозяйственных связей» (Ekaterina Ermakova, «Les mécanismes de l'intégration économique dans le système économique international»), *Uspexi sovrimennovo estestvoznaniya*, №3, Tomsk, 2004, p. 112

<sup>24</sup> Economie mondiale de demain : vers un essor durable, OECD Publishing, 1999, p. 130

<sup>25</sup> Jean-Paul Rodrigue, «L'espace économique mondial : les économies avancées et la mondialisation», Géographie contemporaine, Presses de l'Université du Québec, 2000, p. 1-3

processus à long terme de l'élimination graduelle du caractère fermé de l'économie d'Etat-nation, de devenir l'économie mondiale et son développement sur de nouveaux principes de la coopération internationale<sup>26</sup>. L'histoire économique d'un pays a une importance indéfectible dans l'analyse de l'économie mondiale, qui au total avec d'autres facteurs, donne la possibilité de définir le type des relations économiques internationales ouvrant dans son intégralité le contenu de l'économie mondiale. Comme la forme de l'internationalisation de la vie économique, et d'autre part, comme son étape (puisque'elle se déroule dans les limites temporaires définies) l'intégration signifie le groupement concerté des économies nationales envisageant :

- 1) La conclusion de l'accord entre Etats;
- 2) Le développement des coopérations réciproquement avantageuses des Etats souverains possédant les droits souverains reconnus internationalement;
- 3) La formation de la production internationale à la base du perfectionnement du système de la division du travail et de la coopération, des rapports marchands, du partage de la propriété nationale;
- 4) La création des organismes communs de gestion de l'économie<sup>27</sup>.

Au fond, l'internationalisation de la vie économique commence par la suite de l'apparition des Etats-nations, qui ne forment pas successivement que les économies nationales, mais aussi commencent à développer de larges relations internationales. A l'étape actuelle de l'internationalisation de la vie économique, ce qu'on appelle la mondialisation de l'économie mondiale, le degré de la participation de chaque pays dans les processus économiques internationaux (sa place dans le système international) est un facteur primordial<sup>28</sup>. Cependant, l'augmentation des coopérations économiques entre Etats ont amené à ce que les dernières décennies, le terme d'«intégration» a commencé à être utilisé largement comme la notion-

---

<sup>26</sup> Colin Egan, *Creating organizational advantage*, Butterworth-Heinemann, 1999, p. 23

<sup>27</sup> Фарит Газизуллин, Алексей Марышев, Николай Черкасов, “Международная интеграция как категория экономической науки и конкретная форма интернационализации хозяйственной жизни”, (Farit Gazizulin, Aleksei Marishev, Nikolai Cherkasov, “L’intégration internationales en tant que la catégorie de la science économique et la formule rigide de l’internationalisation de la vie économique” La Revue de l’Université de Saint-Petersbourg), *Evroaziykiy Mejdunarodniy Nauchno-Analiticheskiy Jurnal*, N 3/4, 2002, <http://www.m-economy.ru/art.php3?artid=13588> consulté le 16 octobre 2009

<sup>28</sup> Gérard Bacconnier, Bruno Benoît (Eds), *La mondialisation en fiches : Genèse, acteurs et enjeux*, Editions Bréal, 2008, p. 14-15

synonyme ou le succédé du terme la «mondialisation»<sup>29</sup>. Jeffrey Allen Hart, Aseem Prakash et Deepak Nayyar utilisent ces termes comme les notions interchangeables ou expliquent la mondialisation par le développement et l'extension des processus d'intégrations économiques dans l'économie mondiale<sup>30</sup>. En particulier, Dani Rodrik, le professeur de l'Université de Harvard, affirme que bien qu'il lui semble tout à fait à sa place d'utiliser le terme d'«intégration économique», mais pas de la «mondialisation», l'identification de ces notions est le tribut à la mode, la tentative d'examiner tous les phénomènes modernes dans le contexte très mondialisé<sup>31</sup>. La mondialisation est examinée le plus souvent comme la croissance sous l'effet du progrès technologique, du développement des moyens plus récents de la relation et des communications de la liberté du mouvement des flux internationaux des marchandises, des gens, des services, menant vers l'intégration des économies nationales. Selon la définition du secrétariat de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED), l'essence du processus de la mondialisation porte sur l'augmentation des volumes des flux commerciaux internationaux, financiers et d'investissements à leur corrélation grandissant<sup>32</sup>. Selon la définition du FMI la mondialisation est une «interdépendance économique de tous les pays dans le monde, causée par l'augmentation du volume et de la diversité des transactions internationales des biens et services, ainsi que de flux internationaux de capitaux par la diffusion accélérée et généralisée de la technologie, des idées, des cultures, des médias...»<sup>33</sup>. En fait, tous les deux, l'intégration économique internationale et la mondialisation, sont le résultat de libéralisation de l'économie.

---

<sup>29</sup> Peter Isard, *Globalization and the International financial System: what's wrong and What can be done*, Cambridge University Press, Cambridge, and New York, 2005, p. 4

<sup>30</sup> Jeffrey Allen Hart et Aseem Prakash définissent la mondialisation économique comme l'intégration grandissant des facteurs des marchés, des ressources et des effets finals de la production, à cote de l'augmentation de la complexité et de la quantité de corrélations transfrontières des subdivisions des entreprises multinationaux. Jeffrey Allen Hart and Aseem Prakash (Eds), *Coping with Globalization*. New York : Routledge, 2000, p. 225 ; Deepak Nayyar, le professeur de l'économie politique à l'Université Jawaharlal Nehru, définit la mondialisation comme le processus liée à l'agrandissement de l'ouverture économique, à l'interdépendance grandissant économique et à l'accroissement de l'intégration économique dans l'économie mondiale. John Kenneth Galbraith, *Building a World Community: Globalization and the Common Good*, Royal Danish Ministry of Affairs, June 2000, p. 190

<sup>31</sup> Dani Rodrik, "How Far Will International Economic Integration Go?", *The Journal of Economic Perspectives*. Vol. 14, N. 1, 2000, p. 177–186

<sup>32</sup> RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CNUCED, 1996, p. 36

<sup>33</sup> Croissance économique tout en préservant la protection sociale en Europe à l'ère de la mondialisation, Documents de Séance, Rapport de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, Vol. 7, Doc. 11366, janvier 2008, p. 179

Une telle approche est attachée essentiellement à ce que la mondialisation est examinée comme un processus d'intégration dans l'échelle internationale<sup>34</sup>.

En examinant la question du fonctionnement de l'économie et sa transformation, il est important de s'imaginer le caractère de l'hétérogénéité qui lui est propre. La communauté internationale a déjà surmonté le syndrome de la lutte de deux systèmes, le cliché de leur opposition permanente et revient à l'idée du monde molaire. Mais le démantèlement du modèle bipolaire de la société mondiale a découvert un autre conflit plus grave - la contradiction entre les parties centrales et périphériques dans l'économie mondiale. Particulièrement, cette contradiction s'est brusquement accusée aussi dans l'espace postcommuniste, où l'intégration organique était une seule voie pour sortir de crise. La voie d'une telle intégration est compliquée. En effet, il s'agit donc d'une nouvelle forme de l'intégration économique, du mouvement d'insertion dans l'économie de marché globale. Néanmoins, parmi tous les processus économiques évalués dans le monde à la longueur de la dernière décennie, l'un des plus complexes et contradictoires est notamment la transition vers l'économie de marché.

#### **D. ECONOMIE POSTCOMMUNISTE DANS UNE PHASE DE TRANSFORMATION**

Aujourd'hui, les relations économiques fonctionnent à la corrélation avec la politique des Etats<sup>35</sup>. En effet, l'accès aux ressources mondiales et la possibilité de développer le potentiel propre n'est assuré que par la participation active et instante au système de relations commerciales, industrielles, financières, technologiques et économiques internationales.

Méthodologiquement, la plupart des études du XXe siècle était basée sur l'existence de deux systèmes économiques - le capitalisme et le socialisme. En raison de cela, au groupe du système capitaliste se rapportaient les pays de la périphérie développée orientés vers le modèle de marché, mais au groupe des pays du système socialiste - les pays orientés vers le modèle socialiste. D'autre part, il était évident qu'une telle

---

<sup>34</sup> Peter Isard, op. cit., p. 5

<sup>35</sup> Руслан Хасбулатов, *Мировая экономика*, (Ruslan Khasbulatov, *L'Economie mondiale*), Ekonomika, Moskva, 2001, Vol. 1, p. 598

approche ne prenait pas en considération les mutations caractéristiques et fondamentales se passant au sein de chacun de ces deux systèmes.

Premièrement, parce que le capitalisme à la fin du XXe siècle a cessé d'être surtout celui du capitalisme, décrits par Adam Smith et Karl Marx<sup>36</sup>. Le processus d'augmentation stricte des STN et d'application de la loi de la socialisation du capital avaient lieu dans tous les pays développés de l'Ouest (c'est-à-dire le renforcement continu de la fonction sociale de l'Etat et le capital privé). C'est pourquoi, depuis déjà quelques années, on a tendance à utiliser davantage le terme «pays à économie de marché» plutôt que le terme «pays à économie capitaliste», comme auparavant<sup>37</sup>. Deuxièmement, les «pays en voie de développement» ont commencé activement à être intégrés au système des pays de l'économie de marché dans de nouvelles formes des rapports de coopération, en intensifiant de ce fait leur puissance et potentiel. Troisièmement, du système commun mondial du socialisme, du début des années 1960, ont commencé successivement à tomber quelques pays, le processus fini au début des années 1990 par la sortie complète de ceux des pays de l'Europe de l'Est, les pays baltes et d'autres pays de l'espace postsoviétique<sup>38</sup>. Quatrièmement, sous l'effet des facteurs objectifs, se dessine de plus en plus la formation d'un nouveau type de l'économie mondiale et des relations internationales basées sur les tendances positives, la transformation politique, socio-économique et idéologique, et l'entrée de tous les pays du monde au complexe commun économique mondiale sous l'influence des facteurs géopolitiques et sur la base des normes communes du droit international, particulièrement, manifestant avec beaucoup de relief à la limite des XXe et XXIe siècles<sup>39</sup>.

La nécessité de la transformation du système politique et social qui s'est préparée vers le début des années 1980 était liée à la crise créée dans l'économie à la forme de boule de neige et aux problèmes dans la gestion de ces processus dans les pays de l'ancien espace de l'Union soviétique<sup>40</sup>. La profondeur de la crise reflétait en

---

<sup>36</sup> Ibid. p. 674

<sup>37</sup> Philippe Maystadt, Françoise Minet-Dermine (Eds), *Comprendre l'économie*, Luc Pire Editions, 2003, p. 30

<sup>38</sup> Tomasz Mickiewicz, *Economic Transition in Central Europe and the Commonwealth of Independent States*, Antony Rowe Ltd, Chippenham and Eastbourne, 2005, p. 3,7

<sup>39</sup> David Lane, "Global Capitalism and the Transformation of State Socialism", *Springer Science + Business Media LLC*, 3 February 2009, p. 98-99

<sup>40</sup> Marjan Senjur, "The transition experience in retrospect: the labour market transformation was vital", *Post-Communist Economies*", 21: 2, Routledge, 2009, p. 176-177

plusieurs cas les déséquilibres de l'économie centralement planifiée manifestée à la suite de l'ajustement des prix intérieurs avec ceux du monde. Le principal défaut pour les estimations des experts, était ce que le système présentait l'incapacité la plus pleine de la perception des projets progressifs technologiques et des technologies d'innovation. Toutes les tentatives de faire pénétrer dans toutes les branches de l'économie élaborées du programme complexe du progrès technologique au niveau d'Etat donnaient les défaillances et avec chaque pas tout était plus évident l'irréalité de leur réalisation pratique. En se rendant compte de tout cela, du milieu des années 1980 au micro niveau, c'est-à-dire dans les établissements industriels ont commencé à introduire les méthodes d'autofinancement de la gestion, mais les commandes d'Etat et d'autres mesures dirigées pour le réglage des tendances apparues négatives. Cependant, jusqu'à la conception commune définissant le mouvement total vers le but commun, on n'en est pas venu<sup>41</sup>.

Conformément au programme complexe, il semblait qu'il suffisait d'assurer la restructuration des ressources et de diriger des moyens de production et de la main-d'œuvre envers des productions de haute technologie et que le développement intense de l'économie sera assurée. Le début des années 1980 et les années suivantes de «perestroïka» et «glasnost» passent effectivement pour l'élaboration et la mise en œuvre de ce programme<sup>42</sup>. Toutefois, il est bientôt devenu évident que ces transformations sont insolubles dans le cadre du système socio-politique subsistée et c'est pourquoi elles ne peuvent donc pas produire l'effet économique attendu. Encore après, il devient clair que la transition aux rapports marchands est nécessaire. Cependant, au début même le terme «marché» était mentionné seulement dans le cadre des pays du Conseil économique d'assistance mutuelle (CAEM). Bien que ce terme soit utilisé auparavant dans le domaine des relations internationales, dès le début des années 1990 dans les nouveaux Etats indépendants on a commencé à mettre dans ce terme le sens adéquat au contenu.

En outre, le camp postcommuniste était examiné par la communauté mondiale essentiellement avec «trois conceptions». Premièrement, comme le camp unissant les pays avec la domination des formes de la gestion hors marché, la propriété

---

<sup>41</sup> André Mommen, "Toward Peripheral Capitalism", *International Journal of Political Economy*; Spring 1993, Vol. 23 Issue 1, p. 36

<sup>42</sup> Ibid.

coopérative d'Etat aux moyens de production et aux formes collectives de la tenue de l'économie, prédominant sur l'individu et les valeurs de personnalité. Deuxièmement, ce groupe des pays était considéré la «zone de la stabilité politique» et la sécurité relative à ses citoyens, dans le cadre des méthodes dirigées de la gestion et de réglage. En même temps, on proclamait publiquement la domination de la propriété sociale pour les moyens de production, soi-disant, excluant initialement quelque antagonisme entre la classe ouvrière, la paysannerie et l'intelligentsia et les régimes de propriété. Troisièmement, au total il a été reconnu le niveau moyen du développement économique de l'économie planifiée lourde et distributive et le niveau de vie avec faible niveau des prestations sociales, mais avec de grandes attentes de la perspective communiste qui permet de regarder l'avenir avec confiance<sup>43</sup>.

Au cours des dernières décennies dans le monde on accumule l'expérience immense de l'étude et de la réalisation des réformes de marché, mais quoi qu'il en soit ils étaient tous faits dans un système politique et social orientés dès le début pour les rapports marchands. Les unités économiques adéquates au marché sont nécessaires pour les rapports marchands. Mais l'avancement envers le marché demande les réformes institutionnelles et structurales. La particularité de chaque pays marque de son sceau spécifique pour la formation du modèle de marché. Particulièrement, pour tous les pays du camp étaient caractéristiques :

- 1) Les problèmes liés aux prix du marché mondial, à la mise en circulation d'une monnaie nationale et leur inconvertibilité;
- 2) Le développement insuffisant des structures de marché et de la base législatif et réglementaire;
- 3) L'absence du contrôle de l'Etat sur l'économie;
- 4) Le niveau inférieur de la garantie d'information, technique et financière<sup>44</sup>.

---

<sup>43</sup> Эмир Ильясова, “Особенности трансформации плановых экономик стран ВЕ и СНГ в рынок”, (Emir Ilyasova, “Les particularités de transformation des économies centralement planifiées des pays de l'Europe de l'Est et de la Communauté des Etats Indépendants dans le marché”, *Nachionalnie academia nauk Azerbajjana*, Institut filosofii i politika-pravovix Issledovaniy, 2006, <http://www.elibrary.az/docs/emirilyas.pdf>)

<sup>44</sup> Grzegorz Witold Kołodko, *The world economy and great post-communist change*, Nova Publishers, 2006, p. 1-8

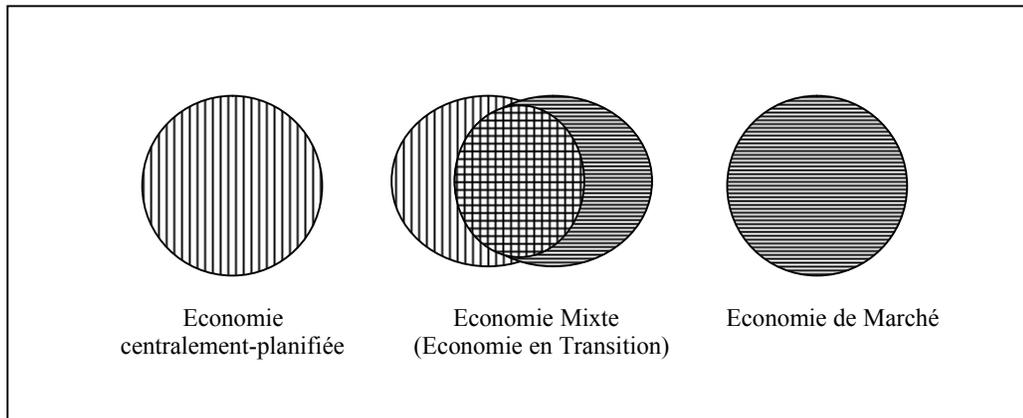
Le marché classique et son infrastructure dans les pays de l'Ouest était poli d'un siècle entier, tandis que du début de la transition des systèmes postcommuniste à la prédominance des formes d'Etat et coopératives de l'organisation du travail à l'économie mixte de marché à la prédominance du secteur privé, a passé pour certains plus d'une décennie.

#### **E. ETAT INITIAL DE LA TRANSITION A UNE ECONOMIE DICTEE PAR LE MARCHE**

Le développement rapide des processus destructifs jusqu'au début des années 1990 est conditionné par leur appartenance en tant que composant à la crise systémique de l'économie soviétique et à tout l'ordre social soviétique. Au fond la crise économique et la crise systémique sont de différents phénomènes bien qu'il y ait une corrélation intérieure. La crise économique provoque des changements à l'intérieur d'une limite. Elle accomplit toujours la fonction de la restitution de l'équilibre détruit macroéconomique, c'est-à-dire la destruction conditionnée par la crise économique, en s'exprimant de termes imagés, à la direction «constructive». La crise systémique provoque toujours la destruction d'une qualité et l'apparition d'autre. Quant à la crise systémique du système administratif et autoritaire, leur destruction comporte le moment constructif s'exprimant dans la préparation du fonde pour la formation de la nouvelle économie de marché. Cependant pour le passage d'un état qualitatif à l'autre a besoin d'une tranche de temps définie appelé la période de transition, qui est une définissabilité provisoire de l'économie en transition. La dernière comprend les éléments vieux, ainsi que de nouveaux systèmes économiques qui se caractérisent par le fonctionnement simultané des mécanismes planifiés et de marché et se composent, donc, de deux secteurs : d'Etat et de marché, en vertu de quoi on peut l'appeler mixte. Comme unité de contraires celle-ci a le caractère contradictoire<sup>45</sup>. (Figure 1.)

---

<sup>45</sup> Leszek Balcerowicz, *Post-Communist Transition : Some Lessons*, Thirty-First Wincott Lecture, 8 October 2001, p. 21



**Figure 1. Espace du fonctionnement de l'économie à la période de transition**

La période représentant la précision temporaire de l'existence des formes de transition, est l'étape la plus complexe du processus historique du développement économique du pays. La complexité consiste en ce que les formes (les processus) de transition comprennent les éléments des systèmes de remplacement, la contradiction entre eux, sous-entendent aussi les moyens de la résolution de ces contradictions. On met en relief les contradictions suivantes:

- 1) Les contradictions héritées du système administratif et autoritaire comme de l'état initial de l'économie de transition, bien qu'ils subissent la modification, toutefois leur essence se garde. Autrement dit, la société doit payer pour la sortie de l'état totalitaire;
- 2) Les contradictions du moment direct du passage, conditionné par le remplacement d'un système économique à l'autre. La destruction des anciennes formes économiques et l'approbation des nouvelles ne sont pas synchronisés. Cette circonstance provoque dit «le vide de gestion» où les processus économiques sont de plus ingérables;
- 3) Les contradictions créées par les complexités du processus de l'affirmation des nouvelles formes économiques dans le contexte de l'économie de transition;
- 4) L'intensité spéciale est donnée aux contradictions de l'économie de transition par cet événement ou la formation de l'économie de marché et la construction d'un nouvel État se passaient simultanément;

- 5) Les contradictions provoquées par les raisons subjectives, qui sont liées, avec la tenue de la politique économique déterminée dans le contexte de la période de transition<sup>46</sup>.

Donc, la spécificité de l'économie de transition, comme l'ont déjà fait remarquer, consiste en existence des conditions de crise à la période de son apparition. Sous ces conditions, les autorités se posent comme objectif d'adopter l'économie de marché dans le pays.

Mais, l'état actuel de l'économie mondiale se caractérise par ce que les économies de transitions couvrent en une partie prépondérante, et tous les pays y participent effectivement<sup>47</sup>. L'économie administrée ou bien de commandement des anciens pays socialistes, en d'autre mot, les pays en transformations économiques, entrant récemment à la voie des réformes de marché, sont formés vers le marché, et en substance, se trouvent en voies de la restauration des rapports capitalistes. Leur adaptation au système économique international se passe dans le contexte des progrès grandioses dans le système mondial, engendré par la mondialisation. C'est-à-dire, l'économie mondiale devient effectivement un système unique de marché.

#### F. VOIES DE L'ADAPTATION AUX NOUVELLES VALEURS ECONOMIQUES

Il est clair que l'économie n'est pas «marché pure» ou «administrée pure», puisque son contrôle contient toujours les méthodes administratives, ainsi que de marchés. Toute la question est de savoir quelles méthodes dominant. Au sujet de la transformation économique de la société il faut parler seulement en ce sens - au sens du passage de la domination presque absolue des méthodes administratives à la domination de marché. L'économie de marché ne peut pas apparaître toute seule. Par conséquent, seulement un pseudo-marché a lieu, c'est-à-dire le phénomène, dans lequel on viole l'unité du contenu et de la forme. Sous la forme bien connue et claire se cache le contenu déformé et incompréhensible. Pour éviter cela, il est nécessaire

---

<sup>46</sup>Владимир Папава и Теймураз Беридзе, *Очерки политической экономики посткоммунистического капитализма*, (Vladimer Papava et Teimuraz Beridze, *Essais sur l'économie politique du capitalisme postcommuniste*), Delo i Servis, Moskva, 2005, p.61-68

<sup>47</sup> Joseph Eugene Stiglitz, *Economics of the Public Sector*, 3rd edn, Wydawnictwo Naukowe PWN, Warsaw, 2004, p. 5

pour l'État d'influencer activement le processus de la formation des rapports de marché surtout à la période initiale. La tâche du passage à l'économie de marché effectivement fonctionnée porte directement sur la réalisation de la réorganisation structurale profonde. Mais quelle conception se réalisera en train de la réorganisation, combien de systémique elle se trouvera, dépend le type de l'économie de marché, à qui le pays viendra, étant donné que l'incertitude méthodologique des stratégies de la transformation économique était pratiquement caractéristique à son tour pour tous les pays postcommuniste. C'était expliqué par l'absence du consensus nécessaire public et par le manque de l'expérience propre des transformations de marché, poussant vers l'emprunt des modèles étrangers du développement économique. Du point de vue théorique, il semble qu'il y avait de quoi choisir.

S'il avait lieu la transformation semblable en Géorgie, on peut juger donc en supplément à la base d'une série des indicateurs concrets, en particulier, des réformes faites. Le succès ou l'échec des réformes en grande partie dépend de ce modèle, dont l'Etat choisit au stade initial de la réformation de l'économie. En ce sens, le FMI a avancé au premier plan la «thérapie de choc» et le modèle «gradualiste»<sup>48</sup>. Tous les deux a été établie comme les principales tendances de la transformation postcommuniste<sup>49</sup>. La «thérapie de choc» sous-entend l'entrée «par à-coups» à l'économie de marché, l'exécution de la transformation, à un rythme accéléré, par l'effet de choc. Elle est fondée particulièrement sur les principes suivants : la libération des prix, la libéralisation rapide du commerce extérieur à la base de la formation des prix libres, la dénationalisation de la propriété et la formation de la propriété privée, la minimisation du rôle économique de l'Etat. Trop haut niveau du radicalisme est propre pour ce modèle que s'exprime dans le démantèlement de l'économie existant et sa destruction avec les différentes méthodes. Cette voie de la transition à l'économie de marché n'est pas comptée sur le développement du potentiel productif du pays. Le but principal est la libéralisation de l'économie, la stabilisation financière et la minimisation du déficit budgétaire<sup>50</sup>.

---

<sup>48</sup> Vladimer Papava, *Necroeconomics. The Political Economy of Post-Communist Capitalism*, iUniverse, New York, 2005, p. 18

<sup>49</sup> Олег Тимофеевич Богомолов, *Реформы в зеркале международных сравнений* (Oleg Timofeevich Bogomolov, *Les réformes au miroir de la comparaison internationale*), Ekonomika, Moskva, 1998, p. 49-52

<sup>50</sup> Vladimer Papava, op.cit. p. 19

Pour le modèle gradualiste, qui soutient l'idée de réformes graduelle<sup>51</sup>, la transformation et le renouvellement des institutions publiques avec la préservation considérable du rôle de l'État dans l'économie, la stimulation de la production nationale, la préservation des monopoles de l'État dans les sphères clés sont essentiels<sup>52</sup>. A la base de l'utilisation des éléments du vieux système économique ce modèle sous-entend le passage graduel aux rapports marchands, à la transformation évolutionniste. C'est pourquoi, ce modèle, en dehors de la voie gradualiste (évolutionniste) est connu sous le nom de «macrostabilisation structurelle et de production». Elle est comptée sur le développement du potentiel de production, l'augmentation de la compétitivité de la production nationale.

D'entre deux modèles marqués pour la transition à l'économie de marché, la Géorgie a choisi la «thérapie de choc» - le «Plan de Leszek Balcerowicz»<sup>53</sup> - qui était conditionnée par deux circonstances. Premièrement, l'économie de la Géorgie avec la structure extrêmement monopolisée s'est trouvée tout a fait improvisée pour la mise en œuvre de nouvelles formes et mécanismes. Deuxièmement, la présence du facteur objectif, qui s'est manifesté dans l'inconséquence de la réalisation de la politique économique par le gouvernement, mais parfois dans l'exclusion réciproque des activités exercées dans le cadre d'un modèle. Ce modèle connu sous le nom de «grande explosion», était réalisé à la base du «Consensus de Washington»<sup>54</sup> (une expression créée par l'économiste John Williamson de l'Institute de l'Économie internationale en 1989 pour résumer les mesures standards alors recommandées aux économies en difficulté<sup>55</sup>) et s'est trouvée non optimale pour le pays. Conformément au Consensus, il était supposé pour ranimer l'économie, il suivra de la politique rigide financière accompagnée par la dérégulation et la libéralisation du commerce. Et le rôle d'Etat devrait être limité à la responsabilité des paramètres de politique macroéconomique. Selon ce point de vue, c'est la condition fondamentale pour la croissance économique rapide. Le FMI et la BM sont ainsi devenus les partisans

---

<sup>51</sup> A report on International Development, Oxford University Press, World Bank, 1996, p.11-16

<sup>52</sup> Vladimer Papava, op.cit. p. 19-20

<sup>53</sup> Vladimer Papava, *Leszek Balcerowicz and Georgia*, Georgian Foundation for Strategic and International Studies, Tbilisi, 2002

<sup>54</sup> Pierre Malgrange et Patrick Plane, "Economie du développement et de la transition : présentation générale", *Economie et Prévision*, 2008/5, n° 186, p. 4

<sup>55</sup> John Williamson, "What Should the Bank Think about the Washington Consensus?", *The World Bank Research Observer*, Vol. 15, No. 2 (August 2000), p. 251

majeurs d'une politique économique aux termes du «Consensus de Washington» poursuivi sous la mondialisation<sup>56</sup>.

La politique de «Consensus de Washington» n'était pas élaborée et proposée pour l'issue à la crise des pays postcommunistes à la période de leur transition à l'économie de marché. Primordialement, le Consensus était précisément orienté aux économies étant déjà de marché, et non se trouvant en train de la transformation. C'est pourquoi, les pays heurtés aux problèmes de la période de transition, ne trouvaient jamais la réponse satisfaisante sur les questions d'actualité dans le «Consensus de Washington». Le consensus n'est pas devenu le moyen efficace en particulier, car ceci ne prenait pas en considération l'importance de la création des nouvelles institutions de marché, même si d'autres facteurs fondamentaux fonctionnent en somme normalement. Douglass C. North, le lauréat du prix Nobel d'Economie, écrivait que, le problème est ce que, si les institutions ne considèrent pas du tout l'axiome, il faut s'y rapporter surtout sérieusement pendant la période de transition<sup>57</sup>. En fait, dans les relations économiques réelles, il est impossible de soutenir les principes fondamentaux, s'ils ne s'appuient pas sur les institutions dures.

Considérant tout ce qui précède, on attache une grande importance à l'analyse du dynamisme de la politique économique en Géorgie postcommuniste.

---

<sup>56</sup> Joseph Eugene Stiglitz, *Globalization and its Discontents*, Polish edn, Wydawnictwo Naukowe PWN, Warsaw, 2004, p. 28–29

<sup>57</sup> Douglass Cecil North, *Understanding the process of economic change*, Princeton University Press, 2005, p. 124

## **CHAPITRE II : (DES)INTEGRATION ECONOMIQUE DE LA GEORGIE A LA PERIODE DE TRANSITION POSTCOMMUNISTE**

La Géorgie a commencé sa période de transition à faible revenu, à faibles ressources financières et à faibles capacités institutionnelles et administratives qui étaient des héritages de la période communiste. Les premières années de tous les pays postcommuniste, y compris la Géorgie, ont montré qu'il ne faut pas parler d'une sorte de stabilisation du développement de l'économie dans les conditions de l'incertitude et du chaos, commencée seulement au milieu des années 1990, puisque la transition de l'économie planifiée vers le système de marché économique a coïncidé avec la désintégration de l'économie commune, la rupture des liens inter-républiques fonctionnant auparavant. Pour un jeune Etat souverain géorgien, la situation s'est aggravée pour les motifs d'intérieures politiques et interethniques. La guerre en Abkhazie, le conflit en Ossétie du Sud et les événements politiques de la première moitié des années 1990, ont été les facteurs d'aggravation sans cette puissante crise économique durant jusqu'à présent.

L'Etat resurgi a hérité de la structure très spécifique de l'économie nationale ne donnant pas la possibilité pour la croissance rapide économique, la saturation du marché par les marchandises compétitives nationales, la sortie sur les marchés internationaux. La situation formée économique et sociale s'est caractérisée par l'amélioration des structures de l'économie aux exigences du travail effectif du marché. Le commerce extérieur et la convertibilité de la monnaie nationale affectent fortement la compétition dans le marché intérieur. C'est pourquoi dès le début les réformes de marché devaient se déployer non en forme du modèle propre de marché, mais les modèles de l'économie de marché mixte. Dès le début, la diversité des régimes de propriété et l'entreprise a donné à son économie le caractère mélangé pendant la transformation. A côté du marché traditionnel des marchandises on voyait se succéder des marchés du travail, des services et des communications. Le système des banques à la tête nationales (y compris privées), a formé la carcasse de la composante financière des réformes de marché. Le brusque tournant dans l'économie du pays pouvait se passer seulement à la condition de la stabilisation structurale de l'économie et de la modernisation du pays.

Les processus de transformations actuels en Géorgie, érigés au rang de conversion de l'économie, compte tenu des résultats atteints dans les transformations systémiques, accordent la possibilité de diviser la période de transition en étapes. Cet intervalle de temps (1991-2009) se caractérise par les signes spécifiques et les particularités et peut être partagé en trois étapes : la première étape couvre des années 1991-1995, la deuxième – des années 1995-2003, le troisième a commencé en 2003 et se prolonge encore.

Pour l'identification des tendances principales de la période de transition et l'estimation objective du développement des processus de transformations économiques du pays, il est nécessaire d'éclaircir celles des conditions de départs et d'analyser chaque étape séparément.

#### A. EPOQUE POSTCOMMUNISTE DANS L'ECONOMIE DE LA GEORGIE

L'effondrement de l'URSS et les changements graves survenus dans l'espace politique et économique international ont mis les pays postcommunistes devant la nécessité de la résolution de la tâche complexe et inhabituelle, qu'auparavant était inconnue dans l'histoire mondiale - la transition de l'économie administrée ou bien planifiée à l'économie de marché. En Géorgie la période soviétique est connue comme le temps de l'expérience socialiste de 70 ans<sup>58</sup>. En URSS domina la propriété de l'Etat, la structure verticale de la coordination de commandement dure et la contravention des liaisons horizontales. Ce faisant, cela constitue logiquement une économie fermée et de pénurie - surtout la production à forte intensité de ressources du type extensif à faible croissance économique<sup>59</sup>. D'après les résultats des études de la BM, la perte des préférences économiques, dont la Géorgie recevra dans l'Union soviétique, a négativement influencé le bien-être du pays dans les années suivantes<sup>60</sup>.

L'échec du «socialisme de caserne» dans les pays de l'Europe de l'Est et en URSS, ainsi presque parallèle à ce fait-là, la dislocation officielle de l'URSS et l'apparition des Etats indépendants sur son espace, prenant à tâche de créer d'un nouveau

<sup>58</sup> Roseta Asatiani, "Post-Communist Transition Period in the Georgian Economy", *Journal of Social, Political and Economic Studies, The Caucasus & Globalization*, Volume 3 Issue 2-3 2009, p. 93

<sup>59</sup> Ibid.

<sup>60</sup> *Georgia. An Integrated Trade Development Strategy // World Bank Report No 27264-GE, 2003*

système économique est un des nouveaux phénomènes du XXe siècle, dont l'économiste américain John Gilbert met au même niveau avec deux guerres mondiales et le juge comme l'un des trois plus grands facteurs du XXe siècle<sup>61</sup>. Les processus de transformations profonds se sont passés et de nouveaux problèmes, dont la résolution dépasse le cadre des schémas classiques élaborés au cours de toute l'histoire précédente de la science économique, se sont produits à l'ordre du jour<sup>62</sup>. Le professeur de l'Université de Cambridge, Mica Panic indique les motifs typiques des conflits modernes sociaux : la pauvreté, la violation de la croissance économique, l'inégalité de la distribution des revenus, les attentes pessimistes<sup>63</sup>.

A ce compte-là, il est logique à soutenir que dans les pays postcommunistes, y compris en Géorgie, a commencé la période de transition. La transition du socialisme d'Etat monopoleur vers l'économie de marché a commencé spontanément, dans le contexte de la destruction économique. A la première étape de la formation du marché les pays occidentaux avaient les conditions nécessaires de départ. Cependant, dans les années 1990 dans les pays postcommunistes, y compris en Géorgie, celles-là pratiquement manquaient.

Le référendum réalisé le 31 mars 1991 et le rétablissement de l'indépendance d'Etat<sup>64</sup> ont radicalement changé le cours du développement de la Géorgie non-seulement au sens politique, mais également au sens économique et idéologique. En récupérant son indépendance, la Géorgie a été bientôt fendue par les conflits ethniques et la guerre civile. Le Président Zviad Gamsakhourdia, élu en 1990, soutenait un fort nationalisme géorgien qui aliénait beaucoup de groupes de minorité. Son style dictatorial et apathie dans l'économie ont causé un coup d'Etat en décembre 1991. Le pays avait été beaucoup frappé par deux conflits sécessionnistes avec les régions séparatistes de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud aussi bien que par une guerre civile déclenchée par le fait de déposer violent du Président Gamsakhourdia<sup>65</sup>.

---

<sup>61</sup> John Kenneth Galbraith, "Economics in the Century Ahead", *The Economic Journal*, Blackwell Publishing, Vol. 101, No. 404, January 1991, p. 45

<sup>62</sup> Vladimer Papava, *Necroeconomics. The Political Economy of Post-Communist Capitalis*, op.cit. p. 12

<sup>63</sup> Mica Panic, "Reconstruction, Development and Sustainable Peace: A Unified Programme for Post-Conflict Country", *UN Committee for Development Policy*, 2005, p. 59-92

<sup>64</sup> Jonathan Wheatley, *Georgia from national awakening to Rose Revolution: delayed transition in the former Soviet Union*, Ashgate Publishing, 2005, p. 53; Revaz Givievich Gachechiladze, *The new Georgia: space, society, politics*, Volume 3, Texas A&M University Press, 1995, p. 38-44

<sup>65</sup> Op.cit. p. 53-62

Gamsakhourdia a fui le pays en janvier 1992 et le conseil militaire a été établi comme un gouvernement provisoire<sup>66</sup>. Pendant cette période, par rapport aux autres pays postsoviétiques la croissance du produit intérieur brut de la Géorgie était faible<sup>67</sup>.

En 1995, étant déjà en retard des autres Etats dans l'espace postsoviétique, la Géorgie a élu comme Président Eduard Chevardnadze, un ancien ministre des Affaires étrangères soviétique et sous sa direction il a recommencé à construire un Etat pacifique et transformer son économie<sup>68</sup>. Mais pendant cette phase, le secteur d'ombres a représenté une partie essentielle de l'économie et cela avait beaucoup de conséquences négatives et pénibles pour la société civile. Le nouvel Etat géorgien était très faible et impuissant pour fournir le financement public nécessaire. Un changement a finalement fait son apparition par la «Révolution de Rose», apporté Mikhaïl Saakashvili au pouvoir en novembre 2003, quand les protestations de masse sur la conduite d'élections parlementaires ont causé la résignation du Président Chevardnadze.

Les années 1990 étaient des années de hautes attentes, mais le gouvernement de Chevardnadze n'avait aucune nouvelle approche et n'a mené aucune réforme significative. Le contraste entre les standards de vie de la plupart des personnes et de l'économie illégale lucrative a augmenté. L'économie géorgienne a manqué des forces productives qui pourraient la transformer en un moteur de développement pour le pays. Une division grandissante émergeait entre des espaces économiques illégaux et réglés. La division a été créée et nourrie par les politiciens, les entrepreneurs, les éléments de mafia et le grand public. Comme la division s'est élargie au cours du temps, il a commencé à absorber le système de gouvernement<sup>69</sup>.

---

<sup>66</sup> Timeline: Georgia after Communism, The Caucasus Institute for Peace, Democracy and Development, [http://www.cipdd.org/index.php?lang\\_id=ENG&sec\\_id=65](http://www.cipdd.org/index.php?lang_id=ENG&sec_id=65)

<sup>67</sup> Barbara Christophe, "Georgia: Capitalism as Organized Chaos", David Lane and Martin Myant (Ed), *Varieties of Capitalism in Post-Communist Countries*, Palgrave Macmillan, New-York, 2007, p. 185

<sup>68</sup> Timeline: Georgia after Communism, op.cit.

<sup>69</sup> Valerian Dolidze, "Power, Revolution, and Business in Post-Revolutionary Georgia", *Central Asia and The Caucasus : Regional Politics*, No. 2 (38), 2006, p. 99-108

Le pays s'est joint aux changements progressifs ayant lieu dans l'économie mondiale. A l'origine, il y avait une tâche complexe devant elle - fournir les facilités appropriées pour le passage sans difficulté du socialisme d'Etat monopoleur à l'économie de marché. Cependant, la destruction du vieux système économique en Géorgie a commencé tout à fait subitement. Les affaires se sont brouillées par les conjonctures défavorables de départ et le potentiel faible économique, en plus par les divergences intérieurs, la séparation de la société en les parties diamétralement opposées et la guerre au nom de la préservation de l'intégrité territoriale du pays. Tout cela, naturellement, a exercé une influence négative sur le résultat définitif des transformations économiques.

Le rôle considérable dans la réalisation de la conversion de l'économie de la Géorgie était accompli par les organisations internationales – le FMI, la BM. Les recommandations élaborées par eux et pour l'essentiel les propositions étaient similaires aux réformes effectuées dans les pays postsocialistes, particulièrement en Russie, ne prenaient pas en considération la spécificité de la Géorgie, ses intérêts nationaux et la situation complexe économique et sociale<sup>70</sup>. Nous avons en vue leur conseil de rester dans la «zone rouble» et ne pas mettre en circulation d'une monnaie nationale. Ce conseil se répandait à toutes les anciennes républiques soviétiques, excepté les pays baltes, en tenant compte qu'ils avaient l'intention de travailler avec un émetteur d'argent unique. Alors, une telle politique a la justification définie consistant en ce qu'au début des réformes, la Géorgie se trouvait dans la «zone rouble» et n'avait pas l'unité monétaire nationale qu'empêchait l'exécution des réformes à modèle propre. Comme les autres pays transitionnels, la Géorgie a eu besoin de nouvelles réformes fondamentales<sup>71</sup>.

La stratégie de la période de transition fut déclarée nettement la formation du système économique mixte et la transition à l'économie de marché. Le succès de la transformation économique et sociale dépendait en plusieurs cas du mécanisme de manœuvre les processus économiques, la définition précise du potentiel du pays, le niveau et la qualité de l'institutionnalisation commencée. Le gouvernement ne fut pas

---

<sup>70</sup> Иосиф Масурашвили, “Трансформация Экономической Системы (на примере Грузии)”, (Iosif Masurashvili, “Transformation du système économique (le cas de la Géorgie)”, *EKO* 6, 2009, p. 157-164

<sup>71</sup> Vladimer Papava, *International Monetary Fund and Post-Communist Georgia*, Georgian Foundation for Strategic and International Studies (GFSIS), Tbilisi, 2002, p. 8-12

prêt à la coordination de ces transformations systémiques, à l'élaboration des leviers de gestion effectifs et de la protection de l'économie contre les dogmes imposés du dehors. Au contraire, dans cette situation complexe l'Etat s'est limité à l'exécution de la fonction du «veilleur de nuit» et a laissé des processus économiques au hasard<sup>72</sup>.

La Géorgie ne s'est tournée que vers le libéralisme net, quand les pays développés s'en sont détournés. Aujourd'hui l'«Etat minimum» dans la politique économique est l'étape passée pour le monde civilisé. Il y avait une minimisation absolue du rôle économique de l'Etat. Il se trouva difficile aussi l'héritage du passé. On activait les structures criminelles. Sur le premier plan s'est produite une forme d'expression particulière - l'attitude envers le pays. La majorité des représentants de la criminalité s'est installée dans les échelons suprêmes du pouvoir du pays. Au fond de l'opposition civile, dans la situation extrême de la formation du nouveau système économique le principal rôle était rendu à la libéralisation de l'économie. Même dans la situation politique normale on rend difficile les changements économiques et sociaux à bref délai. Mais, c'est impossible de passer sans douleur et vite tout l'«époque manquée» dans le contexte des guerres et du chaos<sup>73</sup>.

Les pays en transition ont besoin de nouvelles approches s'ils veulent à avancer leurs développements stratégiques - de nouvelles approches qui fourniront de nouvelles bases idéologiques pour la réforme. Le résultat principal des réformes économiques postcommunistes était l'introduction de forces du marché, mais ceux-ci étaient faibles du début et ont été davantage affaiblis parce qu'ils ont été chassés par la corruption bien établie dans la vie publique que privée. Les institutions politiques et économiques étaient trop faibles pour accélérer la croissance économique, pendant que les efforts positifs de forces de société civile ont été ignorés, en entravant davantage le processus de la construction d'Etat. Lorsque la Géorgie s'est séparée de l'URSS, il a manqué des institutions d'Etat et dès le début, les problèmes de transition ont été constitués par le besoin simultané de construire ces institutions. Beaucoup de réformes économiques soutenues par les experts occidentaux ont dépendu de l'existence des mêmes institutions dont la Géorgie s'engageait à créer, en

---

<sup>72</sup> Roseta Asatiani, op.cit. p. 94

<sup>73</sup> Леонид Григорьев, «Трудный выход из трансформационного кризиса (случай Грузии)», (Leonid Groigorief, «La sortie difficile de la crise de transformation (le cas de la Géorgie)», *Obshchestvo i Ekonomika*, 2008, p. 79

prédestinant efficacement ces réformes à l'échec à cause du manque de structures d'appuis étatiques<sup>74</sup>. Le faible système de gouvernement ne pouvait pas produire la croissance économique. Depuis que les autorités n'avaient aucune motivation pour créer un nouveau système de valeurs économiques, le pays est tombé dans le désordre, en fournissant même plus d'opportunités aux oligarques pour s'enrichir. La seule voie de l'impasse pour le gouvernement était d'accepter des valeurs démocratiques, de renforcer la libéralisation économique et de changer radicalement les institutions publiques qui créaient des troubles sociaux extrêmes. Les problèmes sociaux croissants, la polarisation économique et le mécontentement général ont causé, à son tour, des troubles sociaux extrêmes qui ont précipité la «Révolution de Rose» en 2003. C'est un principe d'économie politique que chaque révolution a un coût de transaction.

#### **B. AU DEBUT DU PASSAGE DE L'ECONOMIE PLANIFIEE AU MARCHE : 1991-1995**

La première étape, comme la période initiale des réformes économiques, se caractérise par les lignes suivantes : en premier lieu cela était lié aux conséquences très difficiles du système de commandement. En particulier, après l'acquisition de l'indépendance politique en 1991, la Géorgie comme les autres pays postsoviétiques s'est trouvé dans la nécessité de résoudre deux problèmes très difficile : à côté de la réalisation de la «thérapie de choc», il lui fallait former les institutions publiques. L'absence des institutions publiques, du système propre monétaire et de la monnaie nationale (la Géorgie se trouvait encore dans la zone rouble et avait le rouble russe en circulation de l'Union soviétique qui se déjà désagrégé) retenaient le processus de «thérapie de choc». Cela se confirme quand même par ce que le schéma classique de la «thérapie de choc» en Géorgie était accompli par le copiage aveugle, comme la réflexion de ce plan dans le «miroir» russe<sup>75</sup>. La méthode ne se réalisait en fait qu'à la base des libéralisations des prix sans l'institutionnalisme et autres mécanismes, conditions de marchés. L'économie s'est déplacée à l'angle d'ombre. Dans une telle situation la modification défectueuse de la «thérapie de choc» effectuée à titre de la

---

<sup>74</sup> Vladimer Papava, "The Georgian Economy: From 'Shock Therapy' to 'Social Promotion'," *Communist Economies and Economic Transformation*, Volume 8, Issue 2 June 1996, p. 256

<sup>75</sup> Vladimer Papava, *Necroeconomics. The Political Economy of Post-Communist Capitalism*, op.cit. p. 125

libéralisation, pour l'essentiel, seules des prix, avait subi un échec<sup>76</sup>. Au total, le pays s'est trouvé sans «thérapie», mais dans le «choc» socio-économique et démographique. En 1995 dans n'importe quel pays au monde il n'y avait pas si haut rythmes de la chute économique, comme en Géorgie (approximativement 27% chaque année). Compte tenu des réalités de cette période, un jeune Etat était hors d'état d'assurer la stabilité financière, ainsi que la perception des impôts. Le poids spécifique du budget d'Etat au produit intérieur brut (PIB) était faible. A cause des faibles possibilités financières l'Etat était dans l'impuissance de réaliser quelque transformation sérieuse<sup>77</sup>.

Il faut marquer qu'en Géorgie la difficulté de la période de transition était lié non seulement aux conséquences dures du système de commandement et aux stéréotypes psychologiques enracinés dans la conscience de la société, mais aussi au déficit aigu des connaissances. Avec le déficit de marchandise s'enregistrait évidemment le déficit des gens inspirés avec les idées réformistes. La société s'est heurtée à plusieurs problèmes qui sont nouveaux pour elle, mais bien connues dans les Etats de l'Ouest.

Il est nécessaire de marquer aussi que l'Etat gardait les productions technologiques sans perspectives et les structures industrielles contredisant les exigences modernes, que freinait l'économie. En outre, il y avait bien le problème du monopolisme et du déficit hypertrophiés. Mais pour son élimination n'était ni la volonté politique, ni le programme commun stratégique construit en tenant compte des particularités du pays que compliquait encore plus la formation des rapports marchands. La libéralisation des prix dans les conditions de la pénurie aiguë de la production s'est présenté la forme extrême de la gestion de l'économie administrée. Elle a grevé l'économie du pays. A cet égard, «La construction de la voie vers l'économie de marché dans les conditions du déficit du panneau de marchandise – c'est le suicide... C'est la même chose que pratiquer une opération du cœur du patient sans anesthésie. En effet, de la douleur il tombera dans le choc et périra sur la table d'opération» - dit Roseta Asatiani<sup>78</sup>.

---

<sup>76</sup> Op.cit. p. 125-128

<sup>77</sup> Gia Jandieri, "Economic reforms in Georgia", Brenthurst Discuss Ion Paper 7/2009, p. 5

<sup>78</sup> Roseta Asatiani, op.cit. p. 98

En outre, l'une des causes du mauvais départ des réformes économiques était aussi l'aggravation des relations sociales et interethniques. Donc, au début des années 1990, l'économie de la Géorgie se trouva paralysée par l'influence destructive de la guerre dans la région de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie. Une armée immense des réfugiés se sont présentée dans le pays. Par ailleurs, l'expansion rapide du «marché noir», en fait, a relevé le défi de l'existence biologique de la population à l'intérieur du pays, car le séparatisme, les conflits intérieurs civils et territoriaux avec les autonomies ont porté atteinte préjudice irréparable à l'économie nationale. Aucun pays ne commençait pas la transition vers l'économie de marché dans les conditions de telles destructions, comme la Géorgie<sup>79</sup>.

La réalisation de la politique monétaire libérale sous ces conditions a provoqué la désagrégation de toute l'économie. De telle sorte que le rouble soviétique continuait encore à circuler en Géorgie jusqu'en avril 1993<sup>80</sup>. La Géorgie a utilisé le rouble russe en tant qu'une unité monétaire après l'obtention de son indépendance. Mais, au printemps 1993 en Géorgie le succédané de l'unité monétaire - le coupon a été introduit, pour remplacer, à parité, le rouble russe. Cela s'est passé sans préparation nécessaire, était le pas obligé, puisque le pays restait sans unité monétaire à la suite des déficits des billets de banque de l'argent russe dans la Russie<sup>81</sup>. Ce moyen de circulation faible, inconvertible et fermé tombait primordialement de l'économie. C'est pour cela que le rouble russe était encore la seule monnaie effective en circulation<sup>82</sup>. La profondeur de la crise de la sous-production ayant lieu à cette époque-là dans le pays ne demande pas des preuves :

---

<sup>79</sup> Lado Gurgendze, Mamuka Lobzhanidze, David Onopriashvili "From Planning to Hyperinflation", *Post-Communist Economies*, Volume 6, Issue 3 1994, p. 261; Vladimir Papava, "The Georgian Economy: Main Directions and Initial Results of Reforms", *Systemic Change in Post-Communist Economies*, Selected Papers from the Fifth World Congress of Central and East European Studies, Warsaw, 1995, p. 273

<sup>80</sup> Arutiun Airapetian and Marcelo Gryckiewicz, *Transcaucasian Banknotes*, BoD – Books on Demand, 2009, p. 42

<sup>81</sup> George Fane, and John Nash, "Georgia's economic collapse, 1991-1994: the role of state orders and inflation", *Journal of Economic Policy Reform*, 2: 3, 1998, p. 250

<sup>82</sup> Arutiun Airapetian and Marcelo Gryckiewicz, op.cit.

- La chute rapide des rythmes de la production;
- L'aggravation rude du déficit de marchandise et contraction de la masse monétaire;
- La hausse brusque des prix et de forte inflation, la faiblesse de l'intervention publique;
- L'absence de contrôle de la circulation monétaire;
- L'augmentation rapide du déficit budgétaire, la large expansion de l'usure clandestine;
- La croissance rapide du chômage, niveau imbattable de l'infrastructure capacités de production;
- Le pénurie aiguë des personnels qualifiés, l'émigration des entrepreneurs désappointés;
- La tension des relations entre le centre et les régions;
- La désagrégation du compte et du contrôle, de la discipline d'escompte;
- La formation des structures et des rapports de quasi-marchés<sup>83</sup>.

Pratiquement, après le retrait de la Géorgie de l'Union soviétique, l'économie du pays s'est effondrée. Le coupon en raison de la situation indiquée était dévalorisé vite et devenu l'apogée et la réflexion de toute cela, mais son émission illimitée a mené le pays à l'hyperinflation. Dans la deuxième moitié de 1993, le taux d'inflation a fait 60-70% par mois, le chômage a atteint 20%. Cela était le pic de la croissance des prix de consommation. Cette forme du lari a cessé d'exister avec la fin de la période d'hyperinflation. A la fin de 1993, les processus galopant inflationnistes se sont transformés en hyperinflation. En 1993-1994, le pays n'avait pas le budget voté. En automne 1994, un dollar coûtait officiellement 2,5 millions de coupons, mais le taux de change atteignait 5,4 millions de coupons<sup>84</sup>. Grandissait parallèlement le déficit budgétaire, diminuait le stock d'or monétaire du pays, augmentait le besoin de l'importation, s'aggravait la structure de la balance extérieure. D'autre part, la pratique nuisible de la couverture du déficit budgétaire s'est formée par les crédits de la Banque nationale du pays. La crise a touché tous les secteurs de l'économie. Les infrastructures industrielles et de transport ont été détruits. Le processus de privatisation à son tour se passait très lentement.

---

<sup>83</sup> Roseta Asatiani, *op.cit.* p. 98-99

<sup>84</sup> Arutiun Airapetian and Marcelo Gryckiewicz, *op.cit.*

Mais, dès 1994 la Géorgie a commencé à coopérer avec la BM et le FMI et à recevoir le soutien de ceux des institutions financières internationales. Au début des fonctions de la mission du FMI de sa recommandation de l'acquisition de la stabilité macroéconomique n'étaient pas pris au sérieux par les agents des pouvoirs de la Géorgie, à la suite de quoi le système financier du pays est tout à fait tombé en ruines. En 1994, les recommandations du FMI qui ont passé de la catégorie des désirables au rang des activités obligatoires pour l'exécution qu'a apporté les résultats positifs économiques, dont les essentiels ont été la création du système financier indépendant de l'Etat et l'acquisition de la stabilité macroéconomique. Le FMI a pris une position active par rapport au soutien de la BM demandant d'assurer la priorité des dépenses de l'éducation et de la santé publique dans le budget du pays, ainsi que les programmes de la BM pour les processus de la reconstruction structurale de l'économie du pays<sup>85</sup>. Au début de 1994, en Géorgie le plan anticrise de la stabilisation macroéconomique et des transformations systémiques, basés sur la conception de «Consensus de Washington» ont été acceptés avec le soutien du FMI et de la BM. Conformément à cette conception le système bancaire s'est soumis aux changements, on introduira la monnaie nationale - Lari Géorgien (GEL), commença la privatisation des petites et moyennes entreprises (PME), s'opéra la libéralisation du commerce. C'était la réforme dont le but était la cessation de l'hyperinflation, la compensation de l'économie du pays et la création des circonstances institutionnelles pour la formation de l'économie de marché. L'essoufflement de la croissance des paramètres des processus de crises aiguës a commencé dans la deuxième moitié de 1994, bien qu'en 1995 la chute de la production ait été réduite seulement de 5%. Dès cette année-là, la Géorgie avait déjà le budget voté par le parlement. A la fin de 1994, la BM a entrepris la politique monétaire durable qu'a permis de refréner l'hyperinflation et de créer les conditions objectives pour la réalisation de la réforme monétaire. A cette époque-là, l'inflation annuelle excédait un peu de 50%. La monnaie nationale - GEL mise en circulation en automne 1995, a été annoncée le seul moyen de paiement. Le taux de change par rapport au dollar était 1 USD - 1,3 GEL. La chute de la production, la récession de cinq ans a remplacé la croissance, en 1995 il a fait de 0,4%<sup>86</sup>.

---

<sup>85</sup> Vladimer Papava, "On the Role of the International Monetary Fund in the Post-Communist Transformation of Georgia", *Emerging Markets; Finance and Trade*, vol. 39, No 5, 2003, p. 7-8

<sup>86</sup> Roseta Asatiani, *op.cit.* p. 99

### C. ANNEES DE STAGNATION EN GEORGIE : 1995-2003

En 1995, l'acquisition de la stabilité politique en Géorgie (le Parlement géorgien adopta une nouvelle Constitution, instaura un régime présidentiel, et Chévardnadzé fut élu président de la République) a joué un rôle important pour marquer des progrès économiques dans le pays. Le premier pas à ce propos était la stabilisation financière. Avec les changements importants dans la vie politique du pays, à la fin de 1995, la voie «de choc» du passage à l'économie de marché a été remplacé par le modèle monétaire libérale qui a été capable d'assainir le système financière et monétaire, mais ne pas de transformer le système économique dans son ensemble. Donc, la deuxième étape des réformes économiques a commencé en Géorgie. Dès cette période, cette direction de la stabilisation macroéconomique est devenue la base de la politique économique du pays. Le phénomène économique et social et les processus développés par la suite dans l'économie, conviennent étonnamment à ce modèle<sup>87</sup>. En particulier, la diminution du déficit public qui s'est exprimé dans l'augmentation des impôts, la réduction des allègements fiscaux, des dépenses sociales publiques, des transferts publics, des subventions a commencé à la suite de la politique de rigueur fiscale. La politique de rigueur fiscale était suivie par le durcissement de la politique monétaire connue sous le nom d'«argent cher». Cela, comme la politique dirigée contre la spirale inflationniste, sous-entend la restriction sévère de la livraison de l'argent, une des voies qui (à côté de la restriction de l'émission monétaire) est l'accroissement du taux de réserve interbancaire. Le dernier diminue automatiquement les réserves des banques d'affaires et même le multiplicateur monétaire. Le but principal de la politique d'«argent cher» - la répression de l'inflation par la restriction brusque de la masse monétaire et la stabilisation du cours de la monnaie nationale GEL.

En 1996-1997, il a été fixé de forte croissance de l'économie et le niveau modéré de l'inflation. Après avoir mis en place un programme de stabilisation avec l'aide des institutions financières internationales (IFI), la situation du pays s'est quelque peu redressée, et en 1998, le pays était même considéré comme le «bon élève du FMI»<sup>88</sup>. Le volume du PIB a augmenté en moyenne de 11%, mais à cause de l'action d'une

<sup>87</sup> Roseta Asatiani, op.cit. p. 99

<sup>88</sup> Michèle Kahn, *L'Economie du Sud Caucase à l'Epreuve de Dix Ans d'Indépendance*, la Documentation française, Conférence : L'Europe et le Caucase du Sud, Bakou, 11 juin 2001, <http://www.ceri-sciencespo.com/archive/june01/kahn.pdf>

série de facteurs intérieurs et extérieurs en 1998, le taux de croissance du PIB en comparaison de 1997 est tombé sur 2,9%<sup>89</sup>. Cela dura peu de temps. Avec la crise financière mondiale entre les années 1998-1999, le taux de croissance a brusquement baissé en Géorgie et restait bas jusqu'à 2004. La Géorgie s'est trouvée impréparée contre le choc extérieur et incapable de résister à l'influence des crises monétaire en Russie (1998)<sup>90</sup>. Tout cela a été le résultat de la tenue de la politique inconséquente macroéconomique, les réformes transactionnelles structurales et du système financier obscur qu'a amené au total à la forte croissance de la corruption<sup>91</sup>.

Alors, au cours du deuxième semestre de 1998, la Géorgie a été frappée à la fois par une grave crise budgétaire résultant à la fois de la crise russe. Par conséquent, la politique d'«argent cher» effectuée dans le pays posa de tels problèmes considérables, comme l'activité d'investissement faible et d'affaires, l'aggravation de la crise de solvabilité, la réduction de l'assiette fiscale, l'affaiblissement de la sécurité économique du pays. Tout cela s'est exprimé dans une brusque réduction du chapitre recettes du budget public. Cela attire l'attention qu'après l'élimination de l'hyperinflation le gouvernement a gardé le cours sur la répression de l'inflation, mais pour la couverture du déficit budgétaire a porté l'accent sur la dette extérieure. Son augmentation (sa part excédait 60%<sup>92</sup>) fut l'économie du pays dépendant des organisations mondiales et en général de la conjoncture des marchés financiers mondiaux que contribuait à la création de la structure irrationnelle des dépenses publiques.

Au regard de tout ce qui précède, il est facile d'imaginer la situation difficile dans laquelle la Géorgie s'est trouvée après 12 ans de réforme. La répression de l'inflation devait réunir les conditions de l'augmentation des investissements à l'économie, mais seulement a freiné l'inflation pour la période à court terme, a provoqué l'effet

---

<sup>89</sup> Department of Statistics, Statistical Yearbook of Georgia: 2003, Department of Statistics under Ministry of Economic Development of Georgia, Tbilisi,  
<http://statistics.ge/main.php?pform=39&plang=2> consulté le 5 juillet 2009

<sup>90</sup> Тамаз Асатиани, Михаил Токмазишвили, «Экономическая политика Грузии до и после «Революции Роз»» (Tamaz Asatiani, Mikhail Tokmazishvili, La politique économique de la Géorgie avant et après la «Revolution des Roses»), Moskva, 2004  
[http://www.iet.ru/files/text/confer/2004\\_09\\_13-14/asatiany\\_ru.pdf](http://www.iet.ru/files/text/confer/2004_09_13-14/asatiany_ru.pdf)

<sup>91</sup> Teimaraz Beridze and Vladimir Papava, «The Main Macroeconomic Tendencies of Georgia in 1995–2002,» in Rumer and Lee, (Eds), *Central Asia and South Caucasus Affairs*, p. 307-323

<sup>92</sup> Department of Statistics, Statistical Yearbook of Georgia: 2003, op.cit.

de l'«extinction de l'incendie», et pas de développement de l'économie. C'est pourquoi il est devenu impossible à retenir les processus inflationnistes à long terme.

On sait que la stabilité effective de la monnaie nationale et des prix ne dépend pas seule de manipulations monétaires du gouvernement, elle dépend plutôt de la production nationale. Ici, comme on le dit, cela se passe de commentaires : puisque après 12 ans de réforme pour la conversion de l'économie, la Géorgie a fabriqué 1/3 de production manufacturée en 1990. Il faut noter ici que l'année 1990, c'est le moment où l'économie de la Géorgie était une des parties de l'URSS. En ce sens qu'à cette époque-là, le pays se trouvait encore dans le système à planification centralisée. En 2003, le poids spécifique de la production produite par PME a fait seulement 18%, dans l'économie de la Géorgie, alors que ce paramètre n'est que 40% dans les pays avec la population à classe moyenne développée (l'Angleterre, l'Allemagne, la France, l'Italie, les Etats-Unis, le Japon)<sup>93</sup>. D'après les données officielles géorgiennes, le chômage a fait 11-14% au cours de cette période. Cependant, on ne tient pas compte ici de la population rurale, qui fait près de la moitié de toute la population du pays. A ce compte-là on peut supposer qu'en Géorgie chaque troisième était le chômeur. Le niveau de la pauvreté en Géorgie faisait officiellement 52%. Les sujets principaux économiques étaient notamment ceux qui créaient les règles économiques telles que la population et les entrepreneurs, autant que les autorités d'en haut et le règne criminel étaient entraînés dans l'activité économique<sup>94</sup>. Comme dans la fable célèbre «le cygne, l'écrevisse et le brochet», chacun des acteurs économiques tirait le chariot de l'économie géorgienne de son côté avec toutes les conséquences qui en découlent.

A propos, les banques se sont trouvées isolé de l'activité d'investissement, puisque le taux élevé d'intérêt et la faiblesse de la demande composite entravaient l'entreprise. La corruption est devenue la norme de la vie, la contrebande s'est épanouie qui a mis en sommeil encore plus davantage la production locale. Le gouvernement a abouti à une impasse et n'a pas protégé que ces entreprises, mais aussi n'a pas pu créer les lois à valeur requise dans la sphère donnée, convenant au pays. Les capitaux internes ont été mobilisés non à la production nationale, mais plutôt à l'étranger, puisque la production locale n'était pas profitable et sûr. Le risque de l'entrepreneur a été

<sup>93</sup> Tamaz Asatiani, Mikhail Tokmazishvili, op.cit.

<sup>94</sup> Ibid.

élevé<sup>95</sup>. L'économie cachée a excédé 60%, mais dans certaines sphères (par exemple, dans la santé publique) a atteint 75-85%<sup>96</sup>. Dans la politique économique s'est manifesté l'effet de retard. Un décalage s'est élevé. Le pays n'a pas pu d'une manière orientée utiliser les crédits avantageux et les subventions, qui s'écoulaient par le flux infini. Tout cela et d'autres facteurs négatifs empêchaient la transition du pays à l'économie de marché. Quant à l'aide, une série d'organisations internationales a fait de grands efforts, mais étant donné qu'il n'y ait eu pas de volonté politique dans le pays, l'affaire n'a pas bougé d'un pouce. C'est pourquoi après ce pas en avant, que la république a fait au début des années 1990, ont suivi deux pas en arrière. Avec cela, la responsabilité des structures gouvernementales est tombée de manière catastrophique, les intérêts d'Etat se sont soumis aux intérêts des personnes (unités). La période de l'inaction conservatrice et de la stagnation se prolongeait environ six ans (1998-2003), et pendant cette période le taux de croissance économique était seulement 3-3,5%. La pension de retraite et le salaire ont été bloqués, et adéquatement la richesse de l'élite peu nombreuse a augmenté. Le salaire moyen à la période considérée faisait 60-70% du minimum vital, mais les pensions de retraite-seulement 10%. Il a été marqué l'opposition entre les couches illégalement enrichies et appauvries. Entre eux il se trouva le pouvoir, mais de classes moyennes. Le pouvoir en vertu de la politique traditionnelle ne contribuait pas à la formation et au développement de la classe moyenne. Or, notamment la classe moyenne devait jouer le rôle principal dans le renforcement et le développement de l'Etat. Le développement du PME, l'utilisation des connaissances et l'éducation servent de la base économique de la formation de la classe moyenne<sup>97</sup>. Cependant pour les six dernières années ces conditions n'étaient pas élaborées et soutenues par l'Etat. C'était justement le temps où l'Etat avait besoin d'une nouvelle conception. Il convient de souligner ici que, depuis 1997, la BM a changé son attitude à l'égard des pays à économie en transition, et au lieu du régulateur automatique du marché a mis l'accent sur l'importance du rôle de l'Etat<sup>98</sup>. Il est devenu clair que la théorie du «Consensus de Washington» avait été hors d'usage et ne pouvait plus être la base idéologique du

---

<sup>95</sup> Louise Shelley, Erik Scott, Anthony Latta, *Organized crime and corruption in Georgia*, Volume 2 of Routledge transnational crime and corruption series, Routledge, New York, 2007, p. 3-5

<sup>96</sup> Department of Statistics, *Statistical Yearbook of Georgia: 2003*, op.cit.

<sup>97</sup> Tamaz Asatiani, Mikhail Tokmazishvili, op.cit.

<sup>98</sup> *The State in a Changing World*, Finance & Development, World Development Report 1997, p. 17-20

développement stratégique<sup>99</sup>. A quel point était-elle réalisée et quelles raisons ont empêché d'atteindre aux résultats déclarés par la conception, nous en avons déjà éclairci ci-dessus. Mais le fait est que la base idéologique des pays en période de transition avait besoin d'une nouvelle approche, sans quoi le développement stratégique successif est impossible. Les mécanismes du marché constitués en Géorgie au cours des années des réformes se sont retrouvés incapables de jouer automatiquement le rôle du régulateur, et leurs relations avec le pouvoir ont acquis la forme irrationnellement corrompue. Par conséquent, l'environnement institutionnel pour la croissance économique ne s'est pas constitué. Les institutions politiques et économiques étaient trop faibles pour l'assurance de la relance économique. Dans la politique courante de l'Etat on ne tenait pas compte les facteurs de l'acquisition de la corrélation sociale, sans qu'il soit devenue impossible de construire d'un nouvel Etat<sup>100</sup>. Si l'on considère ci-dessus, il n'est pas étonnant qu'un nouveau modèle de la révolution a été surgit dans le pays, qui a attiré l'attention de la communauté mondiale.

#### **D. CHARGES ECONOMIQUES DE LA «REVOLUTION DE ROSE» : APRES 2003**

La «Révolution de Rose»<sup>101</sup> a engendré la situation, caractérisant les nouveaux appels et les possibilités, était estimée comme l'expression de la protection des droits constitutionnels du peuple et est devenue un écho original à la mondialisation. A la différence de plusieurs Etats postsoviétiques se trouvant au carrefour en ce moment-là, la Géorgie postrévolutionnaire n'a commencé à s'attarder le début des réformes dans tous les fronts à la fois : la décision était prise sur la réalisation des réformes constitutionnelles et administratives, sur la privatisation à cent pour cent, sur la réduction des impôts et des taxes, sur la mise en œuvre de la dérégulation notable, des réformes d'éducation, de la santé publique, de retraité et militaires. L'accélération de la libéralisation de l'économie et la création des conditions préalables institutionnelles pour le développement du secteur privé sont devenue les priorités précises. L'attention spéciale était donné aux reformes institutionnelles dans toutes

<sup>99</sup> Tamaz Asatiani, Mikhail Tokmazishvili, op.cit.

<sup>100</sup> Ibid.

<sup>101</sup> Le changement de régime a été appelé la «Révolution de Rose» à cause des fleurs dont les manifestants portés comme les symboles de leurs intentions pacifiques. Iury Sulaberidze, «The Nature of Political Splits: The Rose Revolution», *Journal of Social and Political Studies, Regional Politics, Central Asia and The Caucasus*, No. 1 (43), 2007, p. 85-99

les directions de la sphère socio-économique, à la formation des services administratifs et civils, au perfectionnement et à la simplification du code fiscal, à l'amélioration de la structure du système judiciaire, aux mesures de liquidation de l'économie latente, de grandes échelles de la corruption<sup>102</sup>. L'aide considérable pour la réformation a été accompagnée par le programme d'assistance technique de l'Union européenne (UE), le projet de «Réforme du climat d'affaires en Géorgie» de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et le programme de développement du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Donc, la troisième étape des réformes radicales se prolongeant jusqu'à présent a commencé en 2004<sup>103</sup>.

Le gouvernement «de Rose» a réussi à accumuler toute l'expérience mondiale des réformes économiques et en choisir plus convenant pour le développement le plus rapide de l'économie du pays. Le but, qui était mis par l'administration géorgienne, peut être formulé comme suivant : «la Géorgie doit devenir l'économie du monde la plus bonne marché et la plus attrayante pour les investissements»<sup>104</sup>.

Le nouveau gouvernement géorgien a éliminé ou a simplifié la multitude de positions du réglage d'Etat de l'activité d'affaire pour augmenter la compétitivité du pays et faciliter son intégration dans l'économie mondiale. La première réforme, par qui on commençait une nouvelle vie économique de la Géorgie, était assez extraordinaire. Tous les agents policiers ont été licenciés brutalement, tandis qu'autant de jeunes cadres étaient formés en l'espace de quelques mois pour les remplacer. La police de route était complètement supprimée. Il était créé la patrouille policière du type américain, qui exécutait aussi les fonctions de la police régionale. En mars 2005 on acceptait le programme d'État de dérégulation de l'économie. Le programme a postulé les réformes suivantes :

---

<sup>102</sup> James Wertsch, "Georgia After The Rose Revolution", *Journal of Social, Political and Economic Studies*, The Caucasus & Globalization, Vol. 1 (1) 2006

[http://www.ca-c.org/c-g/2006/journal\\_eng/c-g-1/00.conteng.shtml](http://www.ca-c.org/c-g/2006/journal_eng/c-g-1/00.conteng.shtml) consulté le 23 Mai 2009

<sup>103</sup> Roseta Asatiani, op.cit. p. 101

<sup>104</sup> Паата Шешелидзе, "После «революции роз» : некоторые итоги грузинских реформ" (Paata Sheshelidze, "Après la Révolution des Roses : quelques conséquences des reformes géorgiennes"), *Biblioteka Svobodi*, 2009, <http://www.inliberty.ru/library/study/308/> consulté le 23 Mai 2009

- 1) La quantité de ministères doit être réduite de 18 à 13;
- 2) La quantité de services publics - de 52 à 34;
- 3) La réduction à 35% du personnel fait participer aux ministères et à 50% - dans le secteur public;
- 4) Tous les ministères sont engagés à dresser les plans à moyen terme, qui doivent recevoir l'approbation du gouvernement<sup>105</sup>.

La quantité des jours demandée pour la réception de quelque permission, la présentation des droits de la propriété, la considération de la discussion commerciale dans la cour, a été réduite à des fois. Tout cela était accompagné par les nettoyages d'échelle de la lutte contre la corruption dans les structures de force, dans l'appareil d'Etat et dans le système judiciaire. La partie considérable de leurs collaborateurs ont été licenciées<sup>106</sup>.

En même temps, a commencé la réalisation d'une série des réformes importantes libérales concernant pratiquement tous les aspects de l'activité vitale économique du pays. Grâce à l'amélioration du directivisme fiscal (le nombre de taxes a été réduit de 20 à 7) et la réduction des dépenses publiques le déficit public permanent existant jusqu'à 2003 a été surmonté, et il se distingua une possibilité de l'équilibrer. De ce point de vue, six ans écoulés a été marquée par le progrès défini : la procédure de l'enregistrement des sociétés s'est simplifiée, en 2007 un nouveau code des douanes a été adoptée, selon lequel la quantité de taxe douanière a baissé de 16% à 3%, des tarifs douaniers, qui hésitaient entre 1-25%, ont changé. Pour le présent sur la production agricole ils font 12%, sur les matériaux de construction - 5%, sur d'autres marchandises - 0%. La simplification du code des douanes contribuait à la croissance de l'exportation.

Les réformes ont abordé aussi le domaine de la politique étrangère et des relations économiques extérieures. En premier lieu, on supprimait les visas pour les citoyens de tous les pays (pour les raisons claires de l'exception ont fait tels pays, comme l'Iraq, l'Iran). Les pouvoirs géorgiens ont permis tout souhaitant avoir la double nationalité, en comprenant que cela aussi se fera sentir positivement l'activité

---

<sup>105</sup> <http://ibulletin.wordpress.com/2010/03/11/> consulté le 19 avril 2010

<sup>106</sup> Gia Jandieri, op.cit. p. 8

économique des citoyens. La suppression de toutes les restrictions sur l'affluence du capital à la Géorgie est devenue une importante action.

En 2006 la BM a déclaré la Géorgie le leader du monde sur les taux d'une amélioration de l'atmosphère d'affaires : dans l'indice de qualité du climat d'investissement de la BM la Géorgie est passée du 37<sup>ème</sup> rang<sup>107</sup>. Selon le rapport de la BM, le classement de la Géorgie s'est levée à la 11<sup>ème</sup> place dans la liste des Etats du monde (parmi 183 pays), et maintenant elle dépasse certains pays de l'UE<sup>108</sup>. En tant que telle, la Géorgie est devenue l'un des pays les plus réformés. La réforme a joué un rôle positif dans le développement du business privé, postulée la réduction (en 2006) et l'abolition complète (en 2007) du capital statuaire. D'après les données du FMI, bien qu'en tout le climat d'affaires s'améliore, jusqu'ici les contrats sont violés, le système judiciaire est faible, le pays ne s'est pas libéré de la profonde corruption<sup>109</sup>.

La lutte contre la corruption n'a pas également été en vain. Dans le classement mondial de la perception de la corruption, fait Transparency International, en 2004 – 2008, la Géorgie est passée de la 127<sup>ème</sup> (2003) à la 66<sup>ème</sup> (2009) place<sup>110</sup>. Maintenant, le pays dépasse assurément tous les autres pays de la Communauté des Etats Indépendants (CEI) et se trouve environ au niveau des nouveaux membres de l'UE.

Malgré le fait que dans les années 2003-2007 le taux moyen de la croissance réelle du PIB du pays ait été en moyenne de 9%, en 2005-2007 cela a excédé 10%<sup>111</sup>, on n'a pas encore réussi à atteindre le niveau de 1990. En fin de compte, la quasi-démocratie retient le développement économique et le passage à l'économie de marché. Dans les conditions de très grande faiblesse de demande, la polarisation sociale s'enfonce. La pension d'aujourd'hui (malgré la tendance de sa croissance) ne couvre pas même 1/3 du minimum vital. Une partie considérable de la population est

---

<sup>107</sup> Doing Business 2007 // Comment Reformer, Comparaison des Réglementations dan 175 pays, p. 5

<sup>108</sup> Doing Business 2010 // Georgia [www.doingbusiness.org/Documents/CountryProfiles/GEO.pdf](http://www.doingbusiness.org/Documents/CountryProfiles/GEO.pdf)

<sup>109</sup> Georgia: Selected Issues // IMF Country Report 06/170, May 2006. p. 23-28

<sup>110</sup> Transparency International, Global Corruption Report 2009 Corruption and the Private Sector, 23 September 2009  
[http://www.transparency.org.ru/doc/Global\\_Corruption\\_Report\\_2009\\_170909\\_2\\_web\\_01000\\_314.pdf](http://www.transparency.org.ru/doc/Global_Corruption_Report_2009_170909_2_web_01000_314.pdf)

<sup>111</sup> Georgian Economic Trends, op.cit.

isolée des activités d'affaires, surtout de la privatisation qui se passe à rythme forcé, mais ne prend pas en considération les particularités du pays et les exigences de la société. La protection de la propriété privée est insuffisante et fait peser une menace sérieuse sur le développement de l'économie de marché en Géorgie<sup>112</sup>. Selon les statistiques officielles, le niveau du chômage est de 16,5% parmi toute la population<sup>113</sup>, 28,9% - parmi la population urbaine (2008). Selon les données du sondage de l'opinion publique organisé par le journal «Kviris Palitra (la Palette de la semaine)» en juin 2009, après novembre 2003, 50,4% des interrogés ou les membres de leurs familles disaient avoir perdu son travail<sup>114</sup>. Le Président de la Géorgie Mikhaïl Saakashvili soulignait bien des fois que le «principal ennemi du pays est le chômage». Dès l'annonce de l'indépendance jusqu'à ce jour, la Géorgie n'a pas pu éviter la balance fiscale négative et se trouve devant la menace du chômage total. L'activité économique diminue, naturellement, l'emploi baisse aussi. Les raisons fondamentales du chômage sont plutôt inter-systémiques.

La guerre russo-géorgienne de cinq jours en août 2008, avec la crise financière mondiale éclatée effectivement au cours du troisième trimestre de la même année, a mis la Géorgie devant de nouveaux défis économiques<sup>115</sup>. Une nouvelle onde de la croissance d'une série de chômeurs a donc commencé après la guerre d'août 2008. La principale raison - une situation d'affaires inconvenante et à ce fond-la le refus des entreprises de l'investissement dans le pays. La crise financière mondiale a aggravé davantage la situation<sup>116</sup>. L'afflux des investissements étrangers directs en Géorgie a considérablement diminué et la dévaluation du GEL était inévitable. En outre, les émigrants qui sont partis pour les gains salariaux reviennent, les virements d'argent des citoyens géorgiens vivant à l'étranger diminuent<sup>117</sup>. La Géorgie s'est brusquement trouvée dans une situation très compliquée. On ajoute à cela plus de 20

<sup>112</sup> Vladimer Papava, "The Essence of Economic Reforms in Post-Revolutionary Georgia: What about the European Choice" // *Georgian International Journal of Science and Technology*, 2008, Vol. 1, Issue 1, 2008. p. 7

<sup>113</sup> "Employment and Unemployment",

[http://www.geostat.ge/index.php?action=page&p\\_id=146&lang=eng](http://www.geostat.ge/index.php?action=page&p_id=146&lang=eng) consulté le 16 février 2009

<sup>114</sup> "После «революции роз» работу потеряли более половины грузин" (les moitiés des Géorgiens ont perdu leur travail, l'Agence d'information «ROSBALT»), *ИА «Росбалт»*, 2009-06-29, Россия, Санкт-Петербург, <http://www.rosbalt.ru/2009/06/29/650890.html> consulté le 16 février 2009

<sup>115</sup> Vladimer Papava, "Post-war Georgia's economic challenges", *Central Asia-Caucasus Institute Analyst*, 10 (23), 26 November 2008, [www.cacianalyst.org/?q=node/4991](http://www.cacianalyst.org/?q=node/4991) consulté le 11 may 2010

<sup>116</sup> Maka Bughulashvili, "Global Economic Crisis: Is Georgia at Risk?", *IBSU Scientific Journal* 2009, 2(3), p. 72-72

<sup>117</sup> Vladimer Papava, "Georgia's economy: post-revolutionary development and post-war difficulties", *Central Asian Survey*, Vol. 28, No. 2, June 2009, p. 208

000 réfugiés des territoires occupés par la Russie dans la guerre d'août : 9 villages de la gorge de Didi-Liakhvi, 5 villages de la gorge de Patara-Liakhvi et 2 villages de la gorge de la rivière de Frone, ainsi que la région d'Akhalgori et la gorge de Kodori. En ce sens, l'augmentation du nombre des personnes déplacées dans l'intérieur du pays est un problème grave qui a survenu à la suite du conflit d'août 2008<sup>118</sup>.

La croissance économique en Géorgie de l'année 2008 a été de 2%. L'inflation a été de 5,5%. Il faut remarquer que la structure du PIB n'est pas la plus optimale : la gestion publique représente environ 17% du PIB, le commerce - 16%, le transport et la communication représentent 12,1%, l'agriculture - 11%, l'industrie de transformation - 9,5%, l'éducation et la santé publique - 8,3%, la construction - 5,8%, l'activité financière - 2,6%, d'autres aspects de l'activité constituent 17,7%<sup>119</sup>. Selon les bilans de 2009, le PIB est tombé à 4,9%<sup>120</sup>. Le Premier ministre Nika Gilauri a déclaré, le 30 décembre, que selon les données préalables, en 2009 on fixait à 4% la chute de l'économie de la Géorgie<sup>121</sup>. Le Président de la Géorgie Mikhaïl Saakashvili a expliqué le recul de la croissance par la guerre avec la Russie et par l'influence de la crise financière internationale de 2008. Il croit que à cause de la politique économique radicalement libérale, la Géorgie a subi la combinaison de deux facteurs si défavorables, avec tout cela qu'une seule crise a suffi à détruire l'économie des plusieurs autres pays<sup>122</sup>.

---

<sup>118</sup> Roseta Asatiani, "Post-Communist Transition Period in the Georgian Economy", op. cit. p. 102

<sup>119</sup> Nodar Khaduri (Ed), "Georgian economy" // *Central Eurasia. Analytical Annual*, CA&CC Press, 2008, p. 173

<sup>120</sup> Middle East: Georgia, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/gg.html>, consulté le 7 Janvier 2010

<sup>121</sup> Georgia Economy Contracted 4% in 2009, <http://www.civil.ge/rus/article.php?id=20256> consulté le 7 janvier 2010

<sup>122</sup> Discours du Président de la Géorgie au Parlement du Pays à propos de l'Acte de la Liberté, 16.10.2009, [http://darbazi.info/index.php?option=com\\_content&view=article&id=2398:2009-10-16-12-19-49&catid=9:2008-12-30-12-31-12&Itemid=14](http://darbazi.info/index.php?option=com_content&view=article&id=2398:2009-10-16-12-19-49&catid=9:2008-12-30-12-31-12&Itemid=14) consulté le 7 Janvier 2010

## E. APERÇU SUR L'EVOLUTION POSTCOMMUNISTE DE LA GEORGIE

Après le rétablissement de l'indépendance de la Géorgie, le processus de transition vers le marché a commencé. Malgré le fait qu'il y a vingt ans de cela, une situation politique et socio-économique difficile persiste dans le pays. Non seulement les conditions défavorables de départ s'étaient favorisées, mais également les controverses intérieurs, les guerres pour la préservation de l'intégrité territoriale du pays, mais l'essentiel - la politique économique inadéquate.

Jusqu'à 2004 on n'a fait presque rien pour construire le système économique de la Géorgie. L'inactivité des pouvoirs et la stagnation économique étaient une norme pour le pays. En outre, le gouvernement lui-même n'avait pas le désir particulier et en conséquence la volonté pour résoudre ces problèmes. Tout cela a créé une atmosphère de méfiance totale de la société envers le gouvernement. A ce sujet-là, le trait distinctif de cette période était un faible pouvoir d'Etat et le marché imparfait qui naturellement ne pouvait pas assurer la croissance économique.

Les transformations institutionnelles dans toutes les sphères de la vie socio-économique ont commencé après la «Révolution de Rose». Cependant, la libéralisation institutionnelle ne signifie pas que tous les biens des réformes sont déjà arrivés à chaque citoyen de la Géorgie. Il y avait incontestablement des problèmes dans le pays. Jusqu'à nos jours, il y a des tendances dangereuses de telle sorte, comme la foi excessive des gens à l'aide de l'Etat, un haut degré de la politisation du business, une grande dépendance des organisations non gouvernementales géorgiennes des subventions étrangères. Malgré la verticale sévère autoritaire la libéralisation économique donne l'impulsion à la renaissance de l'économie<sup>123</sup>. Les réformes agressives faites par le gouvernement géorgien ont beaucoup augmenté sa cote selon les paramètres internationaux dans les aspects divers. En particulier :

---

<sup>123</sup> Vladimer Papava, "Georgian Economy: Mistakes, Threats and Resolutions", *Crisis in Georgia, 2008: Preconditions, Reality, Perspectives*, Tbilisi: Independent Experts' Club, 2009, p. 24-29

- La BM a appelé les réformes, faites en Géorgie pour les dernières quatre années, sans précédent.
- Doing Business Reformer Club a appelé la Géorgie le meilleur réformateur de l'Europe et de l'Asie centrale pour les derniers cinq ans.
- Selon le Fond Heritage Foundation – l'Indice de la Liberté Économique 2009, la Géorgie occupe la 32<sup>ème</sup> parmi 157 pays dans le monde, en dépassant les pays hautement développés européens, tels que la Norvège, la République Tchèque, la France, la Lettonie.
- Heritage Foundation et Wall Street Journal ont reconnu la Géorgie comme le leader mondial selon les réformes dans le domaine de la législation du travail en 2007.
- Conformément au Foreign Direct Investment Performance Index de la CNUCED 2005-2007, la Géorgie occupe la 9<sup>ème</sup> place parmi 141 économies en dépassant des pays tels que les Pays-Bas, la Grande-Bretagne, les Emirats Arabes Unis.<sup>124</sup>

Pourtant, l'économie de la Géorgie au cours des six dernières années est devenu celle de marché dans ce sens qu'elle est privatisée, n'est pas l'objet de la planification publique, en grande partie est ouverte au marché mondial, représente la limite spéciale sur le marché mondial, réagit au changement de ses demandes<sup>125</sup>.

Dès 2004, malgré les progrès positifs, le pays se trouve de nouveau dans l'impasse économique<sup>126</sup>. Les incidents ayant lieu déjà en 2008 - le conflit d'août et la crise financière mondiale a certes eu un impact négatif sur le développement économique de la Géorgie. Tout cela, à notre avis, témoigne de ce que la période de transition en Géorgie n'est pas déjà terminée. A cet égard, le degré d'ouverture internationale et la disposition géographique de la Géorgie jouent un grand rôle pour la formation de l'économie de transition.

<sup>124</sup> [http://www.investingorgia.org/?42/business\\_rankings/](http://www.investingorgia.org/?42/business_rankings/) consulté le 7 janvier 2010

<sup>125</sup> European Bank for Reconstruction and Development Transition Report 2009, p. 168-171

<sup>126</sup> Georgia Country Report // Bertelsmann Transformation Index (BTI), Bertelsmann Stiftung and the Center for Applied Policy Research, Munich University, 2010, p. 12-20

## DEUXIEME PARTIE

### CHAPITRE I: GEOPOLITIQUE ET QUESTION D'OUVERTURE DE L'ECONOMIE GEORGIENNE SUR L'EXTERIEUR

Malgré la déstabilisation économique et politique dans le monde entier, le développement de la mondialisation, l'intensification de l'interrelation et la dépendance mutuelle des économies nationales, contribuent à la libéralisation de l'activité économique extérieure et augmente le degré de l'ouverture de l'économie qui, à son tour, permet à la préparation de la discipline de marché et qui va diminuer le rôle du gouvernement dans la limitation des flux de marchandises et de capitaux. Aujourd'hui, nous pouvons voir la formulation du système global économique et unique qui influence à l'activité mutuelle des pays développés et en voie de développement.

Chaque pays dans chaque étape du développement doit résoudre les problèmes du développement économiques et le plus importants entre eux - le choix de la meilleure stratégie du développement qui va définir des activités pratiques. C'est très actuel pour la Géorgie<sup>127</sup>, car la quantité des ressources et des biens de consommation de la Géorgie ne peuvent pas attirer l'attention des grands investisseurs économiques du monde entier pour la réalisation des projets immenses. Il faut chercher la résolution de ce problème dans la fonction économique internationale de la Géorgie comme un pays indépendant et pour cela il faut prendre en considération le côté séduisant du marché de la Géorgie. Dans ce cas il faut bien estimer la place et le rôle du pays dans le marché économique mondiale.

---

<sup>127</sup> Rozeta Asatiani, "The Phenomenon of Globalization and Its Influence on National Economies (A Case Study of Georgia)", *Journal of Social, Political and Economic Studies*, The Caucasus & Globalization, Vol. 1 (3), 2007, p. 54

## A. MOUVEMENT D'INSERTION DE LA GEORGIE AUX RAPPORTS MARCHANDS

A présent, il existe deux tendances économiques mondiales. D'une part, sous l'influence du processus de mondialisation l'intégrité du marché mondial devient plus fort, d'autre part, l'intégration régionale se développe où l'approche et l'influence mutuelle des pays dans le cadre régional commencent son existence. Grâce à la mondialisation la communauté économique mondiale se transforme au système d'intégrité économique qui définit des «règles de jeux» pour des économies nationales.

Le rôle de chaque pays dans les relations internationales est défini grâce au niveau du développement de la situation politique et économique. Auparavant l'économie de la Géorgie était l'une des parties de l'économie nationale de l'URSS et fonctionnait pour ces intérêts. En Géorgie se développaient ces domaines de l'économie, pour qu'il y ait une demande des pays de la Conseil d'entraide économique (CEE)<sup>128</sup> et des pays de l'ex-URSS. C'était des branches de production du thé, du raisin, des fruits et du tabac, en même temps, de l'industrie lourde et alimentaire. Dans le domaine de l'industrie lourde, la Géorgie exportait seulement des produits séparés (des locomotives électriques, des avions militaires, des engrais azotés, des fils aciers). Seulement une petite partie de ces produits étaient exportés à l'étranger. Avec une telle structure de l'économie la Géorgie entièrement dépendait du système de commandement administratif<sup>129</sup>.

Après la désagrégation de l'Union soviétique, la Géorgie a pris la voie du cours indépendant dans la politique économique extérieure basée sur la formation et le développement de nouvelles relations économiques et le renforcement des positions du pays dans le système économique mondial. Pendant la formation du système économique extérieure qui a été formée en 1992, il fallait prendre en considération de règles suivantes :

---

<sup>128</sup> CEE a été une organisation d'entraide économique entre différents pays du bloc communiste. Créée par Staline en 1949 en réponse à l'Organisation de coopération économique européenne (OECE), il s'est dissout avec la chute de l'URSS en juin 1991.

<sup>129</sup> Vakhtang Burduli, "The role of globalization in reviving the economy of countries in transition (a case study of Georgia)", *Journal of Social, Political and Economic Studies, The Caucasus & Globalization*, Vol. 1 (3), 2007, p. 60

- 1) La république appartient aux pays avec l'économie de transition, a un bon territoire géographique et les avantages géopolitiques;
- 2) Depuis plusieurs ans existait sous le pouvoir de l'URSS – un grand territoire, des ressources riches, le gouvernement riche d'un point de vue économique et politique;
- 3) Pour la formation du modèle économique susnommé le gouvernement de la Géorgie a des conditions nécessaires de départ;
- 4) Le pays devait coopérer avec les organisations économiques internationales et avec les pays étrangers<sup>130</sup>.

Pendant le développement historique du gouvernement de la Géorgie, le pays était attiré aux relations internationales et développait les relations politiques et économiques avec plusieurs pays, qui définissent le rôle du pays dans le système de relations économiques internationales. Dans une étape actuelle de la mondialisation, le pays réalise des normes de la communauté européennes en se basant sur ses fondements nationaux et tente d'enrichir des nouveaux systèmes de relations internationales. La Géorgie réalise ses relations économiques sur la base bilatérale, ainsi que dans le cadre de l'intervention de l'Etat dans l'économie, coordonne la politique économique extérieure avec des organisations internationales compétentes (FMI, BM, OMC) la participation auxquelles lui donne une possibilité de recevoir la reconnaissance internationale, d'utiliser leur expérience des réussites de la stabilité de la macroéconomie, la réalisation des réformes et la recherche de la voie d'intégration dans l'économie mondiale<sup>131</sup>.

Dans les conditions de l'intégration progressive de l'économie de la Géorgie dans le système économique mondial, la politique de l'ouverture de l'économie nationale sur la région et le monde est sans alternatif pour la république. Vu que la Géorgie se trouve au carrefour de l'Europe et de l'Asie, ses conditions territoriales lui permettent à jouer un rôle de «pont» pour les importantes régions économiques.

---

<sup>130</sup> Iza Natelauri, "Georgia's external sector: current state and problems", *Journal of Social, Political and Economic Studies*, The Caucasus & Globalization, Vol. 1 (4), 2007, p. 68

<sup>131</sup> Ibid. p. 69

Tbilissi se positionne comme la capitale d'un gouvernement de transition, du couloir de transport de la mer Caspienne et de l'Asie centrale à la Turquie et aux pays de la région de la mer Noire. Comme une région clé entre l'Europe de l'Ouest et l'Asie centrale pour le transport du pétrole et du gaz, en même temps, des autres ressources, la Géorgie essaie activement d'entrer à la communauté économique mondiale<sup>132</sup>. C'est pourquoi le pays aspire à réaliser les conditions pour l'élargissement de ce potentiel. Avec l'intéressement international au couloir eurasien de transport, la Géorgie fonde ses espoirs d'intervenir à la coopération internationale, de même, recevoir l'assistance des organisations internationales, les pays donateurs, et en fin de compte, résoudre de ses problèmes économiques et politiques.

Notamment les facteurs économiques, y compris de tels composants importants, comme le pétrole de la mer Caspienne et les itinéraires de son acheminement, sont prédominant pour la survie, ainsi que pour l'intégration de la Géorgie dans l'économie mondiale intégrée. L'avantage essentiel est celle de disposition géographique et les partenaires extérieurs avec lesquels le pays a des relations économiques<sup>133</sup>.

## **B. ATTRAIT ECONOMIQUE ET POSSIBILITES DU PAYS DANS L'ECONOMIE MONDIALE**

Il est nécessaire de souligner que dans le monde entier chaque pays a ses propres fonctions et considérant de ce que combien la dernière est compatible avec les fonctions économiques internationales des autres pays, on définit le rôle du pays donné dans le processus d'intégration mondiale et le degré du développement de son économie.

Géographiquement, il existe deux schémas classiques dans le domaine des relations internationales (en même temps économiques) – «Est-Ouest» et «Nord-Sud»<sup>134</sup>. On estime qu'économiquement et du point de vue de la présence des institutions

<sup>132</sup> Vladimer Papava, "On the Special Features of Georgia's International Economic Function", *Central Asia and The Caucasus*, 2(14), 2002, p. 143-147

<sup>133</sup> Baadur Tsereteli, "Georgia's foreign economic relations: trends, priorities, and prospects", *Central Asia and The Caucasus*, No. 5(17), 2002, p. 150

<sup>134</sup> Vladimer Papava et Teimuraz Beridze, *Essais sur l'économie politique du capitalisme postcommuniste*, op.cit. p. 144-145

démocratiques plus ou moins perfectionnés, l'Ouest est plus développé, que l'Est. Sans doute, une telle représentation dans une certaine mesure porte le caractère conventionnel qui manifeste le plus évidemment à l'exemple du Japon, de la Corée et des autres pays voisins, selon lequel le niveau du développement économique dépasse plusieurs pays occidentaux<sup>135</sup>.

Le schéma «Nord-Sud» se caractérise par son efficacité, puisque les Etats Unis, le Canada et l'Europe du Nord sont plus développés (soit économiquement et soit en institutions démocratiques) que des pays qui se trouvent au Sud. La Russie, qui a besoin d'une série des reformes pour le développement des institutions et de l'économie du pays, «tombe» de ce schéma. Pour avoir la fonction économique internationale la Géorgie doit définir son lieu dans un des schémas donnés – «Nord-Sud» et «Est-Ouest»<sup>136</sup>.

Si l'Ouest dans son ensemble peut être considéré économiquement plus développé que l'Est, mais le dernier est plus riche pour ses ressources naturelles. Naturellement, à partir de la nécessité de l'obtention de l'équilibre de l'offre et de la demande selon les principes de l'économie de marché ouverte, la nécessité surgit de l'intensification des flux de transports bilatéraux dans le schéma «Est-Ouest», grâce auxquels de diverses ressources naturelles expédieront de l'Est à l'Ouest, mais de l'Ouest à l'Est - les produits finis de consommation ou d'usage professionnel de haute qualité. Autrement dit, les questions à l'ordre du jour, c'est la nécessité de la création un tel couloir de transport qui va relier l'Europe avec l'Asie, et qui, d'une part, sera la distance la plus courte (plus exactement, la plus économique) pour le lien de transport entre ces deux continents, mais, d'autre part, toutes choses égales d'ailleurs, sûr au maximum. La partie considérable notamment un tel couloir passe via le Caucase du Sud, en particulier, par deux pays - la Géorgie et l'Azerbaïdjan. Il faut aussi marquer ce que lors de la formation de n'importe quel couloir de transport il faut avoir en vue aussi l'expérience historique. L'exemple spectaculaire est la «Route de la Soie», sous les principes desquels a été créée une nouvelle «Route de la Soie»<sup>137</sup>.

---

<sup>135</sup> Ibid.

<sup>136</sup> Vladimer Papava et Teimuraz Beridze, op.cit.

<sup>137</sup> Eduard Shevardnadze, *Great Silk Route*. TRACECA-PETRA. Transport Corridor Europe-Caucasus-Asia. The Eurasian Common Market. Political and Economic Aspects, Tbilisi: Georgian Transport System, 1999 cité par Eldar Ismailov and Vladimer Papava, *Rethinking Central Eurasia*, Washington, D.C.: Johns Hopkins University-SAIS, 2010, p. 49

Dans le schéma «Nord-Sud» en ce qui concerne la Géorgie, tant la Russie à titre de «Nord» que les Pays islamiques à titre de «Sud» ont des différentes ressources riches<sup>138</sup>. Par conséquent, les échanges bilatéraux de marchandises en direction «Nord-Sud» possèdent une perspective définie, mais leur réalisation est liée à la résolution d'un tel problème aigu, comme le futur de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud sous le pouvoir de la Géorgie<sup>139</sup>. Puisque après l'intervention de la Russie en août 2008 à la Géorgie la scission entre les pays est pratiquement terminée : les relations diplomatiques étaient cessées au début de septembre 2008<sup>140</sup>. A ce compte-là, la réalisation du couloir de transport «Nord-Sud» dépend avant tout des procès politiques de la résolution du problème donné. Au bout du compte on peut voir que de ceux de deux schémas «Est-Ouest» et «Nord-Sud» le premier schéma est plus réalisable pour la Géorgie<sup>141</sup>.

### C. PIVOT DE CAUCASE DU SUD DANS L'ECONOMIE DE LA GEORGIE

#### 1. Azerbaïdjan-Géorgie-Turquie

Aujourd'hui, la Géorgie est un sujet actif de l'intégration économique régionale et internationale. La direction prioritaire de l'activité internationale est l'élargissement et le développement des relations diplomatiques et amicales approfondies avec des autres pays du monde. Le facteur essentiel qui définit la politique internationale de la Géorgie pour le XXIe siècle devient le pétrole Caspienne et sa voie de transport<sup>142</sup>. L'importante ressource stratégique de la Géorgie est sa position avantageuse géographique et la présence des ports de Poti et Batoumi au bord de la mer Noire que lui attache de l'importance clé dans la redistribution intergouvernementale des ressources hydrocarbonés et dans les projets de constructions des grandes lignes de

<sup>138</sup> Alexander Mukhin, Vladimir Mesamed, "The North-South international transportation corridor: problems and prospects", *Central Asia and The Caucasus*, In This Issue: Nation-Building, No. 1 (25), 2004, p. 146

<sup>139</sup> Vladimer Papava et Teimuraz Beridze, op.cit. p. 145

<sup>140</sup> "Georgia breaks off relations with Russia", Published: Friday, August 29, 2008 <http://www.nytimes.com/2008/08/29/world/europe/29iht-georgia.3.15746317.html> consulté le 27 mai 2010

<sup>141</sup> Vladimer Papava, "Georgia's Economic Role in the South Caucasus", *Problems of Economic Transition*, Volume 48, Number 4 / August 2005, p. 84-92

<sup>142</sup> Alexander Rondeli, "The South Caucasus: Pipeline Politics and Regional Economic Interests", in *The South Caucasus: Promoting Values through Cooperation. Seminar Report Series No. 20*, Helsinki, 12-15 May 2004. Rome: NATO Defense College, Academic Research Branch, p. 43-52

transport de pétrole et de gaz<sup>143</sup>. L'insertion de la Géorgie au projet complexe de transport du pétrole caspien contribue à la progression du pays sur l'avant-scène de la série d'Etats de l'étranger proche et lointain, favorisait les possibilités du passage du couloir de transport Eurasien par le territoire de la république «Europe-Caucase-Asie» (TRACECA), sans aucun doute, d'être intégré de façon encourageante à l'économie mondiale<sup>144</sup>.

La Géorgie est un lien relais des Etats du Caucase du Sud, une base des voies de communication énergétique et de transport. L'importance de transit est conditionnée par les possibilités de l'exportation hydrocarbures extrait de la mer Caspienne au marché occidental<sup>145</sup>. Et c'est pour ce fait que la Géorgie tâche de prendre sa place dans le processus de mondialisation, adéquat à la stratégie géopolitique. De ce fait qu'on pose déjà les fondements du couloir. A la lumière du projet du couloir de transport «Europe-Caucase-Asie» (TRACECA), la Géorgie acquiert une fonction très importante économique internationale, puisqu'elle devient une partie considérable de ce couloir. C'est pourquoi, elle est examinée déjà pour les investisseurs stratégiques comme un pays qui mérite l'attention, du fait que l'efficacité des investissements effectués en Géorgie n'est plus définie aux échelles du marché de la Géorgie, où même de tout le Caucase du Sud, puisque, en tenant compte de l'artère de transport, on peut considérablement élargir ces échelles en même temps dans deux directions - l'Europe et l'Asie. Le transport et le secteur de l'énergie sont les sphères où les résultats de la coopération successive et effective régionale sont considérables et plus réels. Les projets effectués dans la région de la mer Noire, comme Bakou-Tbilissi-Ceyhan, Bakou-Tbilissi-Erzeroum, Bakou-Tbilissi-Soupsa ainsi que le projet de chemin de fer réalisé actuellement Bakou-Tbilissi-Kars, ont rapproché sans précédent entre eux-mêmes les pays de la région. Ces projets se rapportent aux facteurs notables de l'intensification du mouvement intégrationniste, des relations intergouvernementales, qui facilitent l'élargissement de la coopération économique de la Géorgie avec le monde extérieur. Ce que le plus important pour l'Ouest, c'est qu'on peut s'introduire sur les riches ressources hydrocarbonés de l'Asie centrale (la

---

<sup>143</sup> Archil Gegeshidze, "Georgia's Function as a Transit Country and Sustainable Development", Georgia National Assessment Report for Sustainable Development, Johannesburg Summit 16 August-4 September 2002 [http://www.johannesburgsummit.org/html/prep\\_process/natlassessrep.html](http://www.johannesburgsummit.org/html/prep_process/natlassessrep.html)

<sup>144</sup> Ibid.

<sup>145</sup> Vladimer Papava, "Formation and Development of the "Caucasian Tandem", *Azerbaijan Focus*, Vol. 1 (1), June-August, 2009, p. 83-91

Turkménie, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan) seulement par le territoire du Caucase du Sud. Particulièrement, sous ces buts on plane la construction du gazoduc Nabucco qui va passer de la mer Caspienne, des territoires de l'Azerbaïdjan, via la Géorgie et la Turquie à l'Europe. L'approfondissement de la coopération économique et la mise en œuvre réussie déjà des projets de transports et énergétiques régionaux communs, tels que l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan et le gazoduc Bakou-Tbilissi- Erzeroum, sont d'une importance stratégique pour les trois pays<sup>146</sup>.

Pratiquement, dès le début de la naissance de l'idée de l'acheminement des hydrocarbures Caspiens vers l'Ouest, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie avec le soutien considérable des Etats-Unis et de l'UE présentaient effectivement une équipe<sup>147</sup>. La Géorgie espère en l'amélioration de l'état économique à l'aide de la Turquie, compte sur son aide pour l'intégration aux structures Nord Atlantiques. Cela correspondait tout à fait aux buts de Washington et Bruxelles dans la région :

- 1) La prévention de la position de monopole de la Russie dans la région;
- 2) Le soutien des sociétés occidentales à l'investissement de la région<sup>148</sup>.

Cependant, les pays avancés du monde en observant le processus du développement dans le Caucase du Sud se mettent en position d'attente. Le point de vue répandu est ce que le Caucase du Sud est le «point gelé », mais plutôt «chaud», qui ne possède pas la stabilité suffisante politique et économique pour attirer activement les partenaires économiques<sup>149</sup>.

Il faut indiquer que l'Azerbaïdjan et la Géorgie ne sont pas des concurrents dans la région du Caucase du Sud. Parce que l'Azerbaïdjan a du pétrole et du gaz et la Géorgie a le passage maritime et est la voisine de la Turquie. Tout cela est expliqué par ce que l'Azerbaïdjan et la Géorgie ne peuvent pas être concurrents, au contraire,

---

<sup>146</sup> The Energy Sector and Georgia's Function as a Transit State after the Russian-Georgian Armed Conflict in August, Transparency International Georgia October 20, 2008

<sup>147</sup> Jan Kalicki, "Caspian Energy at the Crossroads" // *Foreign Affairs*, Council on Foreign Relations, Vol. 80, No. 5 (Sep. - Oct., 2001), p. 122

<sup>148</sup> Владимир Папава, *Центральная Кавказия: Основы Геополитической Экономики* (Vladimer Parava, *Caucase central: la base de l'économie géopolitique*), Аналитические Записки № 1, 2007, p. 40

<sup>149</sup> Владимир Папава, "О формировании экономической системы на Южном Кавказе" (Vladimer Parava, "La formation du système économique dans le Caucase du Sud"), *Obshchestvo i ekonomika*, p. 161

ils sont des partenaires stratégiques et économiques. La Géorgie est intéressée au passage de la transportation du pétrole et du gaz par son territoire qui entre aussi aux intérêts de l'Azerbaïdjan et dans ce cas tous les produits vont passer de l'Est à l'Ouest. Aujourd'hui, la Géorgie laisse à l'Azerbaïdjan les meilleures possibilités d'exportation d'énergie aux marchés occidentaux à la bande de la Russie. Le même concerne aussi les grandes voies de communication ferroviaires qui mène à la mer Noire et la Turquie. La Géorgie gagne économiquement comme le pays-transit et de plus, réduit sa dépendance énergétique de la Russie<sup>150</sup>.

Pratiquement, la réalisation des plusieurs potentiels est un grand problème parce que sa résolution dépend de plusieurs facteurs politiques. Par exemple, l'Arménie qui possède pas mal potentiel au sujet des transports internationaux, pour le moment, ne participe pas dans les projets de transport et de communication qui sont réalisés dans le Caucase. A cause de sa politique d'expansion contre les territoires de l'Azerbaïdjan et à cause de ses prétentions territoriales à l'encontre des pays voisins l'Arménie ne participe pas dans plusieurs projets régionaux<sup>151</sup>.

## 2. Etats-Unis

Après la «Révolution de Rose» et l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Saakachvili en 2003, la Géorgie a fait le choix stratégique-pro-occidental en direction d'une coopération plus étroite avec l'Occident, tandis que les relations avec la Russie ont commencé à se détériorer. La Géorgie est intéressée au renforcement maximal des positions de l'Union européenne et à la présence des intérêts économiques des Etats-Unis dans la région, car ils ont une grande importance au processus du développement d'intégration de la Géorgie dans l'économie mondiale.

Les Etats-Unis qui ont annoncé la région de la Caspienne et du Caucase du Sud la «zone de ses intérêts vitaux», encourage par tous les moyens l'aspiration de l'administration géorgienne à utiliser de «nouveau fonction géopolitique» de la

---

<sup>150</sup> Vladimer Papava, "Formation and Development of the Caucasian Tandem", op. cit. p. 88

<sup>151</sup> Теймураз Беридзе, Эльдар Исмаилов, Владимир Папава, *Центральный Кавказ и Экономика Грузии* (Teimuraz Beridze, Eldar Ismailov et Vladimer Papava, *Caucase Central et l'Economie de la Géorgie*), Nurlan, Baku, 2004, p. 23-29

Géorgie pour l'entrée dans la communauté internationale à l'aide des Etats-Unis et des autres pays de l'Ouest<sup>152</sup>. Sur la base de la convergence des intérêts politiques et économiques, la Géorgie et les Etats-Unis coopèrent étroitement dans la promotion de projets régionaux et subrégionaux - les oléoducs et les gazoducs transcasiens. La stratégie américaine dans la région peut être caractérisée comme une pluralité de pipelines, qui signifie l'addition des nouveaux projets aux pipelines existants<sup>153</sup>. Néanmoins, les intérêts des Etats-Unis en Géorgie ne sont épuisés que par les intérêts du caractère énergétique. L'objectif des Etats-Unis consiste aussi à soutenir l'élimination des traits de l'économie de l'ex-URSS, le développement de l'économie de marché et le secteur privé, la création des bases solides pour la croissance économique, l'adoption des normes juridiques, la résolution des problèmes sociaux et écologiques, même la garantie de l'obtention des profits de la mise en valeur des ressources énergétiques et des grandes routes d'exportation ramifiées<sup>154</sup>. L'élément important du renforcement de l'influence des Etats-Unis est la réalisation du programme commun de l'accélération des transformations structurales en Géorgie, se réalisant depuis 1999 et qui prévoit l'aide consultative, technique et financière selon cinq directions prioritaires :

- 1) La lutte avec la corruption;
- 2) L'amélioration de la fiscalité;
- 3) La privatisation de telles sphères, comme l'énergie, le transport;
- 4) La réforme agraire (enregistrement);
- 5) L'assistance au développement de petites et moyennes entreprises<sup>155</sup>.

Aujourd'hui, la coopération entre les Etats-Unis et la Géorgie continue à être intensifiée. Les Etats-Unis est un principal investisseur des capitaux privés à l'économie géorgienne. C'est notamment l'USAID qui exerce une activité dans la distribution et l'utilisation de l'aide américaine en Géorgie. L'objectif principal de l'utilisation des investissements est orienté vers la formation d'une structure de la

---

<sup>152</sup> Mark Simakovsky, "Grand strategy in the Tran-Caucasus: the U.S.-Russia-Georgia tringle", *International Affairs Review*, Volume 14, No.1. Spring 2005, p. 28-29

<sup>153</sup> Necdet Pamir, "Is There a Future of the Eurasian Corridor?" *Insight Turkey*, 2000, Vol. 2, No. 3, p. 31-44

<sup>154</sup> Steven Mann, "Caspian Futures", in Jan Kalicki and Eugene Lawson (Eds), *Russian-Eurasian Renaissance? U.S. Trade and Investment in Russia and Eurasia*, p. 147-156

<sup>155</sup> "О грузино-американских отношениях" ("Les relations entre la Géorgie et les Etats-Unis") <http://polpred.com/?cnt=47&art=8693> consulté le 20 mars 2010

Géorgie. Les Etats-Unis aident aussi à l'élaboration de la doctrine militaire de la Géorgie et la réformation de ses forces armées selon les standards de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), aussi à la préparation des hommes de guerres. Parce que, le rapprochement de la Géorgie avec l'OTAN est le point particulier de la coopération. Les efforts de l'OTAN pour insérer la Géorgie ont commencé en 1992 après que la Géorgie a adhéré au Conseil de coopération nord-atlantique (CCNA), rebaptisé le Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA) en 1997<sup>156</sup>. Mais à cause de l'opposition violente de la Russie la Géorgie ne pouvait pas devenir membre de l'OTAN jusqu'ici. Au fond, l'aspiration de la Géorgie à devenir membre de l'OTAN et la présence Américaine militaire dans la région sont de principaux problèmes entre Tbilissi et Moscou.

La tendance des Etats-Unis à influencer la situation en Géorgie, dans le Caucase du Sud et dans la région Caspienne est expliquée en tout par l'aspiration à évincer la Russie d'une région stratégiquement importante du monde se trouvant dans la proximité directe de ses frontières. Avec le temps, il est plus évident que les tentatives actives de la fixation en Géorgie des forces du bloc euro-atlantique sont le résultat de la politique géostratégique globale projetée par les Etats-Unis. Avant tout, elle est axée sur l'affaiblissement de la position de la Russie dans cette région<sup>157</sup>. Cependant, beaucoup plus simplement de ce point de vue que le but de toute la politique autour de la Caspienne est indiqué dans le livre de Zbigniew Brzezinski «Le Grand Échiquier» - avoir le contrôle absolu sur le continent eurasienn<sup>158</sup>.

---

<sup>156</sup> "NATO's Relations with Georgia", <http://www.nato.int/issues/nato-georgia/index.html> consulté le 20 mars 2010

<sup>157</sup> Vladimer Papava, "Comparative advantages of the Central Caucasian countries: potential, realized, and missed opportunities", *Journal of Social, Political and Economic Studies*, The Caucasus & Globalization, Vol. 1 (1) 2006, p. 104

<sup>158</sup> Zbigniew Brzezinski, *The Grand Chessboard: American Primacy and Its Geostategic Imperatives*, Washington, D.C., April 1997, p. 21

### 3. Union Européenne

A la différence des Etats-Unis, l'Union européenne ne fait pas l'accent sur la sphère militaire-politique, au contraire, elle accentue plutôt sur la sphère socio-économique. Les éléments principaux du partenariat de l'UE avec la Géorgie sont la fidélité au droit international, aux droits de l'homme et à l'économie de marché<sup>159</sup>.

L'UE encourageait la Géorgie par l'élargissement des privilèges pour que la dernière emprunte ses valeurs politiques. Cela, à son tour, mène à l'augmentation de l'importance de Bruxelles dans la stratégie politique étrangère de Tbilissi. Le 22 juin 1996 la Géorgie et l'UE ont signé un Accord de partenariat et de coopération (APC)<sup>160</sup>, qu'il n'est entré en vigueur que le 1 juin 1999<sup>161</sup>. L'accord comportait le programme le plus important d'assistance technique (TACIS) par l'UE. L'essentiel c'est ce que l'accord prend en considération une transition progressive des relations bénéficiaires aux coopérations partenaires à dettes bilatérales. Dans le cadre de cette coopération quelques projets de l'UE ont été réalisés en Géorgie, notamment les programmes en sécurité alimentaire, d'aide financière à part et du projet de réhabilitation, dont l'objectif étaient le soutien du règlement des conflits courants dans la région d'Ossétie du Sud et dans l'Abkhazie. A titre de la priorité du programme on examine le développement de la route transitaire entre la mer Noire et la mer Caspienne, entre l'Asie centrale et les pays Caucasiens en vue de l'utilisation optimale des grandes voies de communications<sup>162</sup>.

D'ailleurs, l'UE prend une part active au développement de la coopération régionale dans le Caucase du Sud. La priorité principale de la politique caucasienne de l'UE dans la sphère socio-économique est le développement de l'économie de marché et l'amélioration du climat d'affaires, qui sont attractives pour les investisseurs européens. Dans ce contexte on attache beaucoup d'importance de tels projets,

---

<sup>159</sup> Юлия Кудряшова “Государства Южного Кавказа в Европейской Политике” (Yulia Kudryasheva, “Les pays du Caucase du Sud dans la politique européenne”), *Analiticheskie Zapiski MGIMO*, 2008 Issue 6, p. 33

<sup>160</sup> Ali Faik Demir, *Türk Dış Politikası Perspektifinden Güney Kafkasya*, Bağlam yay. İstanbul, 2003, p. 159

<sup>161</sup> Independent International Fact-Finding Mission on the Conflict in Georgia, Report, Volume II, p. 51

<sup>162</sup> Григол Катамадзе “Грузия на пути в Европу” (Griogol Katamadze, “La Géorgie sur le chemin de l'Europe”), *Zerkalo Nedeli* № 20 (344) 26 mai — 1 juin 2001 <http://www.zn.ua/1000/1600/31155/> consulté le 7 avril 2010

comme TRACECA et INOGATE (le projet intergouvernemental de gazoducs et d'oléoducs), dont la réalisation favorise l'affermissement du rôle du pays dans le projet global du couloir transcaucasien<sup>163</sup>. En finançant grandement TRACECA, l'UE se fixe pour objectif les suivantes :

- 1) Soutenir politiquement et économiquement de nouveaux Etats indépendants;
- 2) Donner pour les pays l'accès alternatif au marchés européens et asiatiques;
- 3) Favoriser leur développement par le perfectionnement des systèmes de transport;
- 4) Utiliser le projet comme un catalyseur de la mobilisation du capital des IFI à l'économie de ces pays;
- 5) Relier les itinéraires TRACECA au réseau de transport de l'Europe<sup>164</sup>.

En même temps, la région du Caucase du Sud est importante pour l'Europe pour ses projets énergétiques. Les perspectives de l'augmentation considérable de l'extraction du pétrole dans le bassin de la mer Caspienne, l'augmentation notable de son rôle dans l'alimentation énergétique mondiale prédéterminent l'intérêt particulier de l'Europe pour cette région. L'objectif du programme de l'UE INOGATE est l'assistance technique au maintien en bon état de marche et de la gestion des oléoducs et gazoducs, et aussi l'étude approfondie des nouvelles voies de l'acheminement du pétrole de la Caspienne à l'Europe<sup>165</sup>.

Du point de vue économique Tbilissi n'a pas l'importance stratégique pour Bruxelles comme le fournisseur des matières premières ou le marché de la consommation. Cependant la Géorgie est le pont pour le commerce et la communication entre le Caucase, l'Asie centrale et l'Europe. En outre, la diversification des approvisionnements des ressources énergétiques est l'une des tâches essentielles de l'UE. Grâce à la disposition géographique, la Géorgie est capable d'aider à la réalisation de ce problème. La plupart des voies de transition, en passant par ce pays, peuvent contourner les «Etats instables» et assurer l'accès direct de l'Europe aux ressources de l'Asie centrale et de la mer Caspienne. Ainsi, la Géorgie est capable de

---

<sup>163</sup> Dov Lynch, *Why Georgia matters*, Chaillot Paper, EU Institute for Security Studies - n°86, February, Paris 2006, p. 60

<sup>164</sup> Edvard Vasilevich Rtveladze, "The new realities of the Great Silk Road", *Pravda Vostoka*, 15 December 2005 <http://rustammirzaev.com/review/review14e.php> consulté le 7 avril 2010

<sup>165</sup> Yulia Kudryasheva, op.cit. p. 32

devenir une des artères principales de transport alternatives. A son tour, elle aspire à devenir un pays de transition dans le but de la réalisation du profit économique et de la résolution de ses problèmes énergétiques<sup>166</sup>.

En outre, l'UE est un principal partenaire commercial occidental de la Géorgie et une source des capitaux à placer. Dès le moment de la déclaration de l'indépendance, le programme TACIS contribue à la transformation du pays vers l'économie de marché, en premier lieu, assistait la réalisation des réformes législatives et soutenait la Géorgie dans l'entrée à l'OMC. Ainsi, le programme de sécurité alimentaire dans le cadre du TACIS (de 1992 à 2002) est devenu un outil important pour soutenir les réformes dans l'agriculture, la sécurité sociale et la gestion des finances publiques<sup>167</sup>. Cependant, Bruxelles a rejeté la tentative de Tbilissi de créer à un rythme accéléré la zone de libre-échange entre l'UE et la Géorgie. Le prétexte formel du côté de l'UE était la nécessité d'amélioration considérable des standards de l'industrie alimentaire en Géorgie et la mise en application des certificats spéciaux d'exportations du modèle européen. Il est évident que dans la sphère économique l'UE s'intéresse à la Géorgie à titre d'un pays de transition et partiellement comme l'espace pour les investissements. Mais, l'UE ne s'est pas intéressée à l'approfondissement de l'intégration économique avec la Géorgie en raison du développement insuffisant de l'économie du pays, de l'absence des secteurs industriels porteurs et des sources de matières premières naturelles.<sup>168</sup>

A partir de 2004, le gouvernement du pays fait une large place à la coopération de la Géorgie avec les organismes économiques et politiques européens. Afin de se rapprocher avec l'UE, la Commission européenne et le Conseil de coopération géorgien ont approuvé le Plan d'action de la politique européenne de voisinage en novembre 2006. En approuvant ce plan, l'UE offre à la Géorgie une étroite collaboration politique et de sécurité, économique et culturelle, ainsi que d'autres questions<sup>169</sup>. Le Plan d'action de la politique européenne de voisinage (PEV) renforce le développement durable des conditions de l'activité commerciale et l'amélioration

---

<sup>166</sup> Ibid. p. 34

<sup>167</sup> Independent International Fact-Finding Mission on the Conflict in Georgia, Report, op. cit.

<sup>168</sup> Mark Leonard and Charles Grant, "Georgia and the EU: Can Europe's neighborhood policy deliver?", *Centre for European Reform*, Policy Brief

[http://www.cer.org.uk/pdf/policybrief\\_georgia\\_sept05.pdf](http://www.cer.org.uk/pdf/policybrief_georgia_sept05.pdf) consulté le 24 août 2009

<sup>169</sup> Davit Narmania, Shota Murgulia (Eds), "EU, European Neighbour Policy and Georgia", *Centre for Strategic Research and Development*, Bulletin No. 102, 2007, p. 7-12

du climat d'affaires<sup>170</sup>. La réalisation de la PEV a été suivie par la signature de l'Accord de Partenariat Oriental en 2009, qui a ouvert de nombreuses perspectives pour la Géorgie vers l'UE. L'Europe reconnaît les défis potentiels ou actuels de la sécurité énergétique et consacre beaucoup d'attention aux sources d'énergies alternatives<sup>171</sup>. Ainsi, la source d'énergie de la mer Caspienne et la Géorgie, en tant que pays de transit potentiel dans la transportation des ressources énergétiques à l'Europe, sont au centre des intérêts croissants de l'UE. Cet intérêt est devenu plus vif après la construction de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan et des projets pétroliers du Caucase du Sud. D'autre part, l'UE continue d'être l'une des principaux donateurs humanitaires pour la Géorgie. Toutefois, les conflits territoriaux et les relations non résolus avec la Russie sont les obstacles principaux pour la reprise de l'économie. En évitant une implication directe dans la résolution des conflits militaires, l'UE a contribué au financement, en prenant la préservation de l'intégrité territoriale de la Géorgie et en intensifiant sa pénétration sur le territoire de la Géorgie, aspire à la fixation de sa présence dans le Caucase du Sud<sup>172</sup>.

#### 4. Russie

Depuis son indépendance, la Géorgie a eu des aspirations à s'intégrer à l'Occident. Ces aspirations et les efforts sont devenus plus apparentes après le gouvernement pro-occidental, dirigé par Mikhaïl Saakachvili, arrivé au pouvoir après la «Révolution de Rose» à la fin 2003. Les relations économiques, politiques et militaires de la nouvelle administration de Tbilissi avec les Etats-Unis ont augmenté jusqu'à présent. En conséquence, au cours des dernières années, les relations de la Géorgie avec la Russie est devenue plus tendue.

La Russie est un acteur important sur la scène internationale avec sa puissance économique et politique croissante en raison de la hausse du prix du gaz sur les marchés internationaux. Les ressources énergétiques sont devenues un instrument de

---

<sup>170</sup> Licinia Simão and Maria Raquel Freire, "The EU's neighborhood policy and the South Caucasus: unfolding new patterns of cooperation", *Caucasian Review of International Affairs*, Vol. 2 (4) – autumn 2008, p. 54-57

<sup>171</sup> Davit Narmania, "Economic Policy in Georgia: Liberalization, Economic Crisis and Changes", *Turkish Policy Quarterly* 8, No. 2, 2009, p. 119

<sup>172</sup> Ibid.

sanction important pour la politique étrangère russe, autant que l'Europe a commencé à chercher de nouveaux itinéraires énergétiques en évitant la Russie. De ce point de vue, le gaz et le pétrole caspiens sont devenus extrêmement important comme l'équivalent des ressources russes. Les deux nouveaux pipelines, Baku-Tbilissi-Ceyhan et Bakou-Tbilissi-Erzeroum, ont revêtu une grande importance pour l'Europe. Les deux pipelines passaient via la Géorgie, et cela a fait le pays plus stratégique que jamais<sup>173</sup>.

La «Révolution de Rose» a été une étape importante pour les relations russo-géorgiennes. Depuis lors, la Géorgie a laissé les relations traditionnelles modérées avec Moscou et a tourné entièrement vers l'Ouest. A cause des efforts du gouvernement de Tbilissi pour se joindre au camp Occidental, la Russie s'est évidemment inquiétée de l'influence croissante de l'Ouest dans la région. Les relations entre les deux pays ont commencé à être tendues en mars 2006 quand la Russie a introduit des sanctions économiques contre la Géorgie. Une interdiction totale sur l'importation en Russie d'eau minérale et de vins de Géorgie a été imposée et pour lesquels la Russie a toujours été le principal marché traditionnel<sup>174</sup>. Ces sanctions ont été un coup dur porté aux agriculteurs géorgiens qui n'ont pas été en mesure de rediriger leurs produits vers les marchés d'autres pays. Dans les mois qui suivent, la Russie a arrêté ses livraisons de gaz naturel à destination de la Géorgie<sup>175</sup>. 2008 fut l'année où les relations tendues existant entre la Russie et la Géorgie ont remonté au plus haut niveau. Cette controverse a pris fin avec la guerre en Ossétie du Sud en 2008. En raison du conflit armé russo-géorgien du mois d'août 2008, la Géorgie a rompu ses relations diplomatiques avec la Russie<sup>176</sup>. Seules les relations consulaires sont maintenues. Mais après trois ans de fermeture, la frontière terrestre est rouverte en 2010 avec la Russie. Ce poste-frontière, appelé gorge de Darial en Géorgie, est le seul point de passage entre les deux pays qui ne se trouvent pas dans les régions séparatistes géorgiennes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie<sup>177</sup>.

---

<sup>173</sup> Archil Gegeshidze, *Georgia in the Wider Europe Context: Bridging Divergent Interpretations*, International Policy Fellowships, 2006, p. 7-10

<sup>174</sup> "Russia and Georgia: relations are still tense Georgian", Georgian Foundation of Strategic and International Studies - <http://www.gfsis.org> 2 October 2006

<sup>175</sup> James Traub, "Taunting the Bear", *The New York Times*, <http://www.nytimes.com/2008/08/10/weekinreview/10traub.html?pagewanted=3&sq=ossetia&st=nyt&scp=12> consulté le 26 mars 2010

<sup>176</sup> "Georgia breaks off relations with Russia", op.cit.

<sup>177</sup> "Russie et Géorgie rouvrent leur frontière", 01/03/2010

#### D. ORGANISATIONS INTERNATIONALES DANS LE PROCESSUS D'INTEGRATION ECONOMIQUE DE LA GEORGIE

L'avancement économique du pays est défini par le degré de son intégration à la communauté mondiale. A partir d'août 1991, après la proclamation de son indépendance, la Géorgie est devenue le membre à part entier de la communauté internationale et a déjà établi les relations avec plusieurs organisations internationales du monde. Aujourd'hui, le renforcement des échanges économiques internationaux revêt une grande importance pour la Géorgie, c'est pour cela que les problèmes d'intégrations sont actuels pour le pays.

##### 1. Organisation Mondiale du Commerce

Il est possible que l'entrée dans l'OMC en 2000<sup>178</sup> fût le succès le plus élevé de la Géorgie dans le domaine de l'intégration économique internationale. Le processus de l'adjonction à cette organisation économique était long et durable, accompagné par la multitude de négociations et de procédures. Elle a présenté une demande d'accession à l'OMC le 3 juillet 1996 afin d'entamer des négociations avec le Groupe de travail de l'OMC quant aux conditions de son accession. Ces négociations ont porté sur tous les domaines couverts par les règles de l'OMC ainsi que sur les engagements en matière d'accès aux marchés, tant pour les marchandises que pour les services. En 1996, la Géorgie a reçu le statut de l'observateur qu'était nécessaire pour avoir pris connaissance du système des relations commerciales dans le cadre de l'OMC<sup>179</sup>. Mais au début de 1997 le gouvernement de la république a présenté le Mémorandum sur la politique étrangère qui a témoigné la volonté de l'économie à la réformation pour la conformité aux standards de l'organisation commerciale<sup>180</sup>. Il faut noter que pour le pays, qui a existé une longue période de temps dans le cadre du système de commandement administratif et a pris la voie de transition vers l'économie de marché il n'y a pas longtemps, il était très difficile de réaliser la réformation de la base

---

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2010/03/01/01011-20100301FILWWW00380-russie-et-georgie-rouvrent-leur-frontiere.php> consulté le 26 mars 2010

<sup>178</sup> Georgia's Accession to the WTO, ICTPL Georgia

<http://www.intracen.org/btp/b4d/events2007/georgia2.pdf> consulté le 30 décembre 2009

<sup>179</sup> [http://www.wto.org/english/news\\_e/pres00\\_e/pr182\\_e.htm](http://www.wto.org/english/news_e/pres00_e/pr182_e.htm) consulté le 24 décembre 2009

<sup>180</sup> Georgia and WTO

[http://www.mfa.gov.ge/index.php?lang\\_id=ENG&sec\\_id=548&month=03&year=2010](http://www.mfa.gov.ge/index.php?lang_id=ENG&sec_id=548&month=03&year=2010) consulté le 24 décembre 2009

législative et juridique et former les mécanismes correspondants de la gestion, qui satisferaient les pays-participants. Les règles élaborées dans le cadre GATT<sup>181</sup> et OMC étaient modifiées pendant 50 ans. Donc, les critères présentés aux pays prétendant à l'adhésion à l'organisation sont très sévères. Cependant, en 2000 le Parlement de la Géorgie a ratifié le Protocole de l'adjonction à l'accord de Marrakech et en effet le pays est devenu membre à part entière de l'OMC<sup>182</sup>. L'entrée à cette alliance économique internationale la plus importante est le premier pas en voie d'un nouvel ordre économique.

Le fait d'entrée du pays dans l'OMC est considéré par la dernière comme un succès de la Géorgie dans les réformes économiques effectuées qui a une grande importance pour la poursuite de l'intégration au système des relations économiques internationales et donne la possibilité de défendre ses intérêts économiques aux marchés internationaux<sup>183</sup>. Avec cela, la Géorgie a reçu la chance d'utiliser effectivement le potentiel de transit, ainsi qu'attirer les investissements étrangers qui sont indispensables pour le pays. Tout cela pourra contribuer dans peu de temps à la constitution accélérée de l'économie du pays et l'augmentation du bien-être de la nation. Dans une étape donnée de son développement, la Géorgie, s'assurant du soutien de l'OMC, en effet a la possibilité d'être bien placé sur le système du marché internationale, et à la base des particularités géographiques et révéler les avantages réels économiques devant les autres pays.

## **2. Organisation de coopération économique de la mer Noire**

Il est nécessaire de dire que la Géorgie, malgré les complexités politiques existées (les conflits d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud), ne s'est pas du tout isolée du reste du monde. Premièrement, la Géorgie est membre de l'Organisation de coopération économique de la mer Noire (OCEMN). Cette organisation économique internationale et régionale est instituée le 25 juin 1992 à Istanbul en rapport avec

---

<sup>181</sup> Le General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) en français Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, signé le 30 octobre 1947, était un accord multilatéral de libre-échange qui globalement est censé faire baisser les prix pour les consommateurs, mieux utiliser les facteurs de production, favoriser l'emploi dans les secteurs où chaque pays détient un avantage comparatif.

<sup>182</sup> Nouvelles : Communiqué De Presse 2000, *La Géorgie devient membre de l'OMC*, PRESS/182 14 juin 2000, [http://www.wto.org/french/news\\_f/pres00\\_f/pr182\\_f.htm](http://www.wto.org/french/news_f/pres00_f/pr182_f.htm) consulté le 14 janvier 2010

<sup>183</sup> Ibid.

l'acceptation de la Déclaration définissant les buts principaux de l'OCEMN : la coopération économique plus étroite des pays-participants, la libre circulation des marchandises, des capitaux, des services et de main-d'œuvre et l'intégration des économies de ces pays au système économique mondial. L'Azerbaïdjan, l'Albanie, la Bulgarie, l'Arménie, la Grèce, la Géorgie, la Moldavie, la Roumanie, la Russie, la Serbie, la Turquie et l'Ukraine sont les membres de l'OCEMN<sup>184</sup>.

L'Alliance Economique de la mer Noire, quoique possède de grandes perspectives, en tant qu'une nouvelle formation intergouvernementale régionale ne possède pas le degré nécessaire de l'intégration et de l'activité des relations pour exercer une influence essentielle sur le développement économique des Etats-membres. En considération d'une large composition, la communauté se heurte aux problèmes de la divergence des intérêts des Etats-membres que fait impossible l'acquisition des positions communes.

### **3. Communauté des Etats Indépendants**

En même temps, Il est clair que le caractère des processus économiques et d'intégrations au Caucase du Sud est défini par la corrélation globale. De ce point de vue, la Géorgie, ayant reçu l'indépendance à la suite de la désagrégation de l'URSS, en 1993 se trouva intégré de vive force à la CEI – l'organisation politique du type eurasienn, dominée politiquement par la Russie.

Fondée en 1991 par le Traité de Minsk, la CEI comprenait onze républiques de l'ancienne URSS (Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizistan, Moldavie, Ouzbékistan, Russie, Tadjikistan, Turkménistan et Ukraine) et fait figure de projet instrument de la prolongation de l'influence russe sur ces pays. A cause du soutien par Moscou des mouvements séparatistes en Abkhazie et Ossétie du Sud à l'intérieur de la Géorgie, la Géorgie était obligée de chercher au courant de presque vingt ans les alliés parmi les pays de la communauté de l'Atlantique Nord, en tentant

---

<sup>184</sup> Тарас Данько, "Процессы экономической интеграции в Черноморском регионе" (Taras Danko, "Les processus d'intégrations économiques dans la région de la mer Noire" <http://www.edc.spb.ru/conf2002/danko.htm> consulté le 24 décembre 2009

de conserver les relations avec l'Europe, pour ne pas être dépendante de la Russie<sup>185</sup>. Néanmoins, avec l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Saakashvili la Géorgie a rudement changé le vecteur de politique étrangère et est devenue le conducteur des intérêts occidentaux dans le Caucase du Sud. En somme, après les événements d'aout 2008, Tbilissi a accepté la décision pour sortir de la CEI sous le prétexte que la Russie a accepté l'indépendance de l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud (2008)<sup>186</sup>. Comme on le sait, la Géorgie est entrée à la CEI en 1994 en tant que le dernier pays-membre. A l'époque, Tbilissi réellement comptait que la coopération dans le cadre de la CEI aura résolu le problème avec l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud qui ont déjà réclamé leur indépendance<sup>187</sup>.

Cependant, il convient de noter qu'au milieu de 1990 se sont dessinées deux variantes du développement de la CEI. Premièrement - la suite des tentatives de la préservation de l'intégration dans le cadre de toute la Communauté. Deuxièmement - le développement de la coopération subrégionale des groupes des Etats qui ont effectivement les intérêts communs dans la sphère économique et politique. Notamment, le GUAM a été annoncé comme l'un de telles associations<sup>188</sup>.

#### 4. GUAM

En octobre 1997, au cours du sommet des chefs des Etats de l'UE, les présidents de la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie ont signé le Communiqué commun à Strasbourg sur la création de l'union GUAM. Les termes géopolitiques de la formation et du développement du GUAM ont prédéterminé le statut spécifique de l'union d'intégration sur l'arène internationale. Le nom de l'organisation était donné selon les premières lettres des Etats-membres. Durant la période 1999-2005 elle s'est

<sup>185</sup> Александр Буров, "Политическая интеграция стран Южного Кавказа : проблемы и перспективы" (Aleksandr Burov, "L'intégration politique du Caucase du Sud : problèmes et perspectives") *Jurnal nauchnix publikachiy aspirantov i doktorantov*, 2008 <http://www.jurnal.org/articles/2008/polit14.html> consulté le 24 décembre 2009

<sup>186</sup> Ruslan Chigoev, "Georgia – CIS: never say never" *Georgia Times*, 19 January 2010 <http://www.georgiatimes.info/en/articles/29380.html#> consulté le 19 mars 2010

<sup>187</sup> Eta Tkeshelashvili, *Georgia : Building a European State in the Caucasus*, Ceri Strategy Papers, N° 3 – Séminaire Stratégique du 5 mai 2009

<sup>188</sup> Алла Язькова, "Саммит ГУАМ – намеченные цели и возможности их реализации" (Alla Yazikova, "Sommet GUAM- les objectifs fixés et leur faisabilité") *Evropeyskiy bezopastnost: sobitia, ochenki, prognozi*, RAN, 2005, p. 10-13

appelée le GOUAM - l'Ouzbékistan y a rejoint, mais quelque temps après, ce dernier annonce son retrait du bloc en raison de la politisation et inefficacité<sup>189</sup>.

L'orientation vers les structures européennes et internationales est devenue sa ligne caractéristique primordiale. Les initiateurs de l'union agissaient hors de cadre de la CEI. Cette union était créée sur l'espace postsoviétique pour contrebalancer l'influence traditionnelle de la Russie dans cette région et était formé à l'encouragement des Etats-Unis et des pays de l'Europe occidentale. Mais cette initiative s'est cependant avérée inefficace et n'a pas réellement fonctionné, les Etats membres de cette alliance n'ayant pas réussi à s'accorder sur les domaines économique et politique. En outre, ils se sont surtout focalisés sur leurs problèmes personnels et leurs crises intérieures, préférant gérer leurs relations avec la Russie dans un cadre bilatéral, plutôt que de façon collective. Toutefois, les pays du GUAM ne cachent pas que le but principal de leur nouveau «Marché commun» était de se délivrer de la dépendance énergétique de la Russie au moyen du transfert du pétrole caspien en tournant le territoire de la Russie<sup>190</sup>.

Les raisons indiquées ci-dessus ont conditionné ce que le GUAM dès la création est dénuée de fondement sérieux et économique. Quant à l'espace postsoviétique, la Géorgie et l'Azerbaïdjan - d'une part, l'Ukraine et la Moldova - d'autre, commercent l'un avec l'autre grâce à leur proximité géographique.

---

<sup>189</sup> Vladimer Papava, "On the role of the "Caucasian Tandem" in Guam", *Central Asia and The Caucasus*, No. 3, 2008, p. 49

<sup>190</sup> Marcel de Haas (Ed), *Geo-strategy in the South Caucasus : Power Play and Energy Security of States*, The Hague, Netherlands Institute of International, November 2006, p. 44

## **CHAPITRE II : FACTEURS EXTERIEURS DANS L'OUVERTURE INTERNATIONALE DE LA GEORGIE**

Pour un petit et faible Etat comme la Géorgie attrapée dans le processus compliqué de construction publique, il est essentiel d'acquérir des fonctions internationales. Dans les conditions où le fait d'assurance et le renforcement de la souveraineté publique restent toujours aigus à l'ordre du jour, les garanties de sécurité internationales sont d'une importance primordiale. La capacité de la Géorgie comme un pays de transit attire considérablement l'intérêt de la communauté internationale. La position géopolitique et géoéconomique de la Géorgie excite l'intérêt de la communauté internationale, particulièrement avec le respect du rôle potentiel du pays comme un lien entre l'Europe et l'Asie. Aujourd'hui, ce rôle implique pour attirer des investissements étrangers, qui mènent pour contribuer à l'établissement de valeurs occidentales. Les relations commerciales et les réseaux d'interdépendance économique entre l'Europe et l'Asie contribuent considérablement à la coopération régionale surtout par rapport au transit d'énergie de la mer Caspienne. La coopération est conditionnée par la corrélation des intérêts nationaux des pays concernés et l'existence d'une infrastructure.

### **A. PARTENAIRES COMMERCIAUX DE LA GEORGIE ET DEVELOPPEMENT DU MARCHE DES BIENS DU PAYS**

En 2003 la Géorgie a été considérée comme un pays agricole où la grande partie d'exportation comprenait des produits alimentaires (36% des exportations). La Géorgie a reçu le statut d'un pays agricole avec l'agriculture développée, l'industrie d'alimentation et le niveau considérable de production. Plus de la moitié du PIB provient du secteur agricole, dans lequel 48% du capital monétaire du pays s'est concentré et 42% de la population s'en occupe. Ce niveau de développement du secteur donné a conditionné le rendement élevé de produits agricoles et alimentaires, qui sont demandé non seulement dans le pays mais aussi à l'étranger. La Géorgie est considérée comme un important exportateur de denrées alimentaires et un des principaux fournisseurs de légumes, de thé, des agrumes, de vin, d'eau minérale,

d'eau de vie, et de fruits crus et conservés à tous les marchés de l'ex-URSS<sup>191</sup>. Dans la seconde moitié des années 1980, la part des exportations géorgienne sur le marché alimentaire de l'Union soviétique était 10% et le volume d'exportations était 1,7 plus fois que l'importation. Les plus importants produits importés par le pays étaient le sucre, le tabac, le blé, la farine, le pain, la bière, le beurre et le café.

Pour le présent, cinq ans de gouvernance de Saakashvili témoignent que le commerce extérieur se développe de plus en plus vite. Selon les données du département de la statistique et les chiffres proclamés du commerce extérieur sur la période 2003-2008, on se voit la tendance de croissance du chiffre d'affaires du pays. Le chiffre d'affaires du commerce a augmenté de 5 fois, l'exportation plus que de 3 fois. L'exportation dans son ensemble a augmenté de 461 millions de dollars en 2003 à 1,5 milliards de dollars en 2008. L'importation a augmenté de 1,1 milliards de dollars en 2003 à 6,3 milliards de dollars en 2008. Cela est dû au fait que la Géorgie, ayant le statut d'«importateur-consommateur», est jusqu'au bout un pays tributaire pour les produits pétroliers<sup>192</sup>.

C'est que le pétrole et les produits pétroliers, dont 75% se sont importés de l'Azerbaïdjan, occupent une place très importante dans la structure d'importation de la Géorgie. Par ailleurs, le gaz de pétrole et l'hydrocarbure gazeux, dont 91,7% s'étaient importés de la Russie, occupent une grande partie dans la structure d'importation. Il y a aussi des matériaux de construction emballés et des médicaments, dont l'importation est assez stable. En 2000 les médicaments étaient importés pour 63 millions de dollars, mais en 2005 les importations ont atteint 157,2 millions de dollars<sup>193</sup>. Entre les produits d'agriculture et d'alimentation l'importation de sucre se classe premier. Le blé, le produit de tabac et l'énergie est aussi classée parmi les dix principaux produits importés.

---

<sup>191</sup> Eveline Baumann, "L'Economie géorgienne : Menaces au présent, poids du passé, incertitudes pour l'avenir", NOTE n°7 - *Fondation Jean-Jaurès* –3 octobre 2008, p. 3

<sup>192</sup> Грузия 2003-2008. Реформирование государства (La Géorgie 2003-2009. Réforme de l'Etat [http://community.livejournal.com/ru\\_economics/744620.html](http://community.livejournal.com/ru_economics/744620.html) consulté le 22 juin 2010

<sup>193</sup> Проблемы интеграции Грузии в мировое хозяйство (Les problèmes de l'intégration de la Géorgie dans l'économie mondiale), Научно студенческая конференция, Москва, 2006 [http://old.mgimo.ru/files/2004/kafedry/mirec/konf6\\_4\\_2006/gruz.doc](http://old.mgimo.ru/files/2004/kafedry/mirec/konf6_4_2006/gruz.doc) consulté le 22 juin 2010

Afin de mieux comprendre la situation dans l'économie géorgienne et d'évaluer les causes des tendances qui prévalent il faut prendre en considération les principaux produits d'exportations du pays. La Géorgie est l'un des plus anciens pays vinicoles du monde. Elle est considérée comme l'un des premiers foyers de la viticulture, dont les racines sont entre 7000 et 5000 avant JC. Le territoire riche, le climat chaud et les ressources en eau suffisantes contribuaient à la production de 500 différents types de vin. A la fin du XXe siècle après l'effondrement de l'Union soviétique, le territoire occupé par le vignoble, a diminué de 50% et s'élevait à un total de 60 500 hectares. Néanmoins, depuis la mi-1990 on a commencé la réhabilitation active de vin, et malgré le fait que le nombre de vignobles pour le moment sont beaucoup moins élevé qu'il y avait 20 ans, le vin reste l'un des articles d'exportation les plus importants de la Géorgie.

Au cours de la période 2003-2009 la ferraille occupe la majeure partie de l'exportation du pays. La proportion des métaux ferreux dans la structure d'exportations de la Géorgie en 2003, a été de 12,1% (39 millions de dollars), mais en 2009 – de 12,9% (60 millions de dollars). La ferraille de 82% à 92% est exportée vers la Turquie. Le vin prend une position suivante dans la structure d'exportation - de 10%. Aujourd'hui, la Géorgie exporte des vins dans environ 60 pays du monde. De 2003 à 2009 le volume des exportations de vins s'est élevé de 29 à 42,6 millions de dollars<sup>194</sup>.

En Géorgie l'exportation de sucre absorbe une part considérable du commerce. Et de plus, entre les produits exportés il y avait des ferro-alliages et des métaux précieux – principalement d'alliages d'or, des concentrés de cuivre et des minerais, des engrais azotés et de noisettes. Le volume total des exportations de ces produits pendant 6 ans était près de  $\frac{3}{4}$  du total des exportations.

---

<sup>194</sup> Илья Зиненко, “Онищенко дождался благодарности Саакашвили” (Ilya Zinenko, "Onishchenko a attendu gratitude Saakachvili") 22/06/2010 <http://www.gzt.ru/topnews/business/-onishchenko-dozhdalsya-blagodarnosti-saakashvili-/311483.html> consulté le 25 juin 2010

L'un des produits exportés de la Géorgie est l'eau minérale «Borjomi»<sup>195</sup>. Ce produit est la boisson minérale la plus populaire dans tout le territoire de la CEI. En même temps, la Géorgie approvisionne de ses produits vers les pays Baltique, les Etats Unis, l'Israël, la Pologne, la Bulgarie, l'Allemagne et de nombreux autres pays. En 2009, il a été réalisé des ventes de 94 millions de bouteilles Borjomi<sup>196</sup>.

A ce stade, c'est très difficile de prédire l'évolution de la situation. L'état des rapports commerciaux de la Géorgie et de leurs perspectives dépendent de la résolution des problèmes politiques du gouvernement. Les résultats des opérations commerciales internationales réalisées en 2005 dans son ensemble sont positifs.

Au cours des années 2003-2009, l'aire géographique du commerce extérieur de la Géorgie a bien élargie. Aujourd'hui, les pays de la première dizaine qui coopèrent activement avec la Géorgie sont la Turquie (1,2 milliards de dollars), l'Azerbaïdjan (544,4 millions de dollars), l'Ukraine (502,3 millions de dollars), l'Allemagne (324,4 millions de dollars), la Russie (310,2 millions de dollars) les Etats-Unis (263,6 millions de dollars), la Bulgarie (235,1 millions de dollars), la Chine (180,6 millions de dollars), l'Italie (150,9 millions de dollars), le Canada (131,1 millions de dollars)<sup>197</sup>. La Géorgie avait le bilan déficitaire de commerce avec 107 pays du monde et le bilan positif de commerce seulement avec 21 pays du monde entier<sup>198</sup>.

Les relations commerciales de la Russie avec la Géorgie se sont développées avec beaucoup de difficultés. Encore au printemps 2006 au fond de la détérioration des relations bilatérales, le chef de l'organisation d'observation des consommateurs de la Russie Guénadi Onishenko a interdit l'importation du vin géorgien et l'eau minéral «Borjomi» sous le prétexte sanitaire<sup>199</sup>. La vente de vin et d'eau minérale à la Russie

---

<sup>195</sup> Natalia Papelova, "Borjomi consolidates its position in foreign markets", *Interview with Zaza Kikvadze*, the Director General of Georgian Glass & Mineral Waters Georgia, JUNE 2008 ISSUE #8, <http://www.investingorgia.org/uploads/file/invest8.pdf>

<sup>196</sup> Kate Chkhikvadze, "Beverage Sales Peak over Christmas and New Year Week" 28/12/2009 [http://www.finchannel.com/Main\\_News/Business/55116\\_Beverage\\_Sales\\_Peak\\_over\\_Christmas\\_and\\_New\\_Year\\_Week/](http://www.finchannel.com/Main_News/Business/55116_Beverage_Sales_Peak_over_Christmas_and_New_Year_Week/) consulté le 23 juin 2010

<sup>197</sup> Georgia's Foreign Trade Down 29% in 2009 Civil Georgia, Tbilisi / 14 Feb.'10 <http://www.civil.ge/eng/article.php?id=21982> consulté le 25 juin 2010

<sup>198</sup> State Department of Statistics of Georgia, Annual Report 2009 [www.statistics.ge](http://www.statistics.ge)

<sup>199</sup> Kakjha Jibladze, "Georgia ponders consequences of Russia's wine ban", 05/03/2006 issue of the CACI Analyst, *Central Asia-Caucasus Institute Analyst* <http://www.cacianalyst.org/?q=node/3942>

apportait au total un grand revenu à l'exportation de la Géorgie<sup>200</sup>. A Tbilissi, Moscou a été accusé du déclenchement de la «guerre sanitaire». Après des événements en Ossétie du Sud de 2008 tous les produits de la Géorgie ont été interdits. La Géorgie a entièrement perdu le marché russe. Avant la guerre la Russie était le cinquième partenaire de la Géorgie. Avant les événements en Ossétie du Sud la Russie après la Turquie, l'Azerbaïdjan, l'Ukraine et l'Allemagne entraient aux cinq pays des partenaires importants de la Géorgie. Aujourd'hui, les relations commerciales de la Russie avec la Géorgie ont diminué au minimum<sup>201</sup>.

Attendu qu'on n'a pas pu relever des relations commerciales et économiques avec la Russie qui reste quand même le partenaire principal économique de la Géorgie, les autorités et les entrepreneurs doivent trouver des nouveaux marchés, y compris aussi en Europe. Les échanges extérieurs de la Géorgie avec les pays européens en 2010 ont augmenté de 17%. En 2009 la Géorgie exportait des produits de 335 millions de dollars vers l'UE et en importait des produits de 1,6 milliards de dollars. En 2010 le volume de l'exportation a atteint 608 millions de dollars, 49% plus que l'année dernière. En ce qui concerne l'importation, il a augmenté de 14% et est devenu 1,8 milliards de dollars.

Si on ne prend pas en considération la Russie, la Géorgie a créé la zone de libre échange avec tous les pays limitrophes à la CEI et avec la Turquie. Le volume des échanges commerciaux avec les pays de la CEI a bien augmenté. Les ventes ont augmenté de 10% en comparaison à l'année 2008 et a atteint 2,6 milliards de dollars. L'exportation s'est élevée à 545 millions de dollars, l'importation à son tour est évaluée à 2 milliards de dollars<sup>202</sup>.

Il est remarquable que les courants d'échanges du pays soient bien concentrés. Cela prouve que pour 10 grands partenaires ses échanges extérieurs est de 68%. Le plus grand entre eux est la Turquie. Le part de la Turquie aux échanges totaux de

<sup>200</sup> Silvia Serrano et Michèle Kahn, "Géorgie 2006. De l'eau et du vin dans le gaz", *Le Courrier des Pays de l'Est* 2007/1 - n° 1059, p. 116

<sup>201</sup> Влад Гринкевич, "Россия-Грузия: экономика как поле битвы" (Vlad Grinkevich, "Russie-Géorgie: l'économie comme un champ de bataille") 12/08/2008

<http://www.rian.ru/analytics/20080812/150295941.html> consulté le 22 juin 2010

<sup>202</sup> Дария Рябкова, Юлия Гейдюнас, "Бизнес в Грузии: Восточный коридор с западными перспективами" (Darius Ryabkova, Julia Geydyunas, "Affaires en Géorgie: l'Est du Corridor de l'Ouest avec des perspectives"), *InvestGazeta*, № 12, le 29 mars – le 4 avril 2010  
<http://www.investgazeta.net/kompanii-i-rynki/biznes-v-gruzii-koridor-s-zapadnymi-158602/>

marchandises de la Géorgie a augmenté de 14% à 16%. A la deuxième place se trouve l'Azerbaïdjan. La proximité territoriale donne une grande possibilité de prendre part au projet TRACECA dont les effets économiques et sociaux attendus est très important pour tous les deux pays. L'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, Bakou-Tbilissi-Soupsa et le gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzeroum est un exemple probant d'une collaboration fructueuse entre la Géorgie et l'Azerbaïdjan. La statistique montre que l'Ukraine est l'un des partenaires principaux commerciaux de la Géorgie et le pont vers l'Ouest pour le pays. Aujourd'hui, elle occupe la troisième place après la Turquie et l'Azerbaïdjan<sup>203</sup>. La coopération économique est réalisée sous la base des accords bilatéraux. Il y avait l'Accord de libre-échange entre le gouvernement de deux pays grâce au quel le volume des échanges commerciaux bilatéraux entre la Géorgie et l'Ukraine augmente à un rythme accéléré.

#### **B. ATTRACTION DE FINANCEMENTS ET DES INVESTISSEURS ETRANGERS**

Dans le cadre de la poursuite du développement de l'économie de marché de la Géorgie l'avenir de ce pays est lié à la mobilisation des investisseurs étrangers à grande échelle dans l'économie géorgienne. L'afflux d'investissements étrangers est indispensable pour atteindre de tels objectifs comme la sortie de la situation actuelle d'une économie instable et l'essor remarquable de l'économie. L'expérience dans de nombreux pays en développement montre que le boom des investissements dans l'économie commence par l'arrivée de capitaux étrangers.

L'attraction des investisseurs étrangers est examinée comme la condition sine qua non de la formation optimale du marché d'investissements de la Géorgie. Cela assure l'insertion plutôt réelle que formelle de l'économie du pays à l'économie mondiale et est l'un des moyens les plus importants vérifiée expérimentalement par de nombreux pays développés pour l'élimination de l'état de crise dans l'économie, sa reconstruction structurale, l'accroissement du potentiel productif au niveau technique et technologique contemporain, l'amélioration de la qualité du travail et l'intensification des échanges économiques extérieurs.

---

<sup>203</sup> State Department of Statistics of Georgia, Annual Report 2009 [www.statistics.ge](http://www.statistics.ge)

Il apparaît clairement que lors de la formation du potentiel d'investissement ni la Géorgie ni aucun autre pays ne puisse pas faire son implication dans le processus de réformes économiques et assurer la croissance économique effective sans entrer dans le marché mondial des investissements, sans l'investissement de capitaux mondiaux. Les sources principales de financement externe est les crédits des IFI, l'aide financière des pays industrialisés et les investissements directs étrangers (IDE).

En 1992 la Géorgie a adhéré au FMI et depuis 1994 reçoit un nombre de crédits de cette organisation au sein des programmes de transformation structurale. Au cours des années 1994-2008, elle a reçu des prêts du FMI totalisant plus de 500 millions de dollars. Dans la même année, en 1992 la Géorgie est devenue membre de la BM et dès 1994 obtient de ce dernier un crédit en vue de la réduction du niveau de la pauvreté, le perfectionnement de la gestion publique, la consolidation du système de la sécurité sociale et la réformation du secteur d'éducation et de santé. L'activité essentielle de la BM était le financement des projets d'infrastructures (énergétique et transport). En général, la Géorgie a reçu de la BM d'environ 750 millions de dollars sous forme de prêts pendant 1994-2008<sup>204</sup>.

Sauf le FMI et la BM la Géorgie a obtenu aussi les ressources financières importantes des autres IFI. Durant la période 1991-2008 les secteurs financiers, énergétiques, de transports, agricoles et industriels de l'économie géorgienne a obtenu une aide de la BECD et de la Société Financière Internationale (SFI). Ces deux organisations finançaient essentiellement des installations d'infrastructures.

En 1998 la Géorgie est devenue membre de la Banque pour le commerce et le développement de la mer Noire (BCDMN). L'activité de cette banque régionale en Géorgie s'accélère surtout ces dernières années. Les sphères prioritaires de ses activités en Géorgie est le secteur bancaire, l'agriculture, la production d'alimentation et le secteur énergétique<sup>205</sup>.

---

<sup>204</sup> Ашот Егиазарян, *Грузия: структурные проблемы экономики* (Ashot Egiazaryan, *La Géorgie: les problèmes structurels de l'économie*), Analiticheskiy Chentr «Kavkaz», Erevan, 2007, p. 8

<sup>205</sup> Ibid. p. 9

De son indépendance jusqu'aujourd'hui, la Géorgie en dehors des crédits des organisations internationales a reçu même un large éventail d'aide des pays industrialisés, et en premier lieu de l'USAID. De nombreux projets de l'USAID étaient concentrés au fond sur le développement des institutions démocratiques, des organisations non-gouvernementales, des médias, la formation et l'équipement des forces armées, ainsi que sur le développement du secteur privé, l'agriculture, l'industrie de transformation, le secteur de l'énergie, la santé publique, des PME. Les Etats Unis se réservent toutefois le rôle de principal bailleur de fonds de la Géorgie.

La Géorgie reçoit aussi une aide financière de l'Union européenne. Elle est accordée dans le cadre de divers projets et programmes : les programmes nationaux TACIS (le soutien des réformes, les conséquences sociales de la période de transition), les programmes régionales TACIS (TRACECA et INOGATE), le programme de sécurité commerciale et le programme d'assistance macro financement. Dans les dernières années les principales priorités de l'assistance de l'UE sont la justice, la gestion, le droit de l'homme, les institutions démocratiques, la réduction de la pauvreté et la résolution des conflits.

La Géorgie obtient aussi une aide des différents pays de l'UE. C'est, particulièrement, l'Allemagne (santé, aide humanitaire et l'infrastructure) qui est le deuxième bailleur de fonds après les Etats Unis. Dans le cercle des principaux donateurs de la Géorgie entre la Grande Bretagne (santé et la gestion publique), la Suède (la gestion publique, la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire et l'infrastructure), le Pays-Bas (l'infrastructure et la gestion publique), la Suisse (la gestion publique, le management des ressources naturelles et l'aide humanitaire). La Géorgie reçoit aussi une assistance financière notable dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

Le Japon est l'un des principaux bailleurs de fonds de la Géorgie depuis 1994. Le gouvernement japonais aidait la Géorgie sous forme de subsides, de justice et de coopération technique. Cette aide a été composée des domaines suivants : la balance des paiements, l'alimentation, les médicaments et l'équipement médical, la restitution du secteur de la santé publique. A présent, l'assistance japonaise est accordée aux trois options prioritaires : la modernisation de l'infrastructure (du secteur de l'énergie,

de transport et de télécommunication), le secteur social (la santé publique et l'éducation) et le développement des ressources humaines. Le domaine possible d'assistance est aussi la stabilité financière<sup>206</sup>.

La présence russe dans l'économie de la Géorgie jusqu'à la guerre d'août 2008 n'est pas mesurée qu'un milliard de dollars. A la fin du conflit le ministre de l'économie de la Géorgie a déclaré «qu'il n'y avait aucun problème pour les produits russe en Géorgie si la Russie ne va pas fermer leur voie». Aujourd'hui, en Géorgie les sociétés à capitaux russes possèdent des actifs financiers considérables dans les secteurs énergétiques, financiers, chimiques, industrie minière et de l'alimentation. La Russie n'a pas aussi stoppé toutes ses livraisons de gaz à la Géorgie et de transit de combustible à l'Arménie via la Géorgie<sup>207</sup>.

La Turquie, qui investissait dans l'économie de la Géorgie de 2 milliards de dollars en 2009, est aussi un important bailleur de fonds en Géorgie. Le commencement de l'expansion économique turque en Géorgie s'est déclenché depuis 1993. Cependant, après la «Révolution de Rose» et la prise du cours politique précise vers l'Ouest, l'investissement turc a commencé à peser lourdement sur certains secteurs cruciaux de l'économie géorgienne. L'autorité géorgienne avoue ouvertement que l'expansion de la coopération économique avec la Turquie est une condition préalable au développement économique de la Géorgie. La partie principale de l'économie géorgienne, dans laquelle la Turquie participe activement, c'est le secteur de l'énergie et de communication - les prétendus projets occidentaux<sup>208</sup>.

Au milieu des années 1990, dans la région du bassin Caspienne il y avait une nouvelle configuration géoéconomique. La Géorgie était entraînée aux projets d'infrastructure, pétroliers et gaziers régionaux dans le rôle de l'élément de transport et de communication que contribuait à la poursuite des investissements étrangers. L'afflux des IDE à la Géorgie sur la période 1997-2009 étaient liées pour l'essentiel à la réalisation des projets d'infrastructures (de transport, énergétique et de communication). Notamment, sur la période 1997-1998 l'afflux d'un très grand volume des IDE était

<sup>206</sup> Ashot Egiazaryan, *La Géorgie : les problèmes structurels de l'économie*, op.cit. p. 10-12

<sup>207</sup> "Грузия отказывается от покупки российских товаров" ("La Géorgie refuse d'acheter des biens de Russie") <http://newsru.com/finance/12sep2008/guuuuam.html> consulté le 27 juin 2010

<sup>208</sup> Mehmet Dikkaya - Deniz Özyakışır, "Developing regional cooperation among Turkey, Georgia and Azerbaijan: importance of regional projects", *Perceptions*, Vol. 12 Spring-Summer 2008, p. 113

provoqué par la construction du pipe-line Bakou-Soupsa et du terminal à Soupsa (on a dépensé 370 millions de dollars à ces projets). En outre, la construction de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan a commencé en 2003. Et c'est grâce à cela que l'affluence des investissements étrangers a brusquement augmenté. La construction de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) et le gazoduc du Caucase du Sud de Bakou-Tbilissi-Erzeroum a représenté 72% des investissements étrangers. L'opérateur de tous les deux projets est la compagnie pétrolière britannique British Petroleum (BP). Ces projets ont exercé une influence positive sur le développement de la construction et le secteur des services, la reprise du marché du travail et l'augmentation de la demande du marché intérieur limité du pays et la croissance du PIB<sup>209</sup>.

Par conséquent, l'analyse de l'évolution économique et la canalisation de l'afflux des IDE pour les 10 dernières années montre que la part importante des investissements est attachée aux projets infrastructurels, surtout le transport et la communication. Les investissements à ces projets favorisent la croissance économique, mais sous beaucoup de rapports prédéterminent la forme de structure sectoriel de l'économie de la Géorgie et sa place dans l'économie mondiale. Pour le moment, malgré des efforts entrepris par l'Etat, la crise économique mondiale et les conséquences du conflit armé d'août 2008 avec la Russie a une influence négative sur l'économie de la Géorgie.

### **C. CRISE FINANCIERE MONDIALE ET CONFLIT RUSSO-GEORGIEN D'AOÛT 2008 : QUEL IMPACT ECONOMIQUE POUR LA GEORGIE ?**

L'événement d'août 2008 (la guerre de cinq jours en Géorgie) et la crise financière internationale qui avait éclaté au début des années 2008 ont laissé une grande empreinte sur l'économie de la Géorgie. La guerre en parallèle avec la manifestation des premiers symptômes sérieux de la crise financière mondiale a porté une grave atteinte à l'économie du pays. Ces deux faits sont les facteurs clés, qui ont conditionné la récession économique dans le pays. La Géorgie s'est approchée du début de 2010 par une nouvelle vague de réformes et une économie affaiblie.

---

<sup>209</sup> Ashot Egiazaryan, *La Géorgie : les problèmes structurels de l'économie*, op.cit. p. 13-15

A cause de la crise dans l'économie géorgienne, la consommation a diminué, la vente a baissé et les prix ont chuté. Tout cela a limité l'activité commerciale et l'a mis devant les problèmes graves. L'accessibilité aux ressources financières a été limitée, a baissé l'activité d'investissements et les IFI ont compliqué la politique du crédit. Les événements d'août 2008 ont influencé l'économie de la Géorgie dans deux directions. D'une part, ils sont devenus l'indicateur des problèmes sérieux, d'autre part, la guerre a encore plus aggravé la situation économique actuelle. De même, la guerre d'août a beaucoup touché l'industrie du tourisme. Près de cents milles personnes sont parties du pays ou bien ont refusés de visiter le pays. En ce qui concerne la spécificité du développement, l'économie de la Géorgie a été particulièrement sensible à la restriction de l'activité d'investissement. La rentrée des investissements au pays déchirés par la guerre était très difficile. Après la guerre l'afflux des investissements étrangers a diminué et a commencé le reflux des capitaux.

Après la guerre elle avait besoin de ressources financières durables pour la réhabilitation des infrastructures. La plus grande banque commerciale de la Géorgie a évalué à 1 milliard de dollars ou bien de 8% du PIB les dommages de l'infrastructure civile du pays causés par des troupes russes au cours du conflit militaire d'Ossétie du Sud. En vertu de la crise financière et des hostilités l'affluence des investissements privés directs ont gravement compromis. Par conséquent, le fait signifiant était la conférence des bailleurs de fonds ayant lieu en octobre à Bruxelles où a été prise une décision d'attribution des aides financières à la Géorgie d'un montant total de 4,4 milliards de dollars en faveur de l'élimination des résultats du conflit militaire avec la Russie. Notamment, la BM a donné 530 millions de dollars, la BECD – 927 millions de dollars, la Banque asiatique de développement (BAD) – 300 millions de dollars, la SFI – 350 millions de dollars, la Banque européenne d'investissement (BEI) – 330 millions de dollars, les Etats-Unis – 1 milliard de dollars, la Commission européenne – 638 millions de dollars, les pays membres de l'UE – 174 millions de dollars, le Japon – 200 millions de dollars et quelques autres pays – 88 millions de dollars<sup>210</sup>. Le FMI a approuvé prêt de 750 millions de dollars à l'appui du secteur financier du pays<sup>211</sup>. Les Etats-Unis sont engagés dans l'objectif de faire présenter à la Géorgie du

<sup>210</sup> Зураб Кукуладзе, “Экономику Грузии спасла война“ (Zurab Kukuladze, “La guerre a sauvé l'économie de la Géorgie“) <http://bizzone.info/articles/1258592529.php> consulté le 5 juillet 2010

<sup>211</sup> "Le FMI annonce un prêt de 750 millions de dollars en faveur de la Géorgie", FMI Bulletin, Vol. 37, No 9, Septembre 2008, p. 148

<http://www.imf.org/External/Pubs/FT/SURVEY/fre/2008/093008F.pdf>

régime préférentiel dans les relations commerciales. L'UE a donné son consentement de principe à l'établissement de l'accord de libre échange avec la Géorgie<sup>212</sup>.

Lors de l'ordonnancement de ces ressources il y avait deux objectifs devant le gouvernement de la Géorgie. Premièrement – l'approvisionnement avec les conditions de logement élémentaires des victimes du conflit et deuxièmement – la réhabilitation de l'économie étant dans un état de crise. Une partie des ressources financières des bailleurs de fonds finançait directement les besoins des personnes expulsées de force. Dans la plupart des cas, les bailleurs de fonds eux-mêmes contrôlaient la dépense monétaire. Une telle aide était faite par les pays européens. En total, dans cette direction on a dépensé 350 millions de dollars. Dans la conférence de Bruxelles la plus grande partie des ressources financières a mobilisé pour la réhabilitation économique. L'aide aux secteurs distribué est la suivante : 853 millions de dollars pour le secteur bancaire, 682 millions de dollars pour la construction des routes et la réhabilitation des voies ferrées, 586 millions de dollars pour le budget et l'assistance macro financière, 381 millions de dollars pour l'amélioration du secteur de l'énergie, 252 millions de dollars pour le secteur privé et financier, 211 millions de dollars pour les projet d'urbanisations et municipaux, 100 millions de dollars pour les besoins importants<sup>213</sup>. Dans un court perspectif cette assistance va assainir l'économie du pays mais dans un long perspectif cela peut influencer négativement son futur développement économique<sup>214</sup>. Il faut souligner que 2,5 milliards de dollars de l'aide allouée au montant de 4,5 milliards de dollars ont été obtenus à crédit<sup>215</sup>. Donc, les ressources financiers fournit au pays a sauvé le pays de la crise économique. Ainsi, grâce à cela l'économie du pays a résisté aux événements militaires d'aout et à la pression de la crise mondiale, et aussi malgré les problèmes surgîtes, restait fonctionnel.

L'affluence des investissements étrangers a permis à la Géorgie de financer son développement sans endettement extérieur. A la lumière des événements d'aouût et de la crise économique 759 millions de dollars d'IDE ont été reçus l'année dernière.

---

<sup>212</sup> Kakha Gogolashvili, "The EU and Georgia: The Choice is in the Context", *Europe in Dialogue* 2009/01, p. 96

<sup>213</sup> Zurab Kukuladze, "La guerre a sauvé l'économie de la Géorgie", op.cit.

<sup>214</sup> Ibid.

<sup>215</sup> "Georgia-Russia: Still Insecure and Dangerous", *International Crisis Group*, Europe Briefing N°53, Tbilisi/Brussels, 22 June 2009, p. 15

D'après le jugement celui du FMI à la fin de 2009, le pays a commencé de sortir de la stagnation. Grâce à cela la dette financière internationale de la Géorgie pour le 31 décembre 2009 a augmenté de 1,3 milliards de dollars et est devenue 8,6 milliards de dollars<sup>216</sup>. 2,7 milliards de dollars de cette dette est la dette du secteur publique, de la Banque nationale - 900 millions de dollars, du secteur bancaire - 1,6 milliards de dollars, des sociétés - 2,1 milliards de dollars et des autres secteurs - 1,3 milliards de dollars<sup>217</sup>.

Malgré les complexités économiques, la progression dépend du succès durable du pays dans l'augmentation d'une orientation de marché de sa base institutionnelle, l'amélioration du milieu d'affaires et le renforcement du régime juridique. Tous ces traits sont très importants pour la stratégie du gouvernement. L'avantage essentiel de la Géorgie dans une perspective à long terme est la situation géographique qui est important pour les investissements de différents types. Le couloir de transport de la mer Caspienne et de l'Asie centrale à la Turquie et aux pays de la région de la mer Noire est un trait prioritaire pour les investisseurs étrangers.

#### **D. POTENTIEL DE LA FONCTION DU SERVICE DE TRANSIT DE LA GEORGIE**

Dans une nouvelle carte géopolitique de la région, qui s'est formée après la chute de l'URSS, la situation géographique de la Géorgie a l'air très unique au plan du couloir de transit eurasiatique. La disposition géographique a consolidé la fonction de transport du pays.

En vertu de son position avantageuse géopolitique, le pays, qui n'a pas pratiquement de ressources en pétrole et en gaz, s'intéresse extrêmement au transit des ressources énergétiques de la mer Caspienne et occupe une place importante dans la création des couloirs globaux de transport, capable de relier l'Est à l'Ouest. Les autoroutes aussi bien que les lignes de chemin de fer passent par le territoire de la Géorgie. Le pays lui-même étant un principal participant du couloir de transport international

<sup>216</sup> “Внешний долг Грузии составил 8631.9 млн. долларов” (“Dette extérieure de la Géorgie a fait 8631.9 millions de dollars”) 31/03/2010 <http://bizzone.info/stats/EkZppkEpkI.php> consulté le 5 juillet 2010

<sup>217</sup> “Грузия на грани дефолта” (“La Géorgie au bord de faillite”), *Vzglyad*, 31 mars 2010 <http://www.vz.ru/economy/2010/3/31/388629.html> consulté le 5 juillet 2010

TRACECA s'engage pour l'intégration au réseau de transport européen et asiatique. En tenant compte de la politique énergétique de la Géorgie consistant en l'augmentation de la sécurité énergétique propre et surtout en diminution de la dépendance à la Russie, ce couloir de transport prend une signification immense géopolitique.

L'insertion de la Géorgie au projet complexe de l'acheminement du pétrole Caspien contribue au avancement de la Géorgie et à d'être intégrée avec succès à l'économie mondiale. L'accès aux ressources énergétiques de la mer Caspienne, la frontière directe avec l'Azerbaïdjan et le voisinage avec la Turquie permettent à la Géorgie à faire un grande rôle d'une filière importante de transport que lui donne un rôle-clé dans la redistribution intergouvernementale des ressources hydrocarbonées et dans les projets de constructions des grands axes routiers d'acheminement du pétrole et du gaz.

Aujourd'hui, le processus de formation du couloir de transport énergétique Est-Ouest continue. La priorité de ce couloir est le projet énergétique eurasien qui a été projeté en tenant compte de tous les conditions. A ces constructions stratégiques et énergétiques appartiennent avant tout les oléoducs Bakou-Tbilissi-Soupsa et Bakou-Tbilissi-Ceyhan qui passent via le territoire de la Géorgie, les lignes de chemin de fer et les deux grands ports de Batoumi et Koulevi. Le gazoduc transcasprien, dont le prolongement sera le projet Nabucco et le gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzeroum ont la possibilité d'aider à la reconstruction de l'économie géorgienne.

Le contenu et la structure des flux de marchandises de la Géorgie montrent qu'on peut compter ce pays comme un pays de transport grâce au transport de vecteur énergétique. 70% du pétrole cru et des produits pétroliers sont transportés par les lignes de train. A cause du commencement de la guerre d'Ossétie du Sud tous ces transports de pétrole à l'Europe ont été stoppés. Les objets eux-mêmes de l'infrastructure n'ont pas souffert, mais leur exploitation pendant les hostilités était arrêtée. La guerre en Géorgie a nui à l'image de la région aux yeux des investisseurs comme un territoire stable pour le transport du pétrole et du gaz. Pour le présent, l'exportation de produits pétroliers et gaziers se progressivement renoue, mais les ports géorgiens sont fermés jusqu'ici.

## 1. Couloir de Transport Europe-Caucase-Asie

Le couloir du transport international TRACECA (le couloir du transport Europe-Caucase-Asie), dit la «Grande Route de la Soie» est considéré officiellement par les principales organisations internationales comme un des ponts de transit entre l'Europe et l'Asie. Le projet adopté lors de la conférence de Bruxelles en mai 1993 était élaboré par l'UE dans le cadre du programme d'aide technique (TACIS) aux pays qui ont récemment obtenu l'indépendance (cinq pays d'Asie centrale et trois pays du Caucase du Sud) et était appelé à joindre l'Europe et la région d'Asie centrale par le couloir de transport et de communication<sup>218</sup>. La Géorgie a un rôle clé à l'élaboration du projet TRACECA. Puisque entre huit nouveaux pays indépendants de la région de Caucase du Sud et d'Asie centrale, seule la Géorgie a une sortie sur la mer Noire et l'océan mondiale<sup>219</sup>.

Les objectifs annoncés de TRACECA en dehors de la liaison de l'itinéraire TRACECA avec les communications transeuropéennes de transport comprenaient le soutien de l'indépendance politique et économique des pays-membres par :

- 1) L'assurance de leur accès aux marchés européens et mondiaux;
- 2) L'assistance à la coopération régionale;
- 3) La poursuite des investissements du côté des IFI;
- 4) La conjonction TRACECA avec les réseaux transeuropéens<sup>220</sup>.

En fait, il s'agissait donc de la diffusion de l'influence politique et économique de l'UE sur cette région. Avant la réalisation du projet les principaux itinéraires d'exportation de la région ne passaient que par le territoire de la Russie. La position monopole de la Russie sous cet aspect empêchait les objectifs de la propagation d'une influence économique de l'UE sur la région donnée qui est riche en ressources

<sup>218</sup> Annie Jafalian, "Le Caucase du sud et l'Union européenne : vers une coopération renforcée ?", *Annuaire français de relations internationales*, 2005, vol. 6, p. 400

<sup>219</sup> Archil Gegeshidze, "The New Silk Road: A Georgian Perspective", *Perceptions*, Vol. 5, No. 2, Jun-Aug, 2000, Center for Strategic Research of the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Turkey (SAM)

<http://www.sam.gov.tr/perceptions/Volume5/June-August2000/VolumeVARCHIL.pdf>

<sup>220</sup> Erhan Bakirci, "The Black Sea: A New Transport Focus for East-West Trade", *J. Black Sea/Mediterranean Environment*, Vol. 11, 2005, p. 302; European Commission, 2003: What is TRACECA?

[http://ec.europa.eu/europeaid/where/asia/regional-cooperation-central-asia/transport/traceca\\_en.htm](http://ec.europa.eu/europeaid/where/asia/regional-cooperation-central-asia/transport/traceca_en.htm)  
consulté le 28 juillet 2010

minérales. La consolidation de huit nouveaux Etats indépendants (l'Ukraine et la Moldova se sont jointes au projet plus tard que les autres) et la proposition d'un nouvel itinéraire vers le marché européen, au fond, signifiaient la tentative de l'UE d'influencer la position de ces Etats au choix des partenaires économiques. Les projets d'investissements de TRACECA prévoyaient :

- 1) La reconstruction et la construction de nouvelles voies routières et ferroviaires;
- 2) La reconstruction des ports caspiens - Aktau (le Kazakhstan), Turkmenbachi (le Turkménistan), Bakou (l'Azerbaïdjan) et les ports de la mer Noire de Poti et de Batoumi (la Géorgie)<sup>221</sup>.

Particulièrement, les résultats définis ont été atteints dans la direction géorgienne comme la construction du Pont Rouge à la frontière entre l'Azerbaïdjan et la Géorgie et le fonctionnement des ferry-boats de Poti-Varna, Poti-Bourgas, Poti-Odessa, Poti-Ilyichevsk, Poti-Constance, Batoumi-Varna et Batoumi-Novorossiysk.

TRACECA se considère comme une direction prioritaire européenne qui conduit les liaisons de l'Europe jusqu'à la mer Caspienne. Cependant TRACECA est un de trois couloirs reliant l'Asie centrale à l'Europe dans le cadre de la politique de transport de l'UE. Les deux autres couloirs passent via la Russie, l'Iran et la Turquie. Ces projets se réalisent dans le cadre du programme spécial pour les économies de l'Asie centrale (SPECA) lancé sous la surveillance de deux commissions régionales de l'ONU - la Commission économique européenne (CEE) et la Commission économique et sociale de l'Asie et du Pacifique (CESAP)<sup>222</sup>.

Ces deux couloirs, alternatif du projet TRACECA, influencent substantiellement la compétitivité de ce dernier. Les systèmes de transports traversant le Kazakhstan et la Russie ou les lignes reliant l'Asie centrale et les ports de l'Iran à la Turquie, se trouvent dans le processus ininterrompu du perfectionnement et se distinguent par la politique tarifaire plus flexible, malgré plusieurs problèmes et complexités. C'est pourquoi, pour attirer le flux de trafic par l'itinéraire Europe-Asie il y a une grande concurrence. Cela dans des conditions telles qu'il est impossible de créer un couloir

<sup>221</sup> Ashot Egiazaryan, op.cit. p. 32-33

<sup>222</sup> Ibid. p. 33

compétitif de transport sans soutien public. Cela signifie que la Géorgie a une position avantageuse, puisqu'elle dispose des ressources nécessaires pour la réalisation du concours direct.

Les ports de la mer Noire (Poti et Batoumi), les lignes de train de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan, le port Caspienne (Bakou-Turkmenbachy), les réseaux ferroviaires du Turkménistan, de l'Ouzbékistan, du Kirghizistan, du Kazakhstan et de la Chine, en plus, les ports de la Chine au bord de l'Océan pacifique font participer au projet TRACECA<sup>223</sup>. Le port de Poti est un point de transbordement important du couloir de transport Europe-Caucase-Asie centrale. Le port de Poti a déchargé 6,15 millions de tonnes de marchandises générales et en vrac, en plus 70 milles conteneurs EVP (Équivalent Vingt Pieds) pendant l'année 2004. Par ce port on exporte le grain de l'Ukraine à l'Arménie et à la Géorgie, la bauxite de l'Inde, de la Guinée-Bissau, de l'Australie à l'Azerbaïdjan, l'aluminoxyde de la Grèce, de la Sardaigne, de la Turquie, de l'Inde au Tadjikistan, le charbon épuisé de l'Ukraine à la Géorgie, en plus les produits pétroliers et alimentaires. En outre, la ferraille de la Géorgie, l'aluminium primaire du Tadjikistan et le coton du Turkménistan, de l'Azerbaïdjan et aussi du Tadjikistan sont exportés par le port de Poti. La capacité de trafic du port de Batoumi est de 17,3-20,5 tonnes par an, en plus 15-18 millions de tonnes du pétrole et de produits pétroliers, 2,3-2,5 millions de tonnes de marchandises solides par an. La capacité de travail du port est moins que 50% de sa capacité. En 2004 le port de Batoumi a transporté une charge de 8,2 millions de tonnes de marchandises. Son terminal essentiel est le terminal pétrolier, le tournage de produit qui était 6,9 millions de tonnes en 2004. Cela veut dire qu'il fournit près de 85% de tournage de marchandises de tout le port de Batoumi. Pendant l'année 2005 par les ports géorgiens ont traité de quelques 24,1 millions de tonnes de marchandises (16,4% plus qu'en 2004), dont 6,31 millions de tonnes sont des marchandises solides (avec une croissance de 1,6%). 73,8% de toutes les marchandises traitées sont le pétrole et les produits dérivés du pétrole<sup>224</sup>. Le port a expédié 11,2 millions de tonnes en 2007, dont 9,6 millions de tonnes de pétrole et de produits dérivés du pétrole ; en 2008, le

---

<sup>223</sup> Teimuraz Gorshkov and George Bagaturia, "TRACECA—Restoration of Silk Route", *Japan Railway & Transport Review*, No. 28, p. 52

<sup>224</sup> Ashot Egiazaryan, op.cit. p. 34-35

tonnage n'était plus que de 8,6 millions de tonnes, dont 7,2 millions de tonnes de pétrole et de produits dérivés du pétrole<sup>225</sup>.

A présent, en Géorgie les transports routiers servaient surtout aux opérations d'exportations et d'importations entre la Géorgie et les pays voisins et au mouvement de transit via la Géorgie. Pourtant, le volume de marchandises transportées par le transport routier n'est pas plus de 400-500 milles de tonnes. La partie essentielle de transition des produits est exécuté par les transports ferroviaires qui ont la sortie aux ports de la mer Noire.

La chute de l'URSS a causé à la diminution des flux de transition par les lignes de train de la Géorgie de 54 millions de tonnes en 1990 à 5 millions de tonnes en 1995. 50% de flux des charges en 1995 était l'aide humanitaire aux pays du Caucase du Sud. En 1997 le volume total de transition était 7 millions de tonnes et en 2005 il était 18,9 millions de tonnes. Les flux de transitions sont près de 75% des flux de marchandises. A son tour, le conflit entre la Géorgie et l'Abkhazie a interrompu la liaison ferroviaire entre la Russie et la Géorgie. Durant les années soviétiques 12-14 millions de tonnes de charge étaient transportés par cette route. Plusieurs problèmes politiques, techniques et naturels se sont posées de temps en temps autour de la grande voie de communication reliant le Caucase du Nord et la Géorgie.

Ainsi, si les flux de trafic «Est-Ouest» et «Ouest-Est» au cours des dix dernières années ont manifesté une tendance de la croissance, les flux de trafic en direction «Nord-Sud» et «Sud-Nord» ont diminué. La fermeture des voies routières et ferroviaires reliant le Caucase du Nord et la Géorgie est le frein sérieux au développement des possibilités de transit de la Géorgie, car la Géorgie peut même jouer le rôle du pont reliant les voies de communication de la Russie, de l'Arménie, de la Turquie et de l'Iran.

---

<sup>225</sup> GEORGIE POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR SECTEUR WT/TPR/S/224, p.89  
[www.wto.org/french/tratop\\_f/tpr\\_f/s224-04\\_f.doc](http://www.wto.org/french/tratop_f/tpr_f/s224-04_f.doc)

## 2. Oléoduc Bakou-Tbilissi-Soupsa

Le projet européen du «corridor transcaucasien», qualifié comme «Nouvelle Route de la Soie», donne à la Géorgie un rôle stratégique de porte de l'Asie centrale. Les enjeux pétroliers en sont le cœur. Le pays mis sur le renforcement de ses infrastructures de transport pour participer à l'exportation du pétrole de la mer Caspienne.

L'oléoduc destiné au transport du brut de l'Azerbaïdjan (Bakou) à destination de l'Europe de l'Ouest, via le port géorgien de Soupsa sur la mer Noire est ouvert en 1999. Ici le pétrole est chargé aux tankers et sont réalisés dans le marché mondial<sup>226</sup>. Les participants du projet sont BP (34,1367% - opérateur), Unocal (10,2814%), Exxon Mobil (8,0006%), Devon Energy (5,6262%), Amerada Hess (2,7%), State Oil Company of Azerbaïdjan Republic (SOCAR) (10%), Inpex Corp. (10%), ITOCHU Oil (3,9205%), Statoil (8,5633%) et Türkiye Petrolleri Anonim Ortaklığı (TPAO) (6,75%). Le pipe-line était crée sous les conditions du contrat pour la reproduction des ressources «Azéri-Chirag-Guneshli», son étendue était de 837 kilomètres, la possibilité de trafic est de 6 millions de tonnes par an et les revenus de la Géorgie de transition est à peu près 9 millions de dollars par an<sup>227</sup>.

## 3. Oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan

La construction de l'oléoduc BTC qui est devenue un facteur essentiel de la transition de ressources pétrolières Caspienne au marché européen a commencé en septembre 2002 et est finie officiellement en juillet 2006. La capacité totale de l'oléoduc est de 1768 kilomètres dont 443 kilomètres passe par le territoire de l'Azerbaïdjan, 249 kilomètres par la Géorgie et 1076 kilomètres par la Turquie. La capacité de rendement prévue est de 50 millions de tonnes par an ou bien 1 million de baril par jour. Le volume réel de pompage du pétrole a totalisé 1,2 million de

<sup>226</sup> "Черноморские порты Грузии - важный элемент коридора TRACECA" ("Les ports de la mer Noire de la Géorgie - un élément important du corridor TRACECA") 25.08.2010 <http://www.zerkalo.az/2010-08-25/economics/12358-traceca-kulevi>

<sup>227</sup> Месторождения "Азери"- "Чыраг"- "Гюнешли" ("Gisement d'Azéri-Chirag-Guneshli"), *Caspian Integration Business Club*, 21/07/2006 [http://www.cibcgroup.com/shab\\_news\\_ru.shtml?cgi-bin/show\\_news.pl?lang=ru&id=206](http://www.cibcgroup.com/shab_news_ru.shtml?cgi-bin/show_news.pl?lang=ru&id=206) consulté le 29 juillet 2010

barils de pétrole par jour (2008). La construction d'oléoduc a coûté 4 milliards de dollars. La somme du crédit financier est au chiffre de 2,6 milliards de dollars. Les propriétaires de l'oléoduc est le consortium international de BTC. Co, ses actionnaires BP (30,1%), la compagnie pétrolier de l'Azerbaïdjan, (25%), Unocal (8,9%), Statoil (8,7%), TPAO (6,5%), ENI (5%), Itochu (3,4%), ConocoPhillips (2,5%), Inpex (2,5%), Total (5%) et Amerada Hess (2,4%)<sup>228</sup>. Par BTC est transporté le pétrole léger qui est obtenu «Azéri-Chirag-Guneshli». L'opérateur de l'oléoduc est la compagnie BP. Par les statistiques de GIOG, les revenus budgétaires de la Géorgie dans la transition de pétrole par BTC pendant 40 ans est à peu près 2 milliards 500 millions de dollars, cela veut dire 62 millions 500 milles de dollars par an<sup>229</sup>.

L'oléoduc BTC verse les grands investissements dans le développement des fournitures mondiales des ressources énergétiques et est devenu un important tube du couloir énergétique «Est-Ouest». Il est devenu le premier pipeline par lequel le pétrole est passé des pays de l'ex-URSS à l'Europe via le territoire de la Russie. La Russie résistait activement à sa construction mais sous beaucoup de rapports c'est un projet politique qui a été conduit à sa fin et est mise en service tout d'abord par les essais des Etats Unis.

#### **4. Gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzeroum**

L'itinéraire du gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzeroum (BTE, aussi appelé «pipeline du Sud-Caucase»), qui est destiné pour la transition du gaz naturel du gisement à gaz de «Shah Deniz» du secteur azerbaïdjanais de la mer Caspienne à la Turquie, d'où on exporte au marché de l'Europe du Sud, passe aussi par le territoire de la Géorgie. Premières exportations du gaz ont commencé en décembre 2006. Ce pipeline est érigé dans le même couloir que l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan. La capacité du pipeline est de 692 kilomètres par sa capacité annuel de 16 milliards de mètres cubes et avec le potentiel de relier avec les producteurs turkmène et kazakh par le pipeline transcaspienne plané. Dans le projet du gazoduc du Sud-Caucase participe BP – Azerbaïdjan (opérateur technique) – 25,5%, Statoil (opérateur commercial) – 25,5%,

<sup>228</sup> "Нефтепровод Баку-Тбилиси-Джейхан" ("L'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan" 17/04/2009 <http://www.rian.ru/economy/20090417/168381928.html> consulté le 29 juillet 2010

<sup>229</sup> Ashot Egiazaryan, op.cit. p. 45

SOCAR - 10%, LUKoil -10%, NICO -10%, Total -10%, et TPAO – 9%. Le but essentiel du pipe-line est d'effectuer la livraison à la Géorgie et à la Turquie. La Géorgie obtient 5% de gaz qui est transporté par le pipeline du Sud-Caucase comme le paiement de transition et il va obtenir 0,5 milliard de gaz par an pendant 15 ans comme le paiement supplémentaire<sup>230</sup>.

Dans une perspective à long terme, par le pipeline du Sud-Caucase peut être transporté le gaz naturel Caspienne, y compris de l'Iran et du Turkménistan, à l'Europe par le projet plané Nabucco, les pipelines Turquie-Grèce et Grèce-Italie. Le projet Nabucco présente le nouveau projet de gazoduc pour la liaison de la région Caspienne, de l'Europe centrale et de l'Égypte par la Turquie, la Bulgarie, la Roumanie et la Hongrie avec l'Australie et avec les marchés centraux de gaz et l'Europe de l'Ouest dont la longueur est approximativement 3300 kilomètres. D'après la statistique, la capacité de transport du pipeline peut être de 30 milliards de mètres cubes par an. Le projet du gazoduc Transcaucasien représente le pipeline sous-marin entre les villes Turkmenbachi-Turkménistan et Bakou-Azerbaïdjan et indiqué comme la partie du pipeline du Sud-Caucase et du projet Nabucco. Le projet a été proposé en 1996 et pour le moment on fait la planification de sa base technique-économique.

## **5. Chemin de Fer Bakou-Tbilissi-Kars**

Les marchandises en transit constituent une partie essentielle des transports ferroviaires avec la sortie aux ports géorgiens à la mer Noire. A la différence du pétrole et du gaz qui est transporté par le tuyau, les produits pétroliers sont transportés par les voies ferrées. Le rôle de l'itinéraire Bakou-Tbilissi-Kars, le couloir de transition qui va relier les réseaux ferroviaires de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie et de la Turquie, avait beaucoup de perspectives.

---

<sup>230</sup> "Азербайджан ждут еще более высокие дивиденды" ("L'Azerbaïdjan est en attente de plus des dividendes élevés") 13.03.2010 <http://www.zerkalo.az/2010-03-13/economics> consulté le 30 juillet 2010

La réalisation du projet a commencé en 2007. Par ces conditions il faut créer le réseau de chemin de fer d'Akhalkalaki (la Géorgie) à Kars (la Turquie) ayant une étendue de 98 kilomètres<sup>231</sup>, dont la majeure partie d'une longueur totale de 68 kilomètres se trouve en territoire turc, mais de 30 kilomètres en territoire géorgien. Ainsi, la reconstruction définitive est importante dans la ligne Akhalkalaki -Tbilissi.

Le prix initial du projet est de 422 millions de dollars dont à peu près 202 millions de dollars doivent être destinés à la construction du tronçon géorgien, 220 millions de dollars – du tronçon turc. Mais puis le prix a été ré-analysé au chiffre supérieur. Enfin en 2006 le prix total du projet par diverses estimations excède 600 millions de dollars. C'est pourquoi l'Azerbaïdjan et la Turquie se sont chargés des dépenses en parties égales par la voie de donner des crédits à la Géorgie.

Au début, s'il y'a un intérêt de transporter 10 millions de tonnes de marchandises avec ultérieurement de l'augmentation de flux de trafic jusqu'à 25 millions de tonnes dans la perspective plus proche. Ce projet est la partie d'un grand projet de liaison des chemins de fer du Caucase du Sud avec l'Europe via la Turquie. D'après le programme de développement de chemin de fer de la Turquie on construit un tunnel de chemin de fer maritime Marmaray sous le Bosphore à Istanbul qui va assurer la liaison directe avec les réseaux de chemins de fer européens. Dans le contexte du projet on vise aussi à la construction de chemin de fer de Kars à Nakhitchevan. Avec la réalisation des projets de communication accélérée, le projet Bakou-Tbilissi-Kars à terme sera la partie du couloir de chemin de fer de grande vitesse Europe-Caucase-Asie.

---

<sup>231</sup> Samuel Lussac, "The Baku-Tbilisi-Kars railroad and its geopolitical implications for the South Caucasus", *The Caucasian Review of International Affairs (CRIA)*, Vol. 2 (4) - Autumn 2008, p. 212-224

## CONCLUSION

Notre étude montre que le développement de l'économie de n'importe quel pays est lié à la politique économique et pour beaucoup dépend de ce que combien la conjoncture extérieure est pris en considération dans l'élaboration de leur propre politique économique.

La Géorgie, libérée du régime soviétique en 1991 à la suite de la dislocation de l'URSS, est entrée dans une grave crise économique et en souffrit pendant longtemps. L'économie du pays était pratiquement détruite. La rupture des rapports économiques s'aggravait par l'instabilité politique et la guerre civile. La réforme dans l'économie a commencé en 1995, au lendemain de l'établissement de la stabilisation relative politique. La réduction des déficits budgétaires, la privatisation, la réforme agraire et l'introduction de la nouvelle unité monétaire "GEL" a eu un impact bénéfique sur la vie économique du pays. Les principaux problèmes à la fin des années 1990 et au début des années 2003 sont la pauvreté de masse, l'appareil d'Etat inefficaces et corrompues, les rapports de propriété non résolues et la corruption. L'arrivée au pouvoir en novembre 2003 à la suite de la «Révolution de Rose», Mikhaïl Saakachvili a entraîné un changement majeur dans la politique économique (les reformes institutionnelles et structurales réalisées effectivement dès 2004) grâce au quel le pays est devenue l'un des pays les plus favorables dans l'espace mondiale. Après la «Révolution de Rose», une série de réformes a été lancée pour renforcer les possibilités économiques du pays. L'objectif posé du nouveau gouvernement géorgien a été formulée comme suit : L'économie de la Géorgie doit devenir la plus attrayante dans le monde entier. Depuis début 2004, il a été commencé un cycle de réformes, des changements et des innovations qui facilitent et simplifient le processus de faire des affaires dans le pays. La Géorgie a effectivement bien progressé dans une réforme économique qui a assurément contribué à restaurer la prééminence de l'Etat depuis la «Révolution de Rose» de 2003 et à transformer l'économie du pays vers une économie dictée par le marché. La position de transport avantageux de la Géorgie et les investissements étrangers sont les atouts économiques les plus importants du gouvernement géorgien.

Aujourd'hui, le système de commandement et de planification centralisé est disparu. L'économie de marché est un processus irréversible en Géorgie. Cependant, les conflits ethniques et la violation de l'intégrité territoriale complique la réalisation progressive de l'économie de marché dans le pays. En outre, la Géorgie est une des trois Etats caucasiens, où jusqu'ici les conflits internes ne sont pas toujours résolus. L'Abkhazie et l'Ossétie du Sud – les deux zones conflictuelles, qui mettent en création des territoires économiques avec les possibilités limitées à l'intérieur du pays.

Par ailleurs, à cause de la complexité du développement historique, de la persistance des problèmes économiques, des conflits non résolus et à haut potentiel, la Géorgie a des particularités du développement postsoviétique dans le contexte de la plus grave crise de la période de transition. Puisque la transformation économique se forme à la lumière des problèmes aigus, comme le conflit d'Ossétie du Sud entre la Géorgie et la Russie et la crise financière mondiale qui ont éclaté en 2008. Ceux facteurs rendent difficile la sortie de la crise de transition et sont l'obstacle principal dans la voie de la transformation de l'économie.

Cependant, les réformes effectuées dans le pays surtout à partir de l'année 2004, donnent l'opportunité particulière à sa conjoncture extérieure et au choix des pays partenaires et des organisations internationales qui prennent une part active à la transformation du système économique du pays. Les rapports économiques extérieures de la Géorgie remplissent une fonction universelle et se produisent comme un facteur de développement équilibré de l'économie du pays. Les buts principaux du fonctionnement et du développement de la politique économique extérieure de la Géorgie sont les suivantes :

- la disposition et la fixation des principes de l'économie de marché;
- l'acquisition du plus haut niveau de croissance économique.

Donc, l'intégration effective de la Géorgie dans l'espace économique mondial est une tâche urgente pour soutenir le développement de son économie. C'est pourquoi, la détermination de la propre place dans le système économique mondial, à laquelle aspire notamment la Géorgie, a beaucoup d'importance. L'objectif final du plan

approfondi du développement du pays est de mettre de ses standards économiques au même niveau avec les standards de l'économie mondiale.

En outre, le succès de l'intégration de la Géorgie dans l'économie mondiale dépend de la conjoncture extérieure précise et équilibrée, qui sous-entend tout l'ensemble des problèmes liés au commerce extérieur et à la coopération d'investissement, à la création de l'espace contractuel et à la sauvegarde de la sécurité économique, dont la résolution vise à intégrer de l'économie nationale dans le système économique mondiale. Cette situation est fondamentale pour la définition des tendances stratégiques du développement économique postcommuniste de la Géorgie. Aujourd'hui, pour le développement durable de l'économie, étant un élément important du couloir énergétique «Est-Ouest» et du corridor de transport international «Europe-Caucase-Asie», la Géorgie a besoin des marchés étrangers stables et des investissements au secteur productif de la production et pour le soutien des réformes effectuée avec succès dans le pays après la «Révolution de Rose».

En tenant compte des principes géoéconomique, il est à sa place de poser le panorama théorique de la stratégie économique extérieure de la Géorgie qui comprend des parties suivantes interdépendantes :

- A notre avis, dans la détermination de la stratégie de développement économique de la Géorgie et sa place dans l'économie mondiale, le pays ne peut pas miser sur les ressources naturelles géorgiennes, alors qu'elle possède peu de ressources naturelles;
- Il est nécessaire de marquer qu'effectivement une seule stratégie pour la Géorgie, c'est la fonction de transit.

Il est évident que la capacité de transit de la Géorgie est un de principaux avantages potentiels du pays. En ce sens, on peut dire que l'implication de la Géorgie à la réalisation des projets de transport aussi bien que de l'énergie régionaux joue un rôle important dans la formation de la structure de marché de son économie. Le pays mise sur sa position de «pont» entre l'Europe et l'Asie et lie son avenir à la fonction de transit.

**BIBLIOGRAPHIE****DOCUMENTS**

- The State in a Changing World, Finance & Development, World Development Report 1997
- A report on International Development, Oxford University Press, World Bank, 1996
- Croissance économique tout en préservant la protection sociale en Europe à l'ère de la mondialisation, Documents de Séance, Rapport de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, Vol. 7, Doc. 11366, janvier 2008
- Discours du Président de la Géorgie au Parlement du Pays à propos de l'Acte de la Liberté, 16.10.2009  
[http://darbazi.info/index.php?option=com\\_content&view=article&id=2398:2009-10-16-12-19-49&catid=9:2008-12-30-12-31-12&Itemid=14](http://darbazi.info/index.php?option=com_content&view=article&id=2398:2009-10-16-12-19-49&catid=9:2008-12-30-12-31-12&Itemid=14)
- Doing Business 2007 // Comment Reformer, Comparaison des Réglementations dan 175 pays
- Doing Business 2010 // Georgia  
[www.doingbusiness.org/Documents/CountryProfiles/GEO.pdf](http://www.doingbusiness.org/Documents/CountryProfiles/GEO.pdf)
- Economie mondiale de demain : vers un essor durable, OECD Publishing, 1999
- European Bank for Reconstruction and Development Transition Report 2009
- Georgia Country Report // Bertelsmann Transformation Index (BTI), Bertelsmann Stiftung and the Center for Applied Policy Research, Munich University, 2010
- Georgia. An Integrated Trade Development Strategy // World Bank Report No 27264-GE, 2003
- Georgia: Selected Issues // IMF Country Report 06/170, May 2006

- GEORGIE POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR SECTEUR WT/TPR/S/224 [www.wto.org/french/tratop\\_f/tpr\\_f/s224-04\\_f.doc](http://www.wto.org/french/tratop_f/tpr_f/s224-04_f.doc)
- JANDIERI Gia, “Economic reforms in Georgia”, Brenthurst Discussion Paper 7/2009
- [http://www.transparency.org.ru/doc/Global\\_Corruption\\_Report\\_2009\\_170909\\_2\\_web\\_01000\\_314.pdf](http://www.transparency.org.ru/doc/Global_Corruption_Report_2009_170909_2_web_01000_314.pdf)
- Independent International Fact-Finding Mission on the Conflict in Georgia, Report, Volume II
- International Monetary Fund, World Economic Outlook, Washington D. C., May 1997
- PAPELOVA Natalia, “Borjomi consolidates its position in foreign markets”, Interview with Zaza Kikvadze, the Director General of Georgian Glass & Mineral Waters Georgia, JUNE 2008 ISSUE #8, <http://www.investingeorgia.org/uploads/file/invest8.pdf>
- RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CNUCED, 1996
- RONDELI Alexander, “The South Caucasus: Pipeline Politics and Regional Economic Interests”, in: The South Caucasus: Promoting Values through Cooperation. Seminar Report Series No. 20, Helsinki, 12-15 May 2004. Rome: NATO Defense College, Academic Research Branch
- State Department of Statistics of Georgia, Annual Report 2009 [www.statistics.ge](http://www.statistics.ge)
- State Department of Statistics of Georgia, Annual Report 2009 [www.statistics.ge](http://www.statistics.ge)
- The Energy Sector and Georgia’s Function as a Transit State after the Russian-Georgian Armed Conflict in August, Transparency International Georgia October 20, 2008
- Transparency International, Global Corruption Report 2009 Corruption and the Private Sector, 23 September 2009
- UNCTAD - DTCI, World Investment Report, 1993

## OUVRAGES

- AIRAPETIAN Arutun and GRYCKIEWICZ Marcelo, *Transcaucasian Banknotes*, BoD – Books on Demand, 2009
- BACCONNIER Gérard, BENOIT Bruno (Eds), *La mondialisation en fiches : Genèse, acteurs et enjeux*, Editions Bréal, 2008
- BALCEROWICZ Leszek, *Post-Communist Transition : Some Lessons*, Thirty-First Wincott Lecture, 8 october 2001
- BRZEZINSKI Zbigniew, *The Grand Chessboard: American Primacy and Its Geostrategic Imperatives*, Washington, D.C., April 1997
- DE HAAS Marcel (Ed), *Geo-strategy in the South Caucasus: Power Play and Energy Security of States*, The Hague, Netherlands Institute of International, November 2006
- DEMİR Ali Faik, *Türk Dış Politikası Perspektifinden Güney Kafkasya*, Bağlam yay., İstanbul, 2003
- EGAN Colin, *Creating organizational advantage*, Butterworth-Heinemann, 1999
- FONTANEL Jacques, *La Globalisation en "Analyse" : Géoeconomie et Stratégie des Acteurs*, Côté cours La Librairie des humanités, Harmattan, 2005
- GACHECHILADZE Revaz Givievich, *The new Georgia: space, society, politics*, Volume 3, Texas A&M University Press, 1995
- GALBRAITH John Kenneth, *Building a World Community: Globalization and the Common Good*, Royal Danish Ministry of Affairs, June 2000
- GEGESHIDZE Archil, *Georgia in the Wider Europe Context: Bridging Divergent Interpretations*, International Policy Fellowships, 2006
- HART Jeffrey Allen and PRAKASH Aseem (Eds), *Coping with Globalization*. New York : Routledge, 2000

- ISARD Peter, *Globalization and the International financial System: what's wrong and What can be done*, Cambridge University Press, Cambridge, and New York, 2005
- ISMAILOV Eldar and PAPAVALDIMER Vladimer, *Rethinking Central Eurasia*, Washington, D.C.: Johns Hopkins University-SAIS, 2010
- JONES Barry (Ed), *Routledge Encyclopedia of International Political economy*, Vol. I. Great Britain, 2001
- JOVANOVIĆ Miroslav (Ed), *International economic integration: critical perspectives on the world economy*, Routledge, New York, 1998
- KOŁODKO Grzegorz Witold , *Globalization and catching-up in transition economics*, Vol. 2 of Rochester studies in Central Europe, Boydell & Brewer, 2002
- KOŁODKO Grzegorz Witold , *The world economy and great post-communist change*, Nova Publishers, 2006
- LYNCH Dov, *Why Georgia matters*, Chaillot Paper, EU Institute for Security Studies - n°86, February, Paris 2006
- MAYSTADT Philippe, MINET-DERMINE Françoise (Eds), *Comprendre l'économie*, Luc Pire Editions, 2003
- MICKIEWICZ Tomasz, *Economic Transition in Central Europe and the Commonwealth of Independent States*, Antony Rowe Ltd, Chippenham and Eastbourne, 2005
- NORTH Douglass Cecil, *Understanding the process of economic change*, Princeton University Press, 2005
- ORLOWSKI Lucjan (Ed), *Transition and Growth in Post Communist Countries: The Ten -year Experience*, Edward Elgar Publishing Limited, 2001
- ORTINO Federico, *Basic legal instruments for the liberalisation of trade: a comparative analysis of EC and WTO law*, Hart Publishing, Portland, Oregon, 2004

- PALMER Richard, *Historical patterns of Globalization. The growth of outward Linkages of Swedish Long-standing Transnational corporations, 1890s-1990s*, Almqvist & Wiksell International Stockholm, 2001
- PAPAVALADIMER, *International Monetary Fund and Post-Communist Georgia*, Georgian Foundation for Strategic and International Studies (GFSIS), Tbilisi, 2002
- PAPAVALADIMER, *Leszek Balcerowicz and Georgia*, Georgian Foundation for Strategic and International Studies, Tbilisi, 2002
- PAPAVALADIMER, *Necroeconomics. The Political Economy of Post-Communist Capitalism*, iUniverse, New York, 2005
- ROBSON Peter, *The Economics of International Integration*, Routledge, London, 1998
- RODRIGUE Jean-Paul, *L'espace économique mondial : les économies avancées et la mondialisation*, Géographie contemporaine, Presses de l'Université du Québec, 2000
- SHELLEY Louise, SCOTT Erik, LATTA Anthony, *Organized crime and corruption in Georgia*, Volume 2 of Routledge transnational crime and corruption series, Routledge, New York, 2007
- SPRINGER Katrin, *Climate Policy in a Globalizing World*, Kieler Studien - Kiel Studies , Vol. 320 Berlin, 2003
- SRAFFA Pierro (Ed) and with the collaboration of M.H. Dobb, *The Works and Correspondence of David Ricardo*, Liberty Fund, Inc., Vol. 2, USA, 2004
- STIGLITZ Joseph Eugene , *Economics of the Public Sector*, 3rd edn, Wydawnictwo Naukowe PWN, Warsaw, 2004
- STIGLITZ Joseph Eugene, *Globalization and its Discontents*, Polish edn, Wydawnictwo Naukowe PWN, Warsaw, 2004
- THURLOW Lester Carl, *The Future of Capitalism: How Today's Economic Forces Shape Tomorrow's World* / London : Nicholas Brealey, 1997

- VAJDA Imre and SIMAI Mihály, (Eds), *Foreign Trade in a Planned Economy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1971
- WALLERSTEIN Immanuel Maurice, *World-systems Analysis. An Introduction*, Duke University Press, 2005
- WHEATLEY Jonathan, *Georgia from national awakening to Rose Revolution: delayed transition in the former Soviet Union*, Ashgate Publishing, 2005
- БЕРИДЗЕ Теймураз, ИСМАИЛОВ Эльдар, ПАПАВА Владимир, *Центральный Кавказ и Экономика Грузии* (BERIDZE Teimuraz, ISMAILOV Eldar et PAPAVAL Vladimer, *Caucase Central et l'Economie de la Georgie*), Nurlan, Baku, 2004
- БОГОМОЛОВ Олег Тимофеевич, *Реформы в зеркале международных сравнений* (BOGOMOLOV Oleg Timofeevich, *Les réformes au miroir de la comparaison internationale*), Ekonomika, Moskva, 1998
- ЕГИАЗАРЯН Ашот, *Грузия: структурные проблемы экономики* (EGIAZARYAN Ashot, *La Géorgie: les problèmes structurels de l'économie*), Analiticheskiy Chentr «Kavkaz», Erevan, 2007
- ПАПАВА Владимир и БЕРИДЗЕ Теймураз, *Очерки политической экономики посткоммунистического капитализма*, (PAPAVAL Vladimer et BERIDZE Teimuraz, *Essais sur l'économie politique du capitalisme postcommuniste*), Delo i Servis, Moskva, 2005
- ПАПАВА Владимир, *Центральная Кавказия: Основы Геополитической Экономики* (PAPAVAL Vladimer, *Caucase central: la base de l'économie géopolitique*), Analiticheskie Zapiski № 1, 2007
- ХАСБУЛАТОВ Руслан, *Мировая экономика*, (Ruslan Khasbulatov, *L'Economie mondiale*), Ekonomika, Moskva, 2001

## ARTICLES

- "Le FMI annonce un prêt de 750 millions de dollars en faveur de la Géorgie", *FMI Bulletin*, Vol. 37, No 9, Septembre 2008  
<http://www.imf.org/External/Pubs/FT/SURVEY/fre/2008/093008F.pdf>
- "Georgia-Russia: Still Insecure and Dangerous", *International Crisis Group*, Europe Briefing N°53, Tbilisi/Brussels, 22 June 2009, p. 1-20
- "Russia and Georgia: relations are still tense Georgian", *Georgian Foundation of Strategic and International Studies* - <http://www.gfsis.org> 2 October 2006
- ASATIANI Roseta, "Post-Communist Transition Period in the Georgian Economy", *Journal of Social, Political and Economic Studies*, The Caucasus & Globalization, Volume 3 Issue 2-3 2009, p. 92-103
- ASATIANI Rozeta, "The Phenomenon of Globalization and Its Influence on National Economies (A Case Study of Georgia)", *Journal of Social, Political and Economic Studies*, The Caucasus & Globalization, Vol. 1 (3), 2007, p. 49-58
- BAUMANN Eveline, "L'Economie géorgienne : Menaces au présent, poids du passé, incertitudes pour l'avenir", NOTE n°7 - *Fondation Jean-Jaurès* - 3 octobre 2008, p. 1-12
- BERIDZE Teimaraz and PAPAVA Vladimer, "The Main Macroeconomic Tendencies of Georgia in 1995–2002", *Central Asia and South Caucasus Affairs*, p. 307–323
- BUGHULASHVILI Maka, "Global Economic Crisis: Is Georgia at Risk?", *IBSU Scientific Journal* 2009, 2(3), p. 55-75
- BURDULI Vakhtang, "The role of globalization in reviving the economy of countries in transition (a case study of Georgia)", *Journal of Social, Political and Economic Studies*, The Caucasus & Globalization, Vol. 1 (3), 2007, p. 58-66

- CHRISTOPHE Barbara, “Georgia: Capitalism as Organized Chaos”, in: LANE David and MYANT Martin (Ed), *Varieties of Capitalism in Post-Communist Countries*, Palgrave Macmillan, New-York, 2007, p. 183-200
- DIKKAYA Mehmet - ÖZYAKIŞIR Deniz, “Developing regional cooperation among Turkey, Georgia and Azerbaijan: importance of regional projects”, *Perceptions*, Vol. 12 Spring-Summer 2008, p. 93-118
- DOLIDZE Valerian, “Power, Revolution, and Business in Post-Revolutionary Georgia”, *Journal of Social and Political Studies*, Central Asia and The Caucasus: Regional Politics, No. 2 (38), 2006, p. 99-108
- FANE George and NASH John, “Georgia's economic collapse, 1991-1994: the role of state orders and inflation”, *Journal of Economic Policy Reform*, 2: 3, 1998, p. 247-267
- GALBRAITH John Kenneth, “Economics in the Century Ahead”, *The Economic Journal*, Blackwell Publishing, Vol. 101, No. 404 (Jan., 1991), p. 41-46
- GEGESHIDZE Archil, “The New Silk Road: A Georgian Perspective”, *Perceptions*, Vol. 5, No. 2, Jun-Aug, 2000, Center for Strategic Research of the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Turkey (SAM) <http://www.sam.gov.tr/perceptions/Volume5/June-august2000/VolumeVARCHIL.pdf>
- Georgia’s Accession to the WTO, ICTPL Georgia <http://www.intracen.org/btp/b4d/events2007/georgia2.pdf>
- GOGOLASHVILI Kakha, "The EU and Georgia: The Choice is in the Context", *Europe in Dialogue* 2009/01, p. 90-127
- GORSHKOV Teimuraz and BAGATURIA George, "TRACECA—Restoration of Silk Route", *Japan Railway & Transport Review*, No. 28, p. 50–55
- GURGENIDZEA Lado, LOBZHANIDZEB Mamuka, ONOPRISHVILI David “From Planning to Hyperinflation”, *Post-Communist Economies*, Volume 6, Issue 3 1994 , p. 259 – 289

- HENDERSON David, “International Economic Integration: Progress, Prospects and Implications”, *International Affairs* (Royal Institute of International Affairs), Vol. 68, No 4, 1992, p. 633-653
- HINE Robert Charles, “International Economic Integration” in: David Greenway and Alan Winters (Eds), *Surveys in International Trade*, Oxford, Blackwell, 1994, p. 235-276
- JAFALIAN Annie, “Le Caucase du sud et l’Union européenne : vers une coopération renforcée ?”, *Annuaire français de relations internationales*, 2005, Vol. 6, p. 398-409
- JIBLADZE Kakjha, “Georgia ponders consequences of Russia’s wine ban”, 05/03/2006 issue of the CACI Analyst, Central Asia-Caucasus Institute Analyst <http://www.cacianalyst.org/?q=node/3942>
- KALICKI Jan, “Caspian Energy at the Crossroads” // *Foreign Affairs*, Council on Foreign Relations, Vol. 80, No. 5, (Sep. - Oct., 2001), p. 120-134
- KHADURI Nodar (Ed), “Georgian economy” // *Central Eurasia. Analytical Annual*, CA&CC Press, 2008, pp. 172-180
- LANE David, “Global Capitalism and the Transformation of State Socialism”, *Springer Science + Business Media LLC*, 3 February 2009, p. 97-117
- LEONARD Mark and GRANT Charles, “Georgia and the EU: Can Europe’s neighborhood policy deliver?”, Centre for European Reform, Policy Brief [http://www.cer.org.uk/pdf/policybrief\\_georgia\\_sept05.pdf](http://www.cer.org.uk/pdf/policybrief_georgia_sept05.pdf)
- LUSSAC Samuel, "The Baku-Tbilisi-Kars railroad and its geopolitical implications for the South Caucasus", *The Caucasian Review of International Affairs (CRIA)*, Vol. 2 (4) - Autumn 2008, p. 212-224
- MALGRANGE Pierre et PLANE Patrick, “Economie du développement et de la transition : présentation générale”, *Economie et Prévision*, 2008/5, n° 186, p.1-10
- MANN Steven, “Caspian Futures”, in KALICKI Jan, and LAWSON Eugene (Eds), *Russian-Eurasian Renaissance? U.S. Trade and Investment in Russia and Eurasia*, p. 147-156

- MOMMEN André, “Toward Peripheral Capitalism”, *International Journal of Political Economy*; Vol. 23 Issue 1, 1993, p. 35-63
- MUKHIN Alexander, MESAMED Vladimir, “The North-South international transportation corridor: problems and prospects”, *Central Asia and The Caucasus*, In This Issue: Nation-Building, No. 1 (25), 2004, p. 143-147
- NARMANIA Davit, “Economic Policy in Georgia: Liberalization, Economic Crisis and Changes”, *Turkish Policy Quarterly* 8, No. 2, 2009, p. 113-121
- NARMANIA Davit, MURGULIA Shota (Eds), “EU, European Neighbour Policy and Georgia”, *Centre for Strategic Research and Development, Bulletin* No. 102, 2007, p. 7-12
- NATELAURI Iza, “Georgia’s external sector: current state and problems”, *Journal of Social, Political and Economic Studies, The Caucasus & Globalization*, Vol. 1 (4), 2007, p. 67-72
- PAMIR Necdet, “Is There a Future of the Eurasian Corridor?” *Insight Turkey*, 2000, Vol. 2, No. 3, p. 31-44
- PANIC Mica, “Reconstruction, Development and Sustainable Peace: A Unified Programme for Post-Conflict Country”, *UN Committee for Development Policy*, 2005, p. 59-92
- PAPAVALADIMER, “Comparative advantages of the Central Caucasian countries: potential, realized, and missed opportunities”, *Journal of Social, Political and Economic Studies, The Caucasus & Globalization*, Vol. 1 (1) 2006, p. 99-109
- PAPAVALADIMER, “Formation and Development of the "Caucasian Tandem", *Azerbaijan Focus*, Vol. 1 (1), June-August, 2009, p. 83-91
- PAPAVALADIMER, “Georgia’s economy: post-revolutionary development and post-war difficulties”, *Central Asian Survey*, Vol. 28, No. 2, June 2009, p. 199-213

- PAPAVALADIMER, “Georgian Economy: Mistakes, Threats and Resolutions”, *Crisis in Georgia, 2008: Preconditions, Reality, Perspectives*, Tbilisi: Independent Experts’ Club, 2009, p. 24-29
- PAPAVALADIMER, “Georgia's Economic Role in the South Caucasus”, *Problems of Economic Transition*, Volume 48, Number 4 / August 2005, p. 84-92
- PAPAVALADIMER, “On the role of the “Caucasian Tandem” in Guam”, *Central Asia and the Caucasus*, No. 3, 2008, p. 47-55
- PAPAVALADIMER, “On the Role of the International Monetary Fund in the Post-Communist Transformation of Georgia”, *Emerging Markets; Finance and Trade*, vol. 39, No 5, 2003, p. 5-26
- PAPAVALADIMER, “On the Special Features of Georgia’s International Economic Function”, *Central Asia and The Caucasus*, 2(14), 2002, p. 143-147
- PAPAVALADIMER, “The Essence of Economic Reforms in Post-Revolutionary Georgia: What about the European Choice” // *Georgian International Journal of Science and Technology*, 2008, Vol. 1, Issue 1, 2008. p. 1-9
- PAPAVALADIMER, “The Georgian Economy: From ‘Shock Therapy’ to ‘Social Promotion’,” *Communist Economies and Economic Transformation*, Volume 8, Issue 2 June 1996, p. 251-267
- PAPAVALADIMER, “The Georgian Economy: Main Directions and Initial Results of Reforms”, *Systemic Change in Post-Communist Economies*, Selected Papers from the Fifth World Congress of Central and East European Studies, Warsaw, 1995, p. 267-292
- RODRIK Dani, “How Far Will International Economic Integration Go?”, *The Journal of Economic Perspectives*, Vol. 14, N. 1, 2000, p. 177–186
- RTVELADZE Vasilevich, “The new realities of the Great Silk Road”, *Pravda Vostoka*, 15 December, 2005 <http://rustamirzaev.com/review/review14e.php>

- SENJUR Marjan, "The transition experience in retrospect: the labour market transformation was vital", *Post-Communist Economies*", 21: 2, Routledge, 2009, p. 175-189
- SERRANO Silvia et KAHN Michèle, "Géorgie 2006. De l'eau et du vin dans le gaz", *Le Courrier des Pays de l'Est* 2007/1 - n° 1059, p. 109-123
- SIMAKOVSKY Mark, "Grand strategy in the Tran-Caucasus: The U.S.-Russia-Georgia tringle", *International Affairs Review*, Volume 14, No.1. Spring 2005, p. 27-52
- SIMÃO Licínia and FREIRE Maria Raquel, "The EU's neighborhood policy and the South Caucasus: unfolding new patterns of cooperation", *Caucasian Review of International Affairs*, Vol. 2 (4) – autumn 2008, p. 47-61
- SULABERIDZE Iury, "The Nature of Political Splits: The Rose Revolution", *Journal of Social and Political Studies, Regional Politics, Central Asia and The Caucasus*, No. 1 (43), 2007, p. 85-99
- TSERETELI Baadur, "Georgia's foreign economic relations: trends, priorities, and prospects", *Central Asia and The Caucasus*, No. 5(17), 2002, p. 149-159
- WILLIAMSON John, "What Should the Bank Think about the Washington Consensus?", *The World Bank Research Observer*, Vol. 15, no. 2 (August 2000), p. 251-264
- АСАТИАНИ Тамаз, ТОКМАЗИШВИЛИ Михаил, "Экономическая политика Грузии до и после «Революции Роз»" (ASATIANI Tamaz, ТОКМАЗИШВИЛИ Mikhaïl, "La politique économique de la Géorgie avant et après la «Révolution des Roses»"), Moskva, 2004, [http://www.iet.ru/files/text/confer/2004\\_09\\_13-14/asatiany\\_ru.pdf](http://www.iet.ru/files/text/confer/2004_09_13-14/asatiany_ru.pdf)
- ГРИГОРЬЕВ Леонид, "Трудный выход из трансформационного кризиса (случай Грузии)", (GROIGORIEF Leonid, "La sortie difficile de la crise de transformation (le cas de la Géorgie)", *Obshestvo i Ekonomika*, 2008, p. 78-95

- ДАНЬКО Тарас, "Процессы экономической интеграции в Черноморском регионе" (DANKO Taras, "Les processus d'intégrations économiques dans la région de la mer Noire") <http://www.edc.spb.ru/conf2002/danko.htm>
- ЕРМАКОВА Екатерина, "Механизмы интеграции экономики в систему мирохозяйственных связей" (ERMAKOVA Ekaterina, "Les mécanismes de l'intégration économique dans le système économique international"), *Uspexi sovremenno estestvoznaniya*, №3, Tomsk, 2004, p. 110-112
- ИЛЬЯСОВА Эмир, "Особенности трансформации плановых экономик стран ВЕ и СНГ в рынок", (ILYASOVA Emir, "Les particularités de transformation des économies centralement planifiées des pays de l'Europe de l'Est et de la Communauté des Etats Indépendants dans le marché"), *Nachionalnie academia nauk Azerbajjana*, Institut filosofii i politika-pravovix Issledovaniy, 2006 <http://www.elibrary.az/docs/emirilyas.pdf>
- КУДРЯШОВА Юлия "Государства Южного Кавказа в Европейской Политике" (KUDRYASHEVA Yulia, "Les pays du Caucase du Sud dans la politique européenne"), *Analiticheskie Zapiski MGIMO*, 2008 Issue 6, p. 31-39
- МАСУРАШВИЛИ Иосиф, "Трансформация Экономической Системы (на примере Грузии)", (MASURASHVILI Iosif, "Transformation du système économique (le cas de la Géorgie)", *EKO* 6, 2009, p. 157-164
- ПАПАВА Владимир, "О формировании экономической системы на Южном Кавказе" (PAPAVA Vladimer, "Sur la formation du système économique dans le Caucase du Sud"), *Obshchestvo i ekonomika*, p. 159-165
- ЯЗЬКОВА Алла, "Саммит ГУАМ – намеченные цели и возможности их реализации" (YAZIKOVA Alla, "Sommet GUAM-les objectifs fixés et leur faisabilité") *Evropeyskiy bezopastnost: sobitia, ochenki, prognozi, RAN*, 2005, p. 10-13

## CONFERENCES

- KAHN Michèle, *L'Economie du Sud Caucase à l'Epreuve de Dix Ans d'Indépendance*, la Documentation française, Conférence : L'Europe et le Caucase du Sud, Bakou, 11 juin 2001 <http://www.ceri-sciencespo.com/archive/june01/kahn.pdf>
- GEGESHIDZE Archil, *Georgia's Function as a Transit Country and Sustainable Development*, Georgia National Assessment Report for Sustainable Development, Johannesburg Summit 16 August - 4 September 2002 [http://www.johannesburgsummit.org/html/prep\\_process/natlassessrep.html](http://www.johannesburgsummit.org/html/prep_process/natlassessrep.html)
- TKESHELASHVILI Eta, *Georgia : Building a European State in the Caucasus*, Ceri Strategy Papers, N° 3 – Séminaire Stratégique du 5 mai 2009

## SOURCES ELECTRONIQUES

- <http://bizzone.info/articles/1258592529.php>
- <http://bizzone.info/stats/EkZppkEpkl.php>
- [http://ec.europa.eu/europeaid/where/asia/regional-cooperation-central-asia/transport/traceca\\_en.htm](http://ec.europa.eu/europeaid/where/asia/regional-cooperation-central-asia/transport/traceca_en.htm)
- <http://ibulletin.wordpress.com/2010/03/11/>
- <http://newsru.com/finance/12sep2008/guuuuam.html>
- [http://old.mgimo.ru/fileserver/2004/kafedry/mirec/konf6\\_4\\_2006/gruz.doc](http://old.mgimo.ru/fileserver/2004/kafedry/mirec/konf6_4_2006/gruz.doc)
- <http://polpred.com/?cnt=47&art=8693>
- <http://statistics.ge/main.php?pform=39&plang=2>
- <http://www.agbdc.com/Publications.asp>

- <http://www.cacianalyst.org/?q¼node/4991>
- [http://www.cibcgroup.com/shab\\_news\\_ru.shtml?cgi-bin/show\\_news.pl?lang=ru&id=206](http://www.cibcgroup.com/shab_news_ru.shtml?cgi-bin/show_news.pl?lang=ru&id=206)
- [http://www.cipdd.org/index.php?lang\\_id=ENG&sec\\_id=65](http://www.cipdd.org/index.php?lang_id=ENG&sec_id=65)
- <http://www.civil.ge/eng/article.php?id=21982>
- <http://www.civil.ge/rus/article.php?id=20256>
- [http://www.finchannel.com/Main\\_News/Business/55116\\_Beverage\\_Sales\\_Peak\\_over\\_Christmas\\_and\\_New\\_Year\\_Week/](http://www.finchannel.com/Main_News/Business/55116_Beverage_Sales_Peak_over_Christmas_and_New_Year_Week/)
- <http://www.georgiatimes.info/en/articles/29380.html#>
- [http://www.geostat.ge/index.php?action=page&p\\_id=146&lang=eng](http://www.geostat.ge/index.php?action=page&p_id=146&lang=eng)
- <http://www.gzt.ru/topnews/business/-onischenko-dozhdalsya-blagodarnosti-saakashvili-/311483.html>
- <http://www.inliberty.ru/library/study/308/>
- <http://www.investgazeta.net/kompanii-i-rynki/biznes-v-gruzii-koridor-s-zapadnymi-158602/>
- [http://www.investingeorgia.org/?42/business\\_rankings/](http://www.investingeorgia.org/?42/business_rankings/)
- <http://www.jurnal.org/articles/2008/polit14.html>
- <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2010/03/01/01011-20100301FILWWW00380-russie-et-georgie-rouvrent-leur-frontiere.php>
- <http://www.m-economy.ru/art.php3?artid=13588>
- <http://www.m-economy.ru/art.php3?artid=24581>
- [http://www.mfa.gov.ge/index.php?lang\\_id=ENG&sec\\_id=548&month=03&year=2010](http://www.mfa.gov.ge/index.php?lang_id=ENG&sec_id=548&month=03&year=2010)
- <http://www.nato.int/issues/nato-georgia/index.html>

- <http://www.nytimes.com/2008/08/10/weekinreview/10traub.html?pagewanted=3&sq=ossetia&st=nyt&scp=12>
- <http://www.nytimes.com/2008/08/29/world/europe/29iht-georgia.3.15746317.html>
- <http://www.rian.ru/analytics/20080812/150295941.html>
- <http://www.rian.ru/economy/20090417/168381928.html>
- <http://www.rosbalt.ru/2009/06/29/650890.html>
- <http://www.vz.ru/economy/2010/3/31/388629.html>
- [http://www.wto.org/english/news\\_e/pres00\\_e/pr182\\_e.htm](http://www.wto.org/english/news_e/pres00_e/pr182_e.htm)
- [http://www.wto.org/french/news\\_f/pres00\\_f/pr182\\_f.htm](http://www.wto.org/french/news_f/pres00_f/pr182_f.htm)
- <http://www.zerkalo.az/2010-03-13/economics>
- <http://www.zerkalo.az/2010-08-25/economics/12358-traceca-kulevi>
- <http://www.zn.ua/1000/1600/31155/>
- <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/gg.html>

## LISTE DES TABLEAUX

## 1. PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES DE LA GEORGIE

Indicateur	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
PIB nominal (mln GEL)	8 564.1	9 824.3	11 620.9	13 789.9	16 938	19 069.6	17 948
PIB réel (mln GEL)	8 564.1	9 065.9	9 935.6	10 868	12 208.8	12 460.7	10 740
Taux de croissance du PIB réel (%)	11.1	5.9	9.6	9.4	12.4	2.3	-3.9
PIB réel par habitant (GEL)	1 972.1	2 100.9	2 299.1	2 469.3	2 778.1	2 843.5	4 093
Taux d'inflation annuelle (%)	4.8	5.7	8.2	9.2	9.2	10	1.7
Balance commerciale (mln USD)	-576.8	-845.9	-1 130.7	-1 861.3	-2 734.5	-3 810.4	-4 560
Investissements directs étrangers (mln USD)	330.9	432.8	449.7	1 190.4	2 014.8	1 563.9	759.1
Volume des importations (mln USD)	1 141.2	1 847.9	2 490.9	3 677.7	5 214.9	6 304.6	5 122
Volume des exportations (mln USD)	461.4	646.9	866.2	936.2	1 232.9	1 497.1	2 791
Total des revenus budgétaires (mln GEL)	1 272.7	2 102	3 152.7	4 235.6	5 915.6	6 578.2	5 265
Taux de chômage (%)	11.5	12.6	13.8	13.6	13.3	16.5	9.8

*Source:*

1. Département d'Etat des statistiques de la Géorgie, [www.statistics.ge](http://www.statistics.ge)
2. Georgian-European Policy and Legal Advice Centre (GEPLAC), [www.geplac.org](http://www.geplac.org)
3. Ministère des Affaires étrangères de la Géorgie, [www.mfa.gov.ge](http://www.mfa.gov.ge)

## 2. STRUCTURE DE COMMERCE DIVERSIFIEE

## Principaux partenaires commerciaux de la Géorgie par le chiffre d'affaires en 2009

Country	Export		Import		External trade	
	1000 USD	%	1000 USD	%	1000 USD	%
<b>Total:</b>	1 134 953,7	100,0	4 378 332,1	100,0	5 513 285,8	100,0
<b>Turkey</b>	226 191,2	19,9	788 036,6	18,0	1 014 227,8	18,4
<b>Azerbaijan</b>	166 480,4	14,7	377 911,6	8,6	544 392,0	9,9
<b>Ukraine</b>	83 955,0	7,4	418 313,8	9,6	502 268,9	9,1
<b>Germany</b>	23 037,5	2,0	301 390,5	6,9	324 428,1	5,9
<b>Russia</b>	21 111,5	1,9	289 088,7	6,6	310 200,2	5,6
<b>USA</b>	36 933,9	3,3	226 730,1	5,2	263 664,0	4,8
<b>Bulgaria</b>	82 290,6	7,3	152 840,0	3,5	235 130,7	4,3
<b>China</b>	5 965,5	0,5	174 669,1	4,0	180 634,6	3,3
<b>Italy</b>	23 282,1	2,1	127 686,4	2,9	150 968,5	2,7
<b>Canada</b>	117 224,1	10,3	14 148,5	0,3	131 372,6	2,4
<b>Other partner countries</b>	348 481,7	30,7	1 507 516,8	34,4	1 855 998,5	33,7

**Principales exportations de marchandises de la Géorgie en 2009**

Position name	2009	
	1000 USD	%
<b>Total export:</b>	1 134 953,7	100,0
<b>Ferro-Alloys</b>	130 081,3	11,5
<b>Gold unwrought or in semi-manufactured forms, or in powder form</b>	116 189,3	10,2
<b>Motor cars</b>	78 461,6	6,9
<b>Nuts and walnuts</b>	69 955,8	6,2
<b>Ferrous waste and scrap</b>	63 616,0	5,6
<b>Copper ores and concentrates</b>	61 868,0	5,5
<b>Nitric fertilizers</b>	60 213,6	5,3
<b>Indentured ethyl alcohol, spirits, liqueurs and other spirituous beverages</b>	54 019,4	4,8
<b>Wine</b>	31 997,0	2,8
<b>Mineral and fresh water</b>	24 674,7	2,2
<b>Other goods</b>	443 876,8	39,1

**Principales importations de marchandises de la Géorgie en 2009**

Position name	2009	
	1000 USD	%
<b>Total import:</b>	4 378 332,1	100,0
<b>Petroleum and petroleum oils</b>	555 311,7	12,7
<b>Motor cars</b>	254 701,9	5,8
<b>Medicaments</b>	175 162,0	4,0
<b>Petroleum gases and other gaseous hydrocarbons</b>	151 930,8	3,5
<b>Wheat</b>	104 123,1	2,4
<b>Cigarettes</b>	57 424,7	1,3
<b>Transmission apparatus for radio-telegraphy, radio-broadcasting</b>	50 835,9	1,2
<b>Sugar</b>	50 407,8	1,2
<b>Computing machines and their blocks</b>	44 155,8	1,0
<b>Chocolate and prepared feed products which contains cocoa</b>	42 862,9	1,0
<b>Other goods</b>	2 891 415,4	66,0

*Source* : Département d'Etat des statistiques de la Géorgie, [www.statistics.ge](http://www.statistics.ge)

ANNEXE

GEORGIE AU CENTRE DU CARREFOUR DU CAUCASE DU SUD



Source : BP

## TEZ ONAY SAYFASI

**Üniversite** : Galatasaray Üniversitesi  
**Enstitü** : Sosyal Bilimler Enstitüsü  
**Adı Soyadı** : Elkhan Aliyev  
**Tez Başlığı** : Conjoncture économique extérieure de la Géorgie  
dans le contexte de l'intégration à l'économie mondiale  
**Savunma Tarihi** : 26 Ekim 2010  
**Danışmanı** : Prof. Dr. Mehmet Emin ARDA

## JÜRİ ÜYELERİ

**Ünvanı, Adı, Soyadı**

**İmza**

Prof. Dr. Hasan KÖNİ

Prof. Dr. Ercüment TEZCAN

Prof. Dr. Mehmet Emin ARDA

**Enstitü Müdürü**

Prof. Dr. V.Mehmet BOLAK